

Rapport final d'enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques

Enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques
de la population cible du projet mis en œuvre par
Welthungerhilfe quant à la gestion des risques de
catastrophes naturelles

Phase 2 - juin 2012 – août 2012

Marion Ventalon

Marco Di Cecco

Préface

SOMMAIRE

Liste des sigles et abréviations.....	4
Introduction	5
1. Objectifs et cadre de l'enquête.....	5
1.1 Méthodologie de l'enquête	5
1.1.1 Contexte et objectifs de l'enquête	5
1.1.2 Concepts clés	6
1.1.3 Echantillonnage.....	7
1.1.4 Déroulement de l'enquête	8
2. Résultats et analyse	9
2.1 Données générales.....	9
2.2 Connaissances.....	11
2.2.1 Connaissances des risques de catastrophes naturelles.....	11
2.2.2 Connaissances sur l'origine des catastrophes naturelles.....	25
2.2.3 Connaissances sur l'impact des catastrophes naturelles.....	26
2.2.4 Connaissances des acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles.....	28
2.2.5 Connaissances des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles.....	36
2.3 Attitudes	42
2.3.1 Attitudes vis-à-vis des risques de catastrophes naturelles.....	42
2.3.2 Attitudes liées aux acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles.....	50
2.3.3 Attitudes vis-à-vis des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles.....	56
2.3.4 Attitudes quant aux media de communication pour la gestion des risques de catastrophes naturelles.....	64
2.4 Pratiques	66
2.5 Analyse	77
Conclusion	80
Liste des figures.....	82
Références bibliographiques.....	85
Annexe I – Questionnaire de l'enquête (version française).....	86

Liste des sigles et abréviations

CAP : Connaissances, Attitudes et Pratiques

CASECS/ASECS : Conseil Administratif des Sections Communales/Assemblées des Sections Communales

CLPC : Comité Local de Protection Civile

DIPECHO : *Disaster Preparedness ECHO*

DPC : Direction de la Protection civile

GG : Grand Goâve

PG : Petit Goâve

INTRODUCTION

Le présent rapport est destiné à rendre compte des résultats de l'analyse faite sur la base des données récoltées lors des deux phases de l'enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP) quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles, qui se sont respectivement déroulées de novembre 2011 à janvier 2012 et de juin à août 2012 dans les communes de Petit Goâve, Grand Goâve et Jacmel.

A titre de rappel, cette enquête CAP s'inscrit dans le cadre du projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities* mis en œuvre par la Welthungerhilfe depuis le 1^{er} juillet 2011 pour une durée de quinze mois. Au terme des douze premiers mois d'intervention, les activités dudit projet ont été mises en œuvre comme prévu initialement dans la planification programmatique et dans le chronogramme. L'une de ces activités consistait en la conduite d'une enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Cette enquête s'est déroulée en deux phases: une phase initiale (novembre - janvier 2012) pour constituer la *baseline* (valeur de référence) et une finale (juin - août 2012) afin de mesurer l'évolution en termes de Connaissances, Attitudes et Pratiques des populations ciblées par le projet quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles, une fois les activités de l'organisation engagées. Le présent rapport est destiné à rendre compte de ces évolutions.

1. Objectifs et cadre de l'enquête

1.1 Méthodologie de l'enquête

1.1.1 Contexte et objectifs de l'enquête

Lors de chacune des deux phases, l'enquête a été menée dans les trois communes ciblées par le projet, et dans chacune des sections communales qui la composent : Petit Goâve (12 sections), Grand Goâve (7) et Jacmel (11).

A titre de rappel, l'objectif global de l'enquête consiste à « Identifier les Connaissances, Attitudes et Pratiques de la population cible du projet mis en œuvre par la Welthungerhilfe quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles ».

Les objectifs opérationnels, définis avec l'équipe du projet, se déclinent principalement ainsi :

- « Estimer le niveau de connaissances sur les origines et causes des catastrophes naturelles » ;
- « Estimer la perception des risques de catastrophes naturelles » ;
- « Estimer la perception de la participation individuelle dans les systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles » ;
- « Identifier les comportements en cas de catastrophes naturelles » ;
- « Identifier les éventuelles résistances (sociales, économiques, culturelles, religieuses, etc.) à l'adoption de « bonnes pratiques » et plus généralement au développement des

activités prévues par la Welthungerhilfe » ;

- « Identifier les profil de répondants ayant une méconnaissance des bonnes pratiques à adopter en cas de catastrophes naturelles ».

Les données récoltées lors de la première phase de l'enquête ont permis de constituer la *baseline* (ou valeur de référence) des Connaissances, Attitudes et Pratiques des populations cibles du projet de la Welthungerhilfe quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles. Sur la base de ces premiers résultats, une comparaison sera faite avec les données de la seconde phase afin d'apprécier d'éventuelles évolutions des Connaissances, Attitudes et Pratiques suite à la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du projet.

L'intérêt de cette étude consiste d'une part à apprécier objectivement la cohérence et l'impact du projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities* mis en œuvre par la Welthungerhilfe, et d'autre part à procurer d'éventuelles orientations pour l'élaboration d'une stratégie adaptée aux savoirs, savoir-être et savoir-faire de la population pour de futurs projets.

1.1.2 Concepts clés

Dans le cadre de cette enquête, les définitions suivantes ont été retenues par l'équipe pour l'interprétation des concepts clés :

- **Connaissances** : ensemble de choses connues, sues, acquises, sur un sujet donné. La connaissance d'un comportement considéré comme adapté/bénéfique n'implique néanmoins pas automatiquement l'application de ce comportement (exemple : à une question du type « savez-vous ce qu'il faut faire en cas de... », les personnes peuvent répondre oui, sans toutefois appliquer ces connaissances).
- **Attitudes** : une manière d'être. Ce sont des tendances, des «dispositions à». Il s'agit d'une variable intermédiaire entre la situation et la réponse à cette situation. Elle permet d'expliquer que, parmi les pratiques possibles d'un sujet soumis à un stimulus, celui-ci adopte telle pratique et non pas telle autre. Les attitudes ne sont pas directement observables comme le sont les pratiques, il convient dès lors d'être prudent pour les mesurer. Il est intéressant de souligner que de nombreuses études montrent un lien souvent faible et parfois nul dans la relation attitude et pratiques.
- **Pratiques** : les pratiques ou comportements sont des actions observables d'un individu en réponse à un stimulus. C'est ce qui concerne le concret, c'est le faire. Ce sont les actes réels accomplis par une personne dans une certaine situation/contexte.
- **Ménage (au sens des enquêtes auprès des ménages)** : l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun. La résidence habituelle est le logement dans lequel on a l'habitude de vivre.

- **Personne de référence du ménage** : à chaque ménage correspond une personne de référence et une seule. Elle est déterminée de la manière suivante : la personne de référence du ménage est déterminée à partir des seules trois personnes les plus âgées du ménage. S'il y a un couple parmi elles, la personne de référence est systématiquement l'homme du couple. Si le ménage ne comporte aucun couple, la personne de référence est l'actif le plus âgé (homme ou femme), et à défaut d'actif, la personne la plus âgée¹.
- **Catastrophe** : « Rupture grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant d'importants impacts et pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales que la communauté ou la société affectée ne peut surmonter avec ses seules ressources. »²

On distingue les catastrophes d'origine naturelle, liées à des événements climatiques, sismiques ou astronomiques majeurs (ouragans, tremblements de terre, etc.) des catastrophes liées aux activités humaines (industrielles, technologique, militaires, etc.).
- **Risque** : probabilité selon laquelle un phénomène indésirable peut causer des dommages aux êtres humains, aux biens matériels et à la nature.³

Le mot «risque» a deux connotations distinctes: dans l'usage courant, l'accent est généralement mis sur la notion de chance ou la possibilité, comme dans « le risque d'un accident », alors que dans son usage technique, l'accent est généralement mis sur les conséquences, en termes de « pertes potentielles ».
- **Gestion des risques** : activités de gestion qui visent à maîtriser ou à réduire les risques de catastrophes prévisibles, limiter les dommages et les pertes potentielles.⁴

1.1.3 Echantillonnage

La méthode d'échantillonnage proposée dans le cadre de l'enquête était celle de l'échantillonnage probabiliste en grappes à deux degrés :

Les grappes de population correspondaient aux sections communales, dans lesquelles un nombre de localités et/ou habitations a été identifié, et considéré comme représentatif de la section communale dans son intégralité (1^{er} degré).

Dans chacune de ces localités/habitations, le questionnaire a été administré à un échantillon de ménages (ou unités secondaires), identifiés de façon aléatoire in situ (2^{ème} degré), jusqu'à atteindre le nombre d'enquêtés escomptés par section communale (nombre défini par la Welthungerhilfe).

A leur arrivée sur le site, les enquêteurs ont déterminé une direction en utilisant la méthode dite « du crayon » : en se plaçant au centre de la localité/habitation, et en lançant un crayon

¹ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques français.

² Glossaire de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

en l'air. Ils partaient ensuite dans la direction indiquée par la pointe du crayon, jusqu'à la première maison. Le ménage suivant était celui vivant dans la première maison sur la droite de la première, et ainsi de suite, jusqu'à compléter le nombre de questionnaire attendu par jour/zone.

La population totale pour la zone identifiée (communes de Jacmel, Petit Goâve et Grand Goâve) est estimée à 451 720 individus, soit 108 252 ménages⁵.

1.1.4 Déroulement de l'enquête

Pour la réalisation de la première phase de l'enquête, une équipe de six enquêteurs a été constituée. Le recrutement s'est effectué sur la base des critères suivants :

- Expérience dans la réalisation d'enquête/évaluation, de préférence pour une organisation internationale ;
- Niveau d'instruction suffisant (niveau de lecture et d'écriture permettant de comprendre et de remplir correctement le questionnaire) ;
- Respect de l'équilibre hommes - femmes (trois femmes et trois hommes) ;
- Maîtrise du créole et du français ;
- Disposition de qualités interpersonnelles adaptées à cette enquête (diplomatie, respect, discrétion, patience, etc.) ;
- Bonne forme physique.

Les enquêteurs ont suivi une formation de deux jours, afin d'avoir une présentation générale de l'enquête, du questionnaire, des techniques d'entretien, et de procéder à des simulations sous diverses formes (jeux de rôles, à la maison sous forme de « devoirs du soir » et à l'extérieur, dans les conditions prévues par l'enquête). Lors de la formation, l'équipe a également procédé à une contre traduction du questionnaire du français au créole, afin de s'assurer de la fidélité de la traduction et pour permettre à l'équipe de se familiariser avec la forme et le contenu du questionnaire, et de s'assurer que tous les membres en ont la même compréhension/interprétation.

L'administration du questionnaire s'est effectuée du 15 novembre au 14 décembre 2011 pour la première phase, et du 4 juin au 3 juillet 2012 pour la seconde phase.

Une base de données a été créée sous Excel. Avant l'analyse des données, un nettoyage et une vérification des données saisies ont été effectués. Une fois ces étapes réalisées, un total de 690 questionnaires validés ont été considérés pour constituer la *baseline* et 679 lors de la seconde phase (soit un seuil de confiance de 99% et une marge d'erreur de 5%).

⁵ Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités estimés en 2009, Institut Haïtien de statistique et d'informatique.

2. Résultats et analyse

2.1 Données générales

Les 679 ménages à qui le questionnaire a été administré lors de la seconde phase sont répartis dans les trois communes cibles de la façon suivante : 43% dans la commune de Petit Goâve (294), 24% dans celle de Grand Goâve (163) et 33% dans celle de Jacmel (222)⁶ (cf. figure 1).

531 questionnaires ont été réalisés en zone rurale (soit 78%) et 148 en zone urbaine (soit 22%) ; 177 questionnaires administrés incluaient la section sur le tsunami.

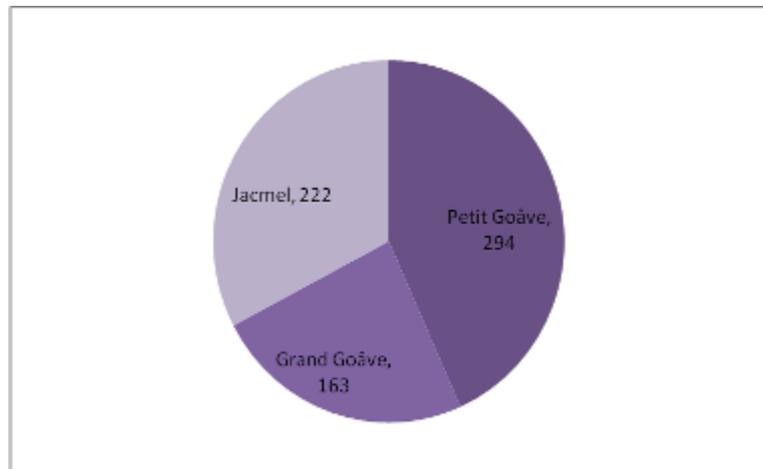
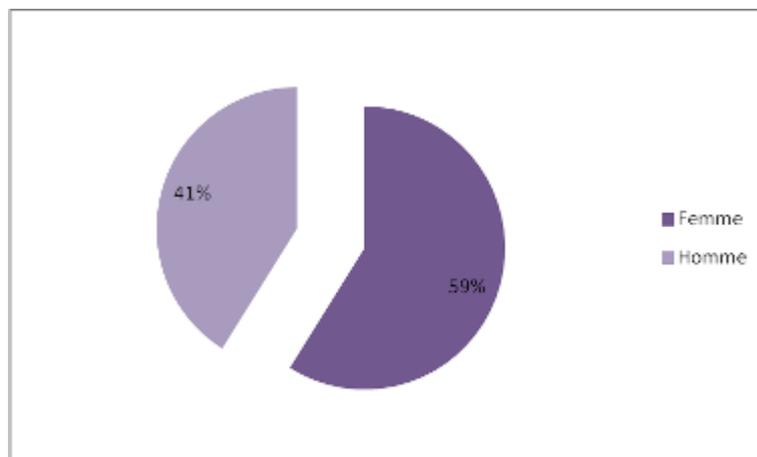


Figure 1 - Répartition des questionnaires par commune

Conformément aux résultats de la première phase d'enquête, les caractéristiques sociologiques de l'échantillon interrogé sont sensiblement les mêmes que lors de la première phase.



Parmi les 679 répondants, 400 (soit environ 59%) sont de sexe féminin et 279 (soit environ 41%) de sexe masculin (cf. figure 2).

Figure 2 - Répartition des répondants par sexe

Les répondants sont majoritairement des personnes de 50 ans et plus (31%) et de 35 à 39 ans (15%) ; les autres tranches d'âge sont représentées de façon sensiblement équivalente (cf. figure 3).

⁶ Contre respectivement 42, 30 et 28% lors de la première phase d'enquête.

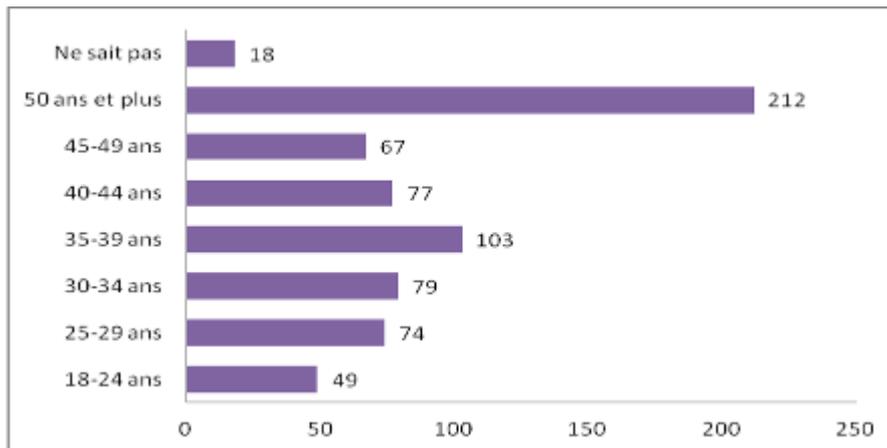


Figure 3 - Répartition des répondants par tranche d'âge

La majorité d'entre eux a un niveau d'étude de niveau primaire (31%), ou secondaire (25%) voire aucun (41%). Très peu ont poursuivi des études au-delà du niveau secondaire (3% environ, cf. figure 4). Leur occupation principale réside dans l'agriculture, la pêche et l'élevage (environ 35%) ; 21% des répondants déclarent ne pas avoir de travail au moment de l'enquête (cf. figure 5).

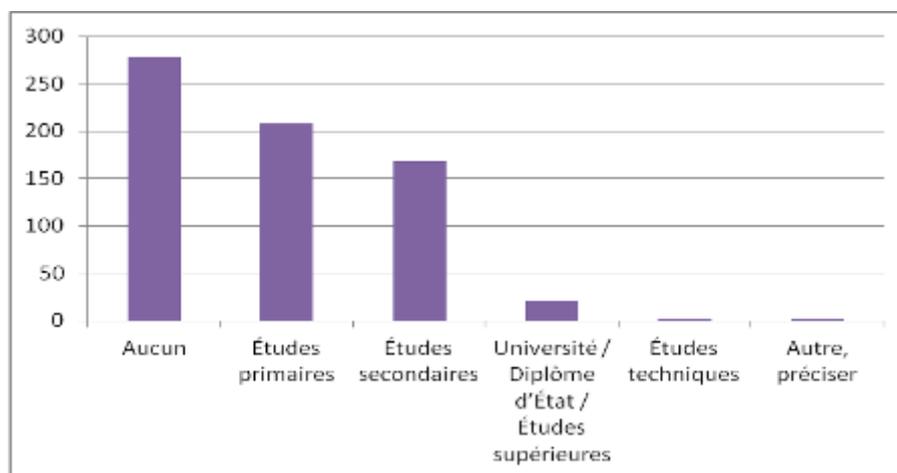


Figure 4 - Répartition des répondants par niveau d'étude

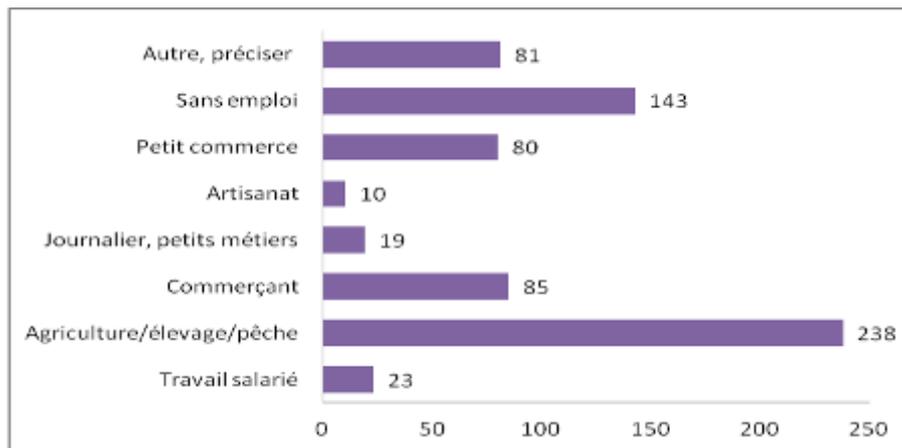


Figure 5 - Répartition des répondants selon l'occupation

2.2 Connaissances

2.2.1 Connaissances des risques de catastrophes naturelles

On constate une évolution des réponses obtenues lors des différentes phases d'enquête concernant le principal **danger ou risque pouvant causer des dommages ou des souffrances à la vie de la personne, à sa famille ou à ses biens**. En termes de réponses cumulées (cumul de trois réponses maximum fournies par chaque répondant, soit un total de 1.808 réponses considérées) le tremblement de terre reste le risque le plus fréquemment cité (cf. figures 6 à 11), comme lors de la première phase.

Tableau récapitulatif des réponses obtenues lors de la **première phase** (trois premières réponses fournies) :

	1 ^{er} risque identifié	2 ^{ème} risque identifié	3 ^{ème} risque identifié
Petit Goâve	Tremblement de terre	Événements météorologiques	Sécheresse
Grand Goâve	Tremblement de terre	Inondations	Incendies
Jacmel	Événements météorologiques	Tremblement de terre	Inondations
Zone rurale	Tremblement de terre	Événements météorologiques	Inondations
Zone urbaine	Tremblement de terre	Événements météorologiques	Inondations

Tableau récapitulatif des réponses obtenues lors de la **seconde phase** (trois premières réponses fournies) :

	1 ^{er} risque identifié	2 ^{ème} risque identifié	3 ^{ème} risque identifié
Petit Goâve Cf. figure 7	Tremblement de terre	Événements météorologiques	Sécheresse
Grand Goâve Cf. figure 8	Tremblement de terre	Inondations	Sécheresse

Jacmel Cf. figure 9	Événements météorologiques	Tremblement de terre	Inondations
Zone rurale Cf. figure 10	Tremblement de terre	Événements météorologiques	Sécheresse
Zone urbaine Cf. figure 11	Tremblement de terre	Événements météorologiques	Inondations

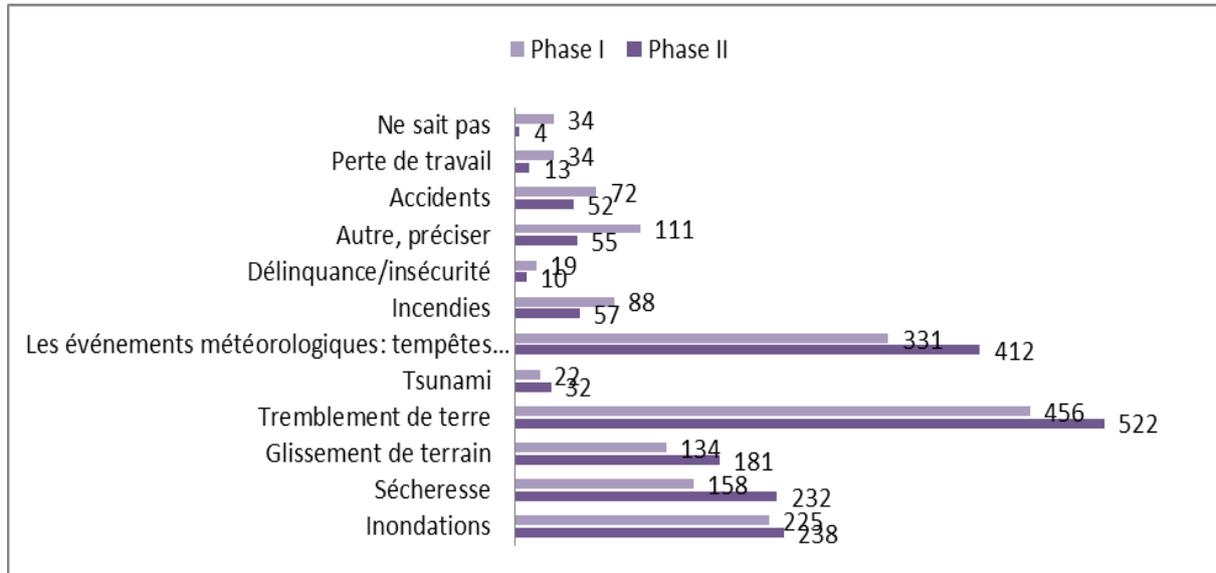


Figure 6 - Ensemble des réponses : principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages

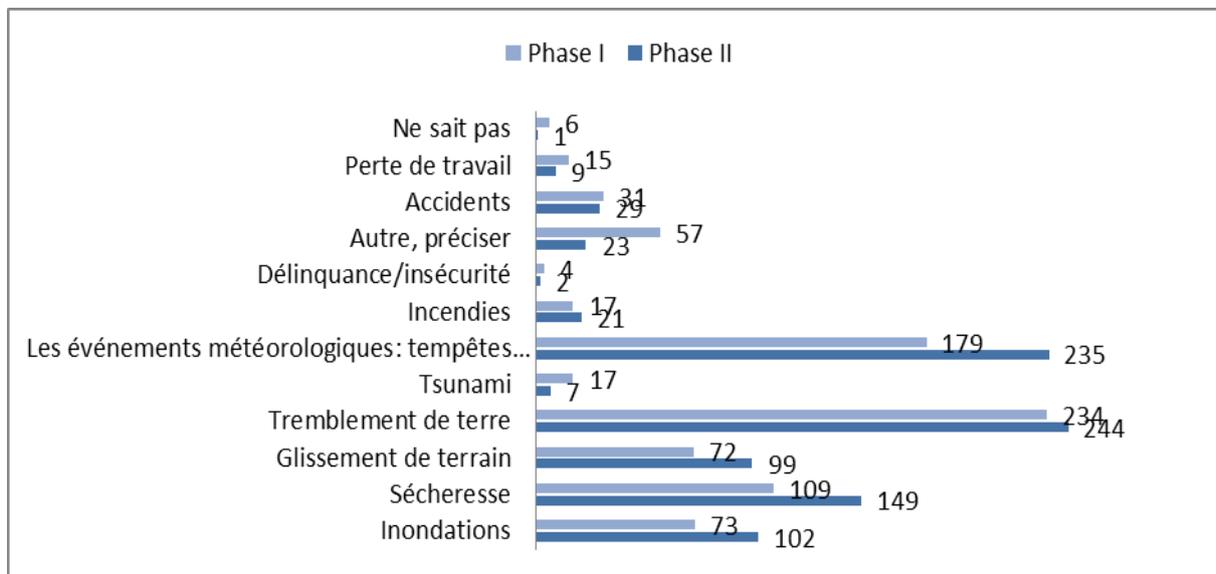


Figure 7 - PG : principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages

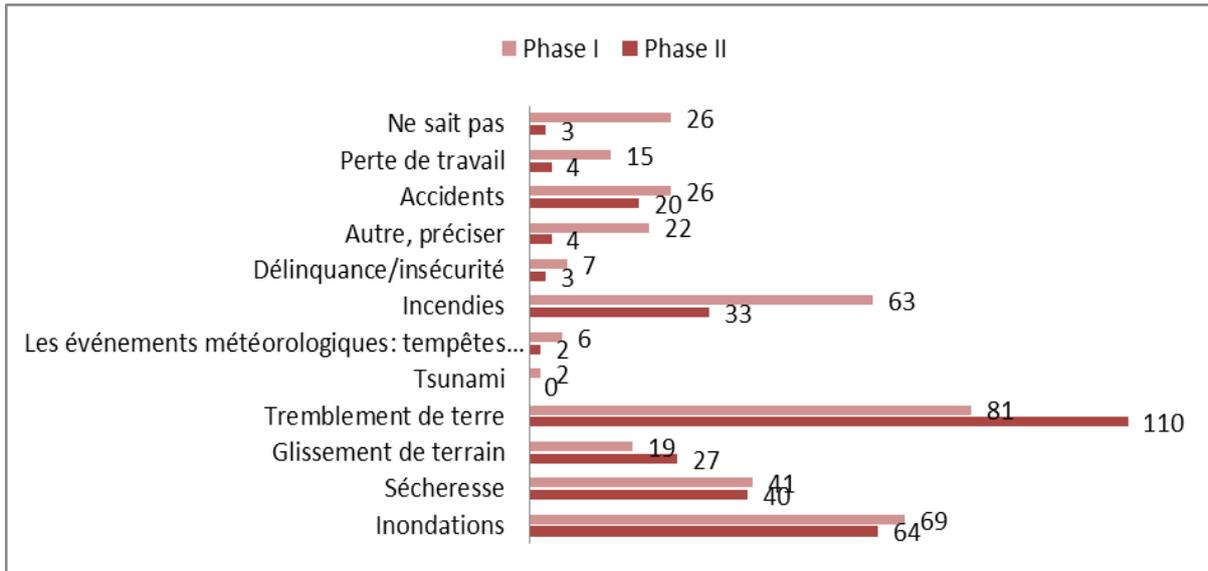


Figure 8 - GG : principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages

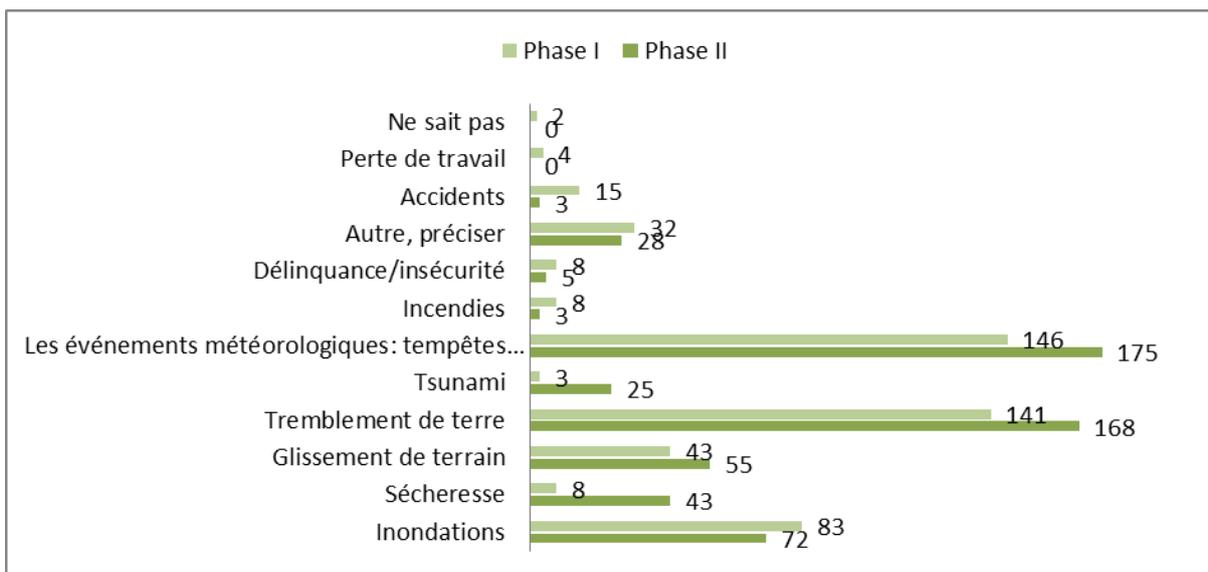


Figure 9 - Jacmel : principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages

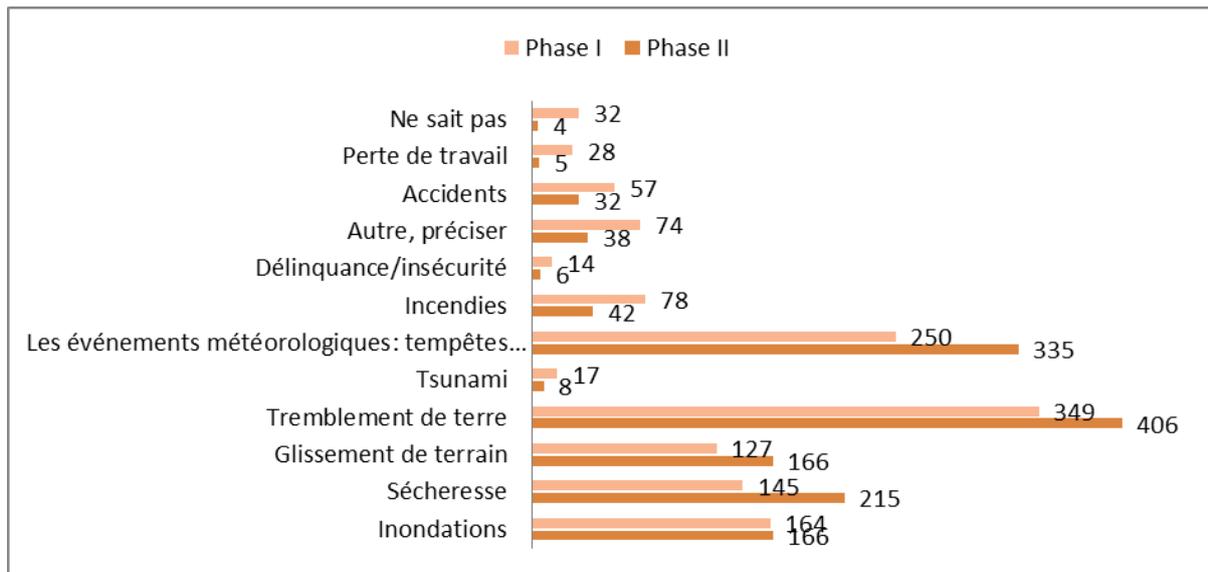


Figure 10 - Zone rurale : principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages

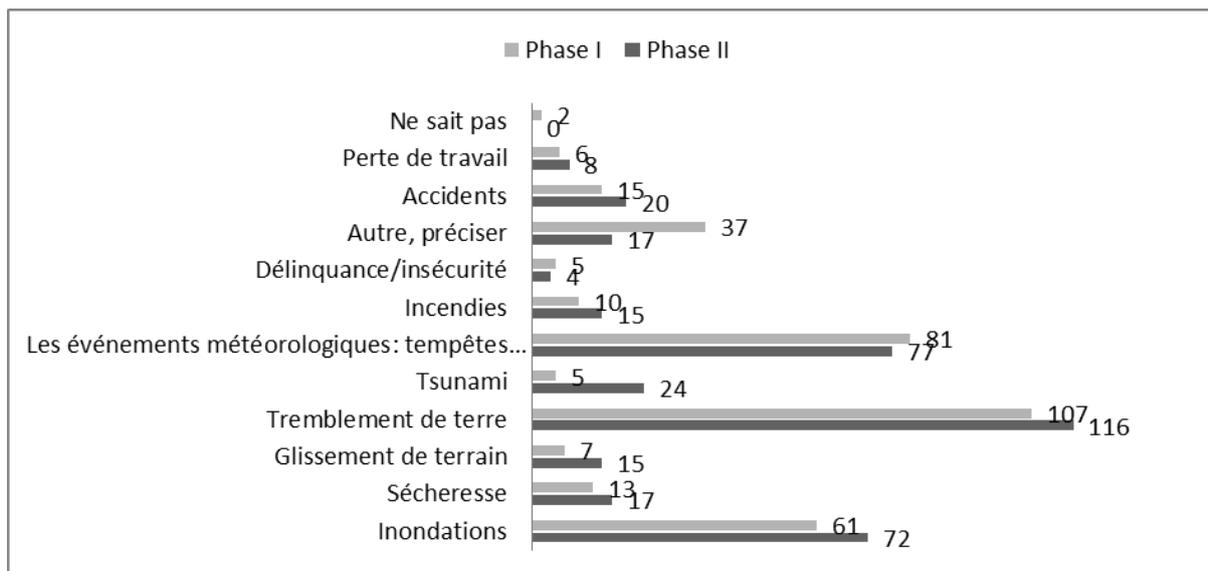


Figure 11 – Zone urbaine : principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages

En revanche, lorsque l'on ne considère que la première réponse donnée par chaque répondant (soit un total de 679 réponses), les événements météorologiques (tempêtes tropicales, ouragans, etc.) sont cités comme risque majeur dans les communes de Petit Goâve, Jacmel, et de façon plus générale en zone rurale (cf. figures 12, 13, 15 et 16). Le tremblement de terre reste alors majoritairement cité comme principal risque par les répondants de la commune de Grand Goâve, et de façon plus générale en zone urbaine (cf. figures 14 et 17).

Tableau comparatif des réponses obtenues lors des deux phases comme risque majeur (lorsque seule la première réponse est considérée) :

	Première phase	Deuxième phase
Petit Goâve Cf. figure 13	Tremblement de terre (35%)	Evénement météorologique (46%)
Grand Goâve Cf. figure 14	Inondation (28%)	Inondation/Tremblement de terre (chacune 33%)
Jacmel Cf. figure 15	Evénement météorologique (35%)	Evénement météorologique (32%)
Zone rurale Cf. figure 16	Tremblement de terre (23%)	Evénement météorologique (35%)
Zone urbaine Cf. figure 17	Tremblement de terre (38%)	Tremblement de terre (40%)

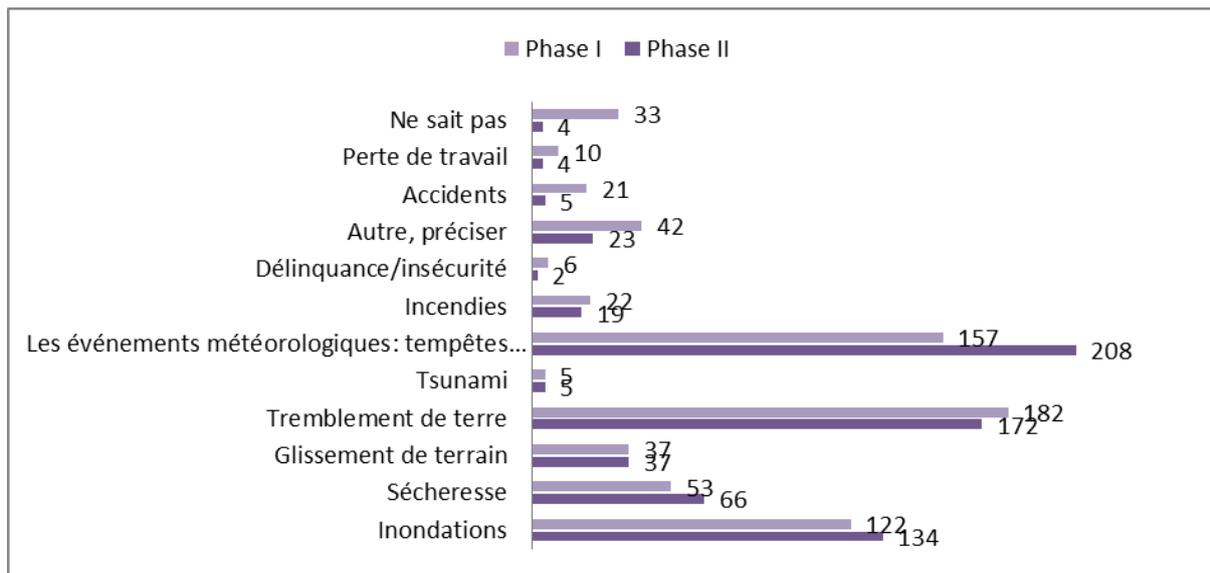


Figure 12 - Ensemble des réponses : principal danger ou risque pouvant causer des dommages (première réponse donnée)

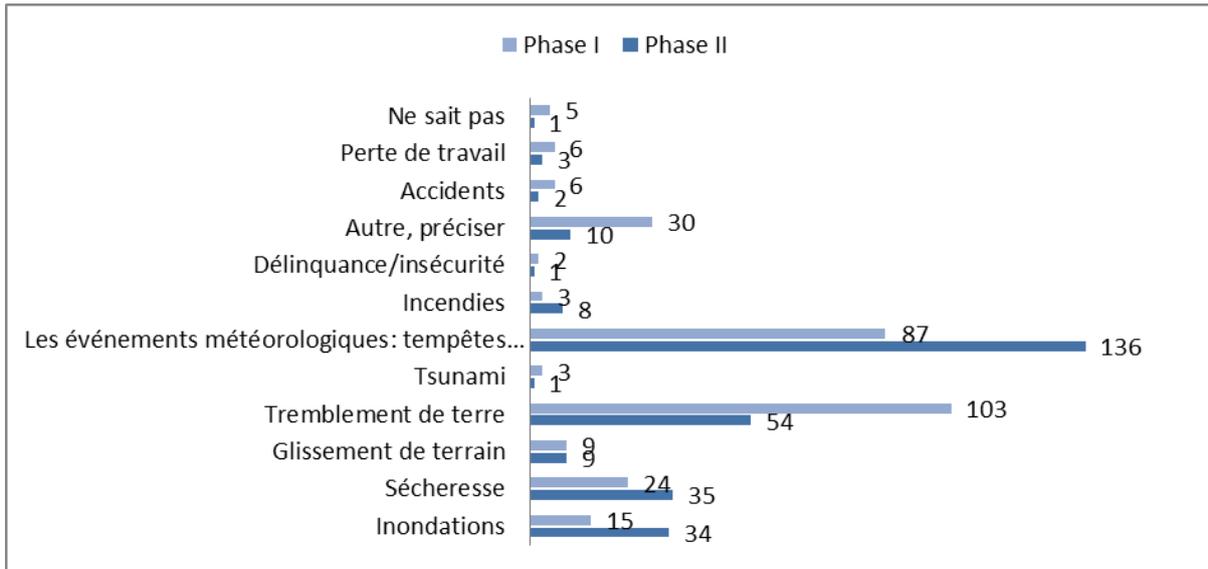


Figure 13 - PG : principal danger ou risque pouvant causer des dommages (première réponse donnée)

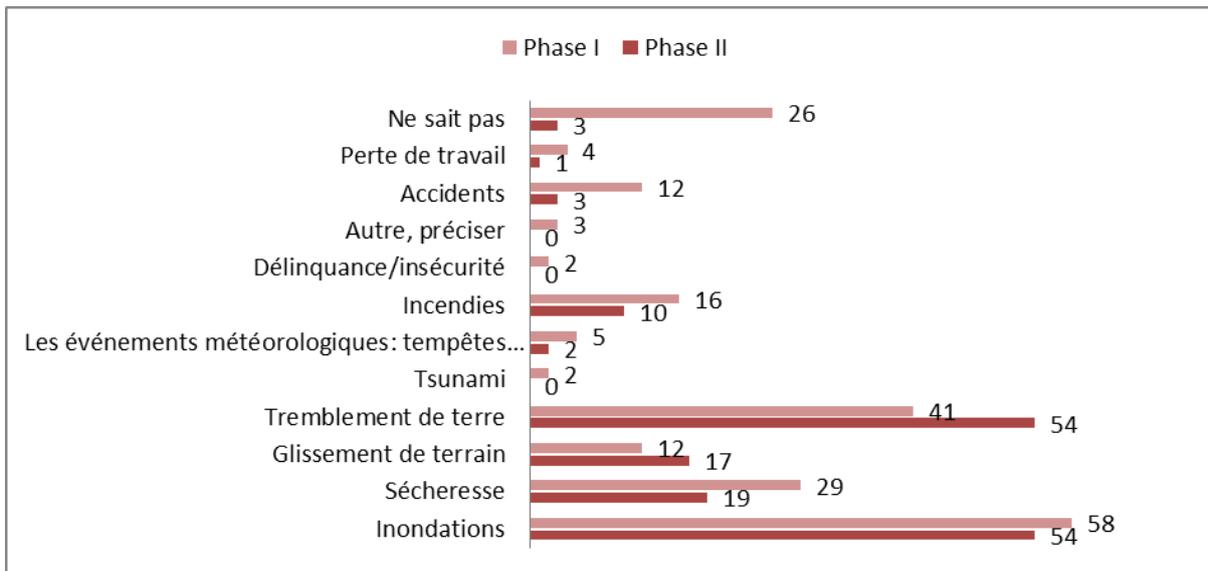


Figure 14 - GG : principal danger ou risque pouvant causer des dommages (première réponse donnée)

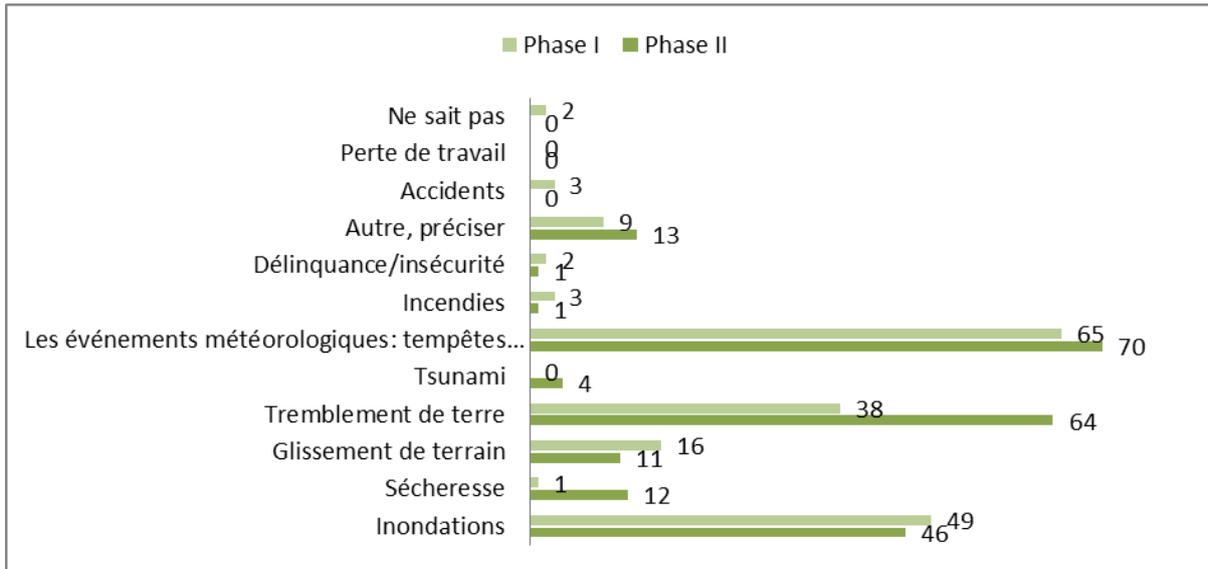


Figure 15 - Jacmel : principal danger ou risque pouvant causer des dommages (première réponse donnée)

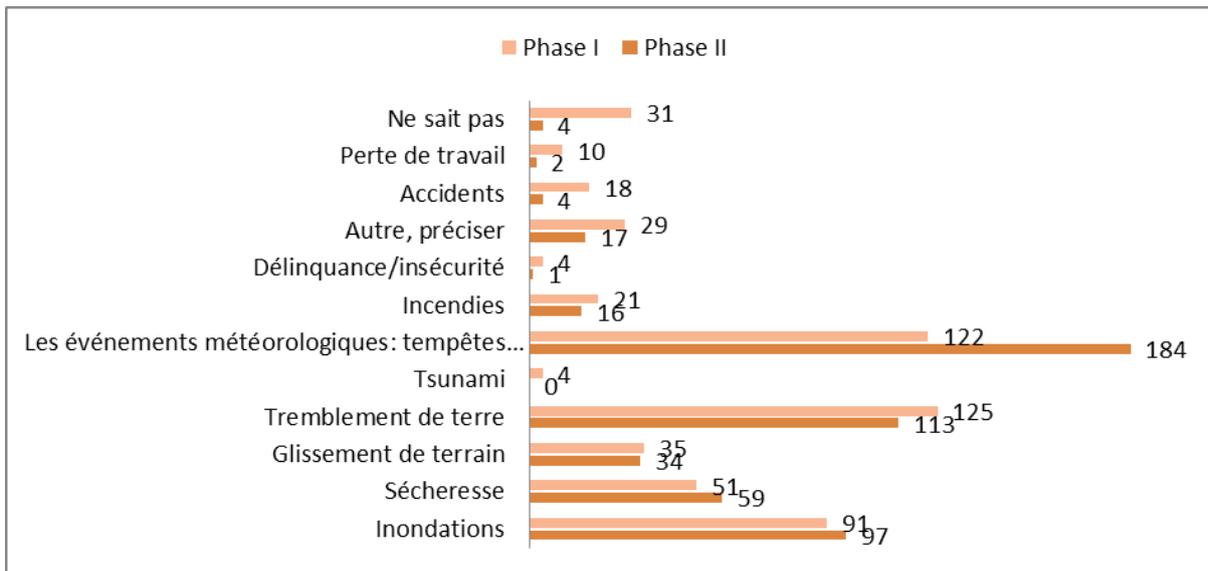


Figure 16 - Zone rurale : principal danger ou risque pouvant causer des dommages (première réponse donnée)

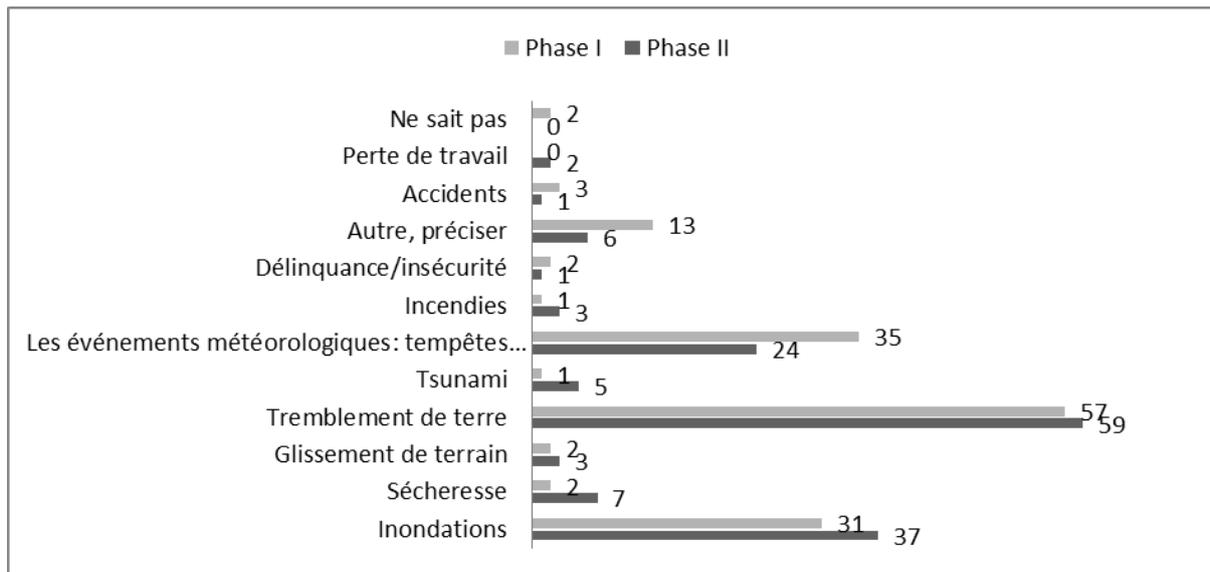


Figure 17 - Zone urbaine : principal danger ou risque pouvant causer des dommages (première réponse donnée)

De même que lors de la première phase, la plupart des réponses obtenues sous « Autres » concerne la maladie, et notamment le choléra. Les ravines ont également été citées sous « Autres ».

Bien que n'étant toujours pas identifié comme un risque majeur parmi les réponses fournies lors de la seconde phase d'enquête, une majorité des répondants (57%) déclarent désormais **savoir ce qu'est un tsunami**.

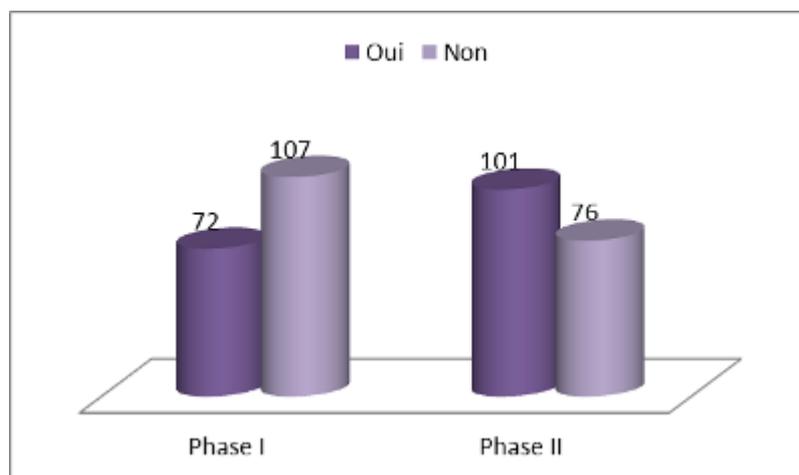


Figure 18 - Ensemble des réponses : connaissance du phénomène tsunami

On constate que la proportion de répondants des communes de Petit Goâve, Grand Goâve et de la zone urbaine affirmant connaître ce phénomène a largement augmenté (cf. figures 19, 20 et 22) par rapport aux résultats de la première phase. Les données pour la commune de Jacmel et pour la zone rurale en général sont sensiblement les mêmes entre les deux phases (cf. figures 21 et 23).

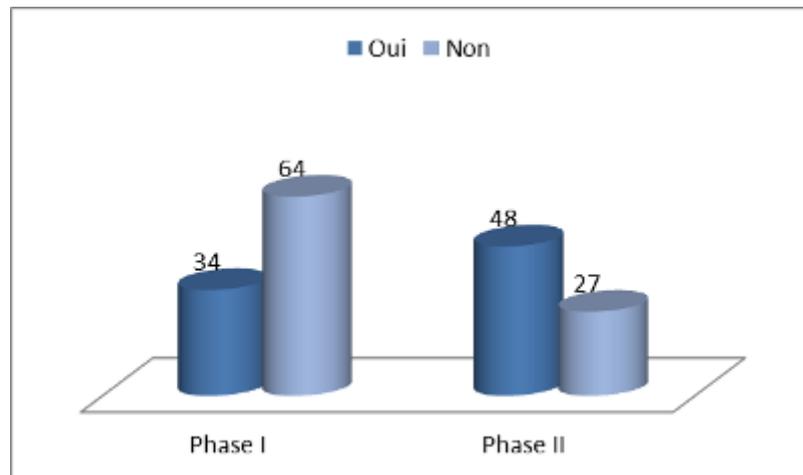


Figure 19 - PG : connaissance du phénomène tsunami

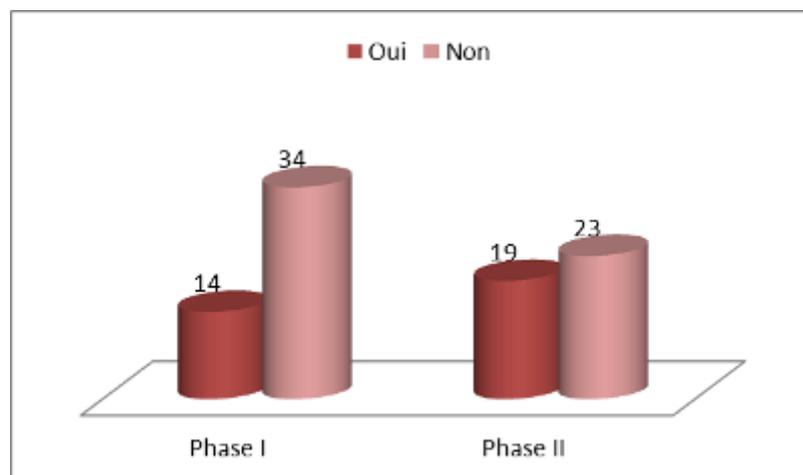


Figure 20 - GG : connaissance du phénomène tsunami

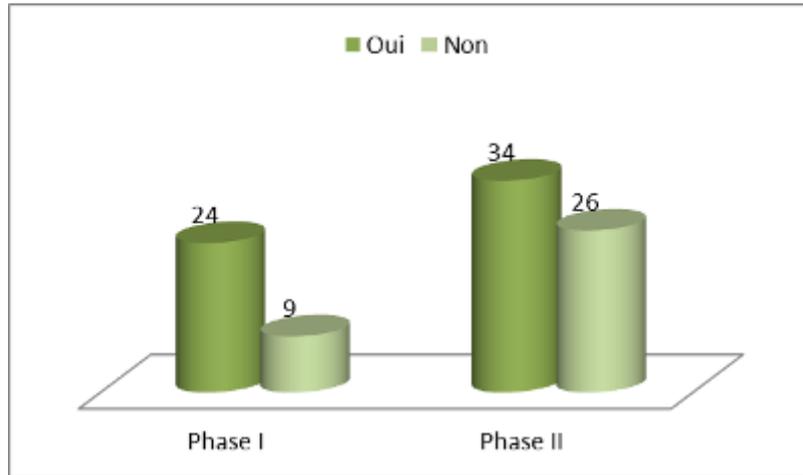


Figure 21 - Jacmel : connaissance du phénomène tsunami

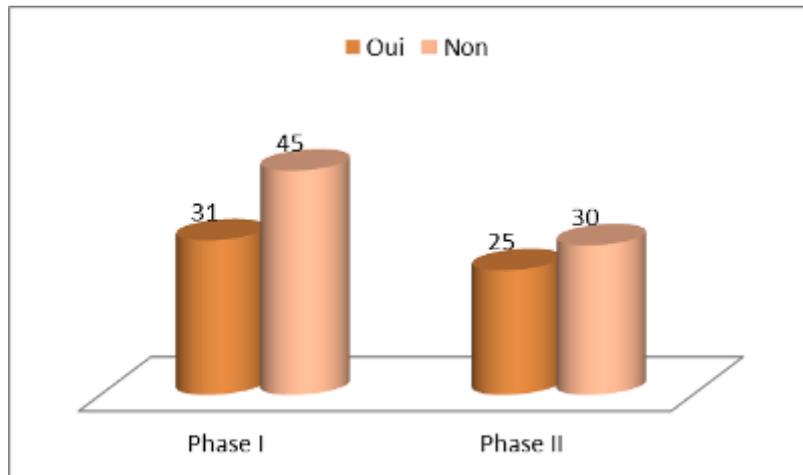


Figure 22 - Zone rurale : connaissance du phénomène tsunami

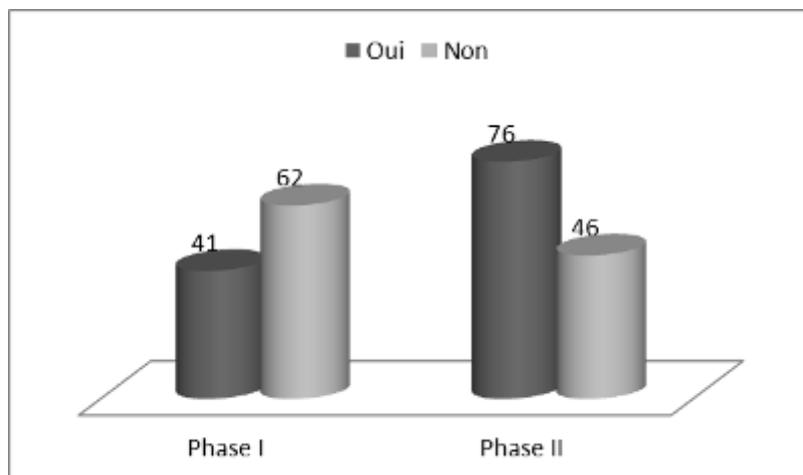
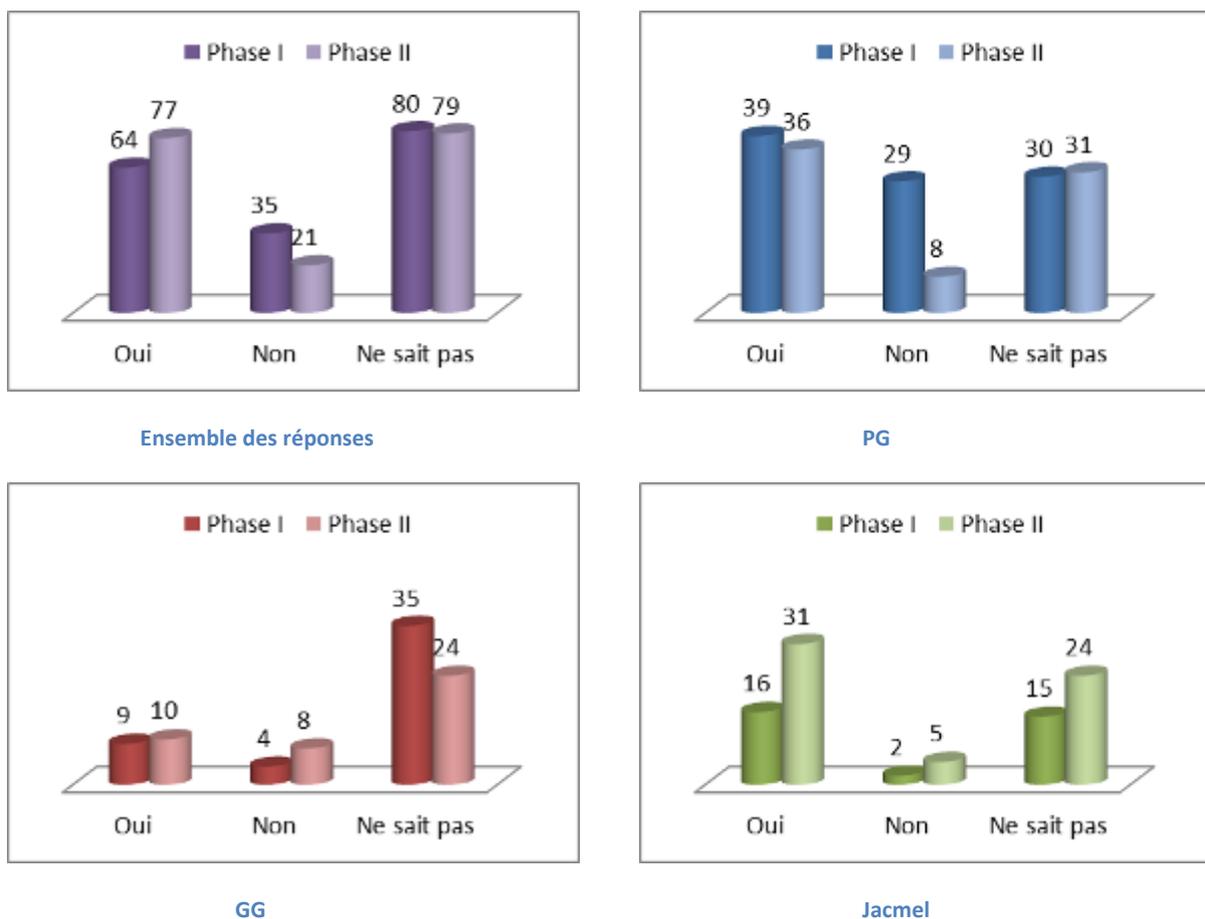


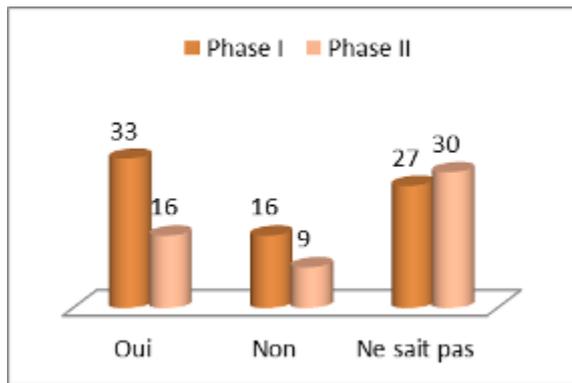
Figure 23 - Zone urbaine : connaissance du phénomène tsunami

Bien qu'une majorité de répondants affirme désormais savoir ce qu'est un tsunami, les réponses sont toujours disparates selon les zones concernant le risque effectif de tsunami dans la zone du répondant : une majorité de répondants des communes de Petit Goâve et de Jacmel, et de façon plus générale en zone urbaine estime que leur commune (ou localité/habitation) est effectivement à risque de tsunami. Une majorité de répondants de la commune de Grand Goâve et de la zone rurale déclare ne pas savoir si sa zone est une zone à risque de tsunami (cf. figure 24).

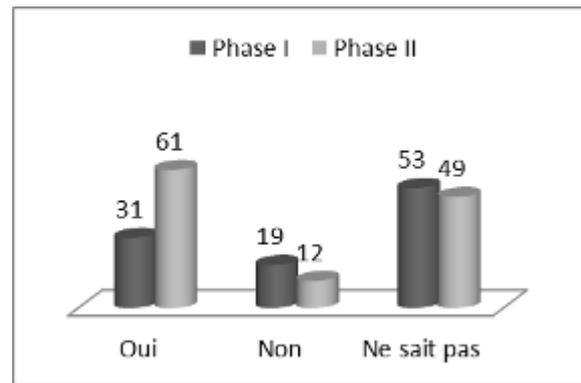
Il est intéressant de constater que lors de la première phase d'enquête, les répondants de la zone rurale en général s'estimaient plus à risque que ceux de la zone urbaine en termes de risques de tsunami. Cette tendance s'inverse dans la seconde phase d'enquête, alors que la connaissance du phénomène même s'est accrue en zone urbaine, et est restée sensiblement la même en zone rurale.

Figure 24 - Risque de tsunami





Zone rurale



Zone urbaine

Une majorité de répondants déclare toujours ne pas **connaître quelle pourrait être la hauteur d'une potentielle vague de tsunami dans leur commune/localité/habitation** indépendamment de la commune ou du milieu. On note toutefois une augmentation du nombre de répondants indiquant une hauteur potentielle (cf. figure 25, notamment pour 5-10 m et 3-5 m) par rapport aux données de la première phase (figure de droite). Seuls 50% d'entre eux déclarent désormais ne pas savoir quelle pourrait être la hauteur potentielle d'une vague de tsunami.

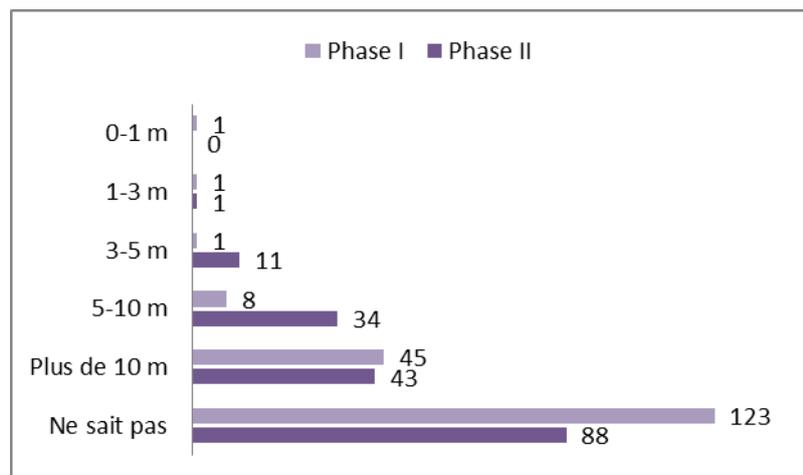


Figure 25 - Hauteur des vagues présentant un risque de tsunami

L'évolution des connaissances est encore plus nette concernant les connaissances des **signes annonciateurs d'une catastrophe**, toutes zones confondues : si lors de la première phase d'enquête 15% des répondants déclarent ne pas connaître ces signes, ils ne sont plus que 3% lors de la seconde phase (cf. figures 26).

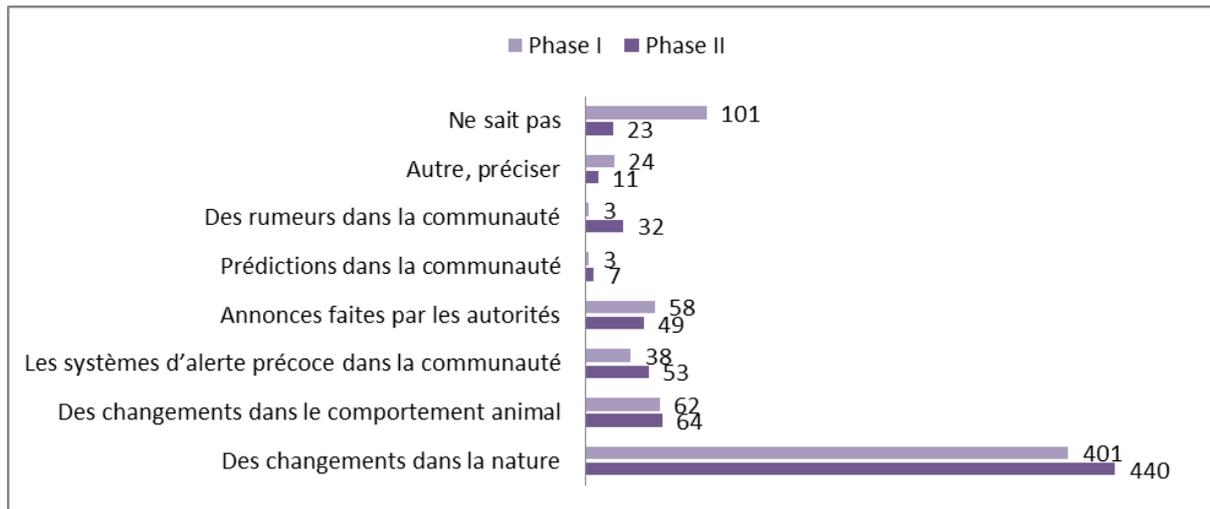


Figure 26 - Signes annonciateurs d'une catastrophe, toutes zones confondues, première réponse donnée

Lors de la première phase d'enquête, 58% des répondants considéraient que les changements dans la nature sont le principal signe annonciateur ; ils sont 65% lors de la seconde phase (cf. figure 26).

S'agissant d'une question pour laquelle plusieurs réponses pouvaient être données, il est intéressant de constater que le deuxième signe le plus cité lorsque l'on cumule toutes les réponses obtenues (soit un total de 1.075 réponses) sont les annonces faites par les autorités (17% des réponses, cf. figure 27). Aussi, 85% des réponses données sous la catégorie « Autre, préciser » correspondaient à la réponse « Par la radio », qui pourrait être assimilée aux annonces officielles.

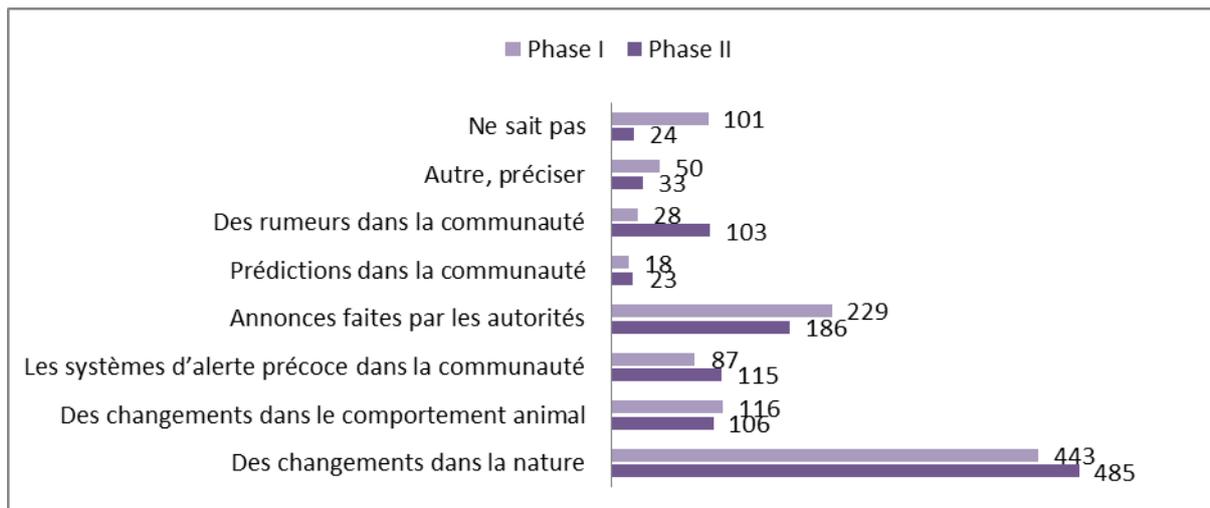


Figure 27 - Signes annonciateurs d'une catastrophe, toutes zones confondues, ensemble des réponses

Trois phénomènes majeurs ont été identifiés comme **signes avant-coureurs d'un tsunami** (cf. figure 28) : la mer qui se retire (33% des réponses obtenues), un tremblement de terre (13%) et un bruit particulier de la mer (11%). Bien qu'une majorité de répondants (37%) déclare ne connaître aucun de ces signes, on constate une nette diminution de cette majorité entre les deux phases.

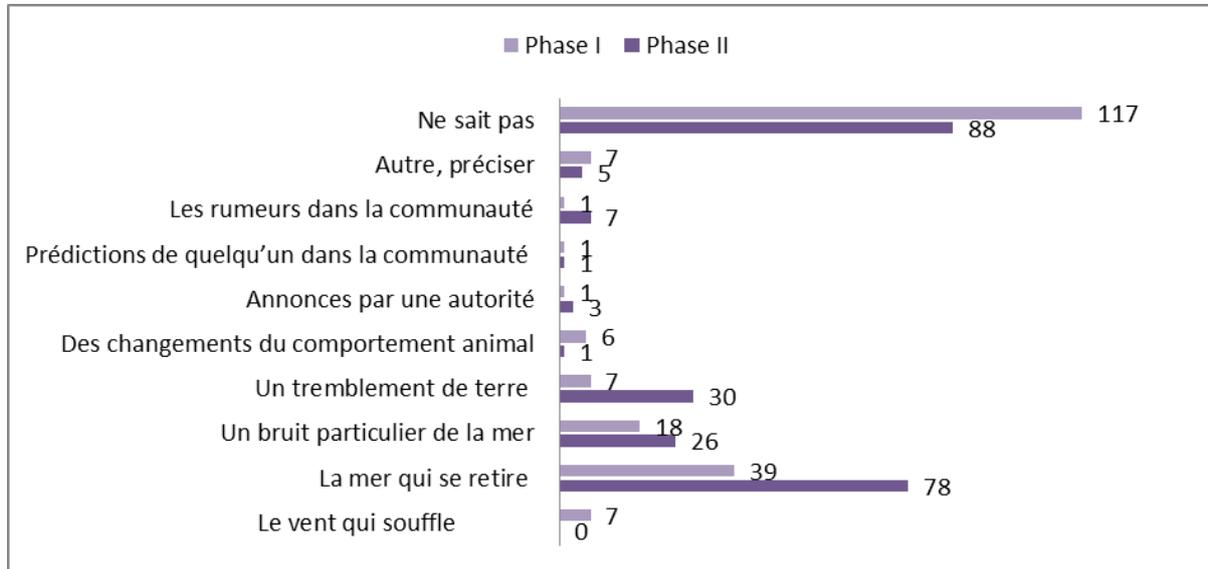


Figure 28 - Signes annonciateurs d'un tsunami, toutes zones confondues

Bien qu'une très grande majorité de répondants (73%) estimait déjà lors de la première phase d'enquête qu'il était **possible de prévenir les catastrophes** (toutes zones et milieux confondus), on peut toutefois observer une diminution du nombre de répondants estimant le contraire (11% de « Non » contre 13%, et proportionnellement 76% de « Oui » contre 73% précédemment).

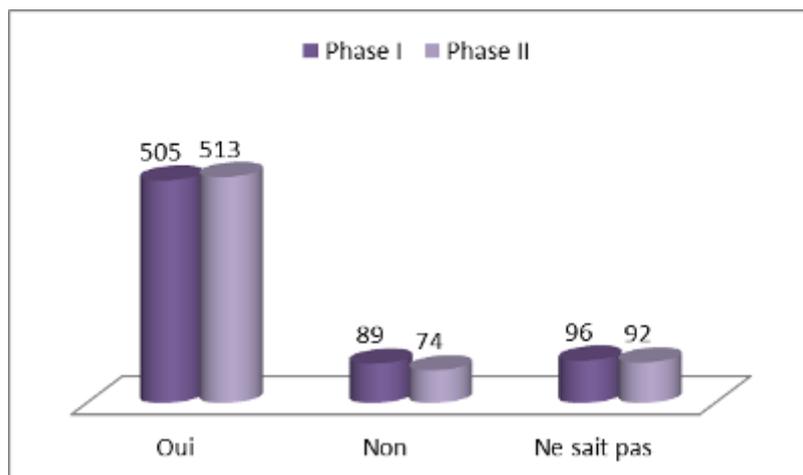


Figure 29 - Possibilité de prévenir une catastrophe, toutes zones confondues

2.2.2 Connaissances sur l'origine des catastrophes naturelles

Concernant l'**origine des catastrophes naturelles**, si le nombre de répondants l'attribuant à une origine divine est resté sensiblement le même entre les deux phases d'enquête (35% lors de la première phase, 32% lors de la seconde), la proportion de répondants déclarant qu'il s'agit d'un phénomène naturel est passée de 21 à 33%, 16% l'attribuent à l'action de l'homme, 7% au changement climatique et seuls 13% déclarent désormais ne pas en connaître l'origine (24% lors de la première phase, cf. figure 30).

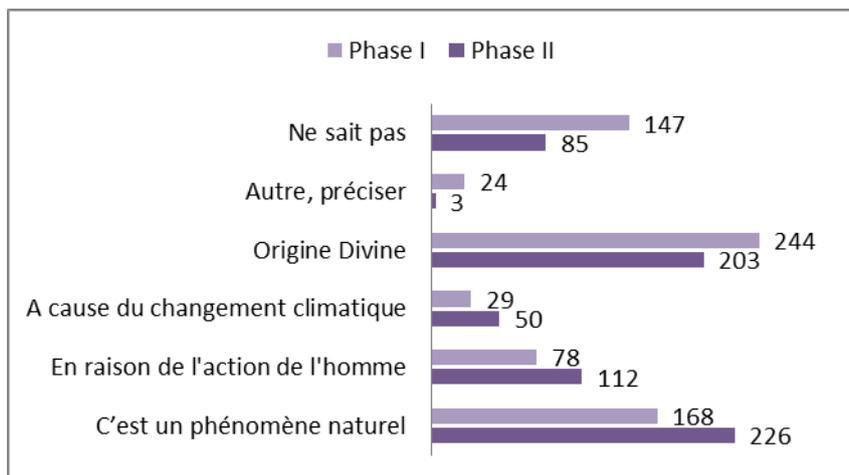


Figure 30 - Origine des catastrophes, toutes zones confondues

Indépendamment de la commune ou du milieu, 37% des répondants déclarent ne pas connaître l'**origine des tsunamis** (cf. figure 31). On constate toutefois qu'une majorité d'entre eux l'attribue désormais à un tremblement de terre sous-marin (46%), ainsi qu'une augmentation du nombre de répondants ayant cité les tremblements de terre en surface, l'action de l'homme et les glissements de terrain sous-marins comme origines principales de ce phénomène.

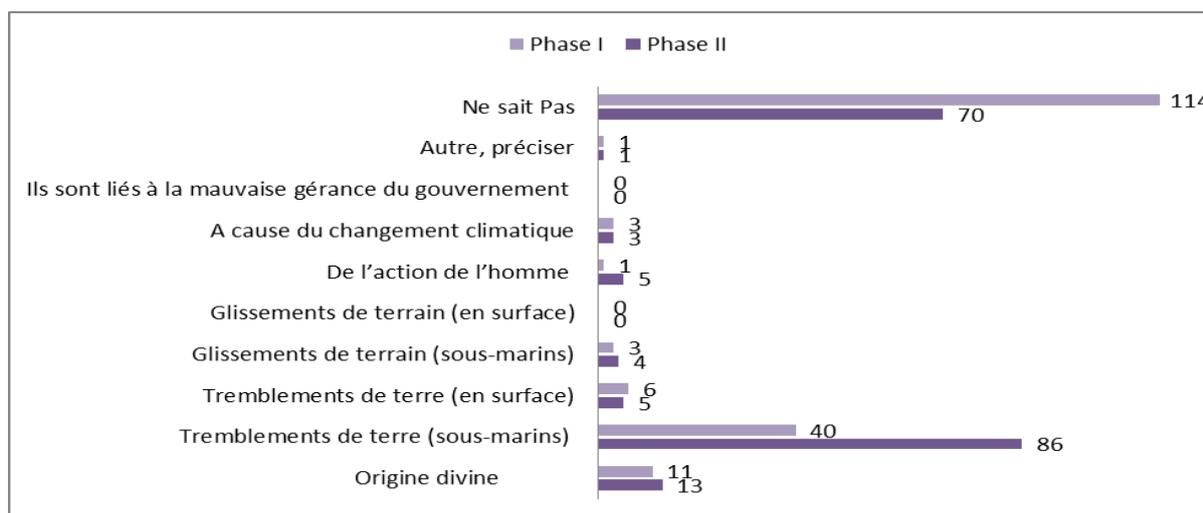


Figure 31 - Origine des tsunamis, toutes zones confondues

2.2.3 Connaissances sur l'impact des catastrophes naturelles

91% des répondants s'accordent à dire qu'**en cas de catastrophe naturelle, leur vie est très en danger**, indépendamment des communes et du milieu (contre 88% lors de la première phase, cf. figure 32).

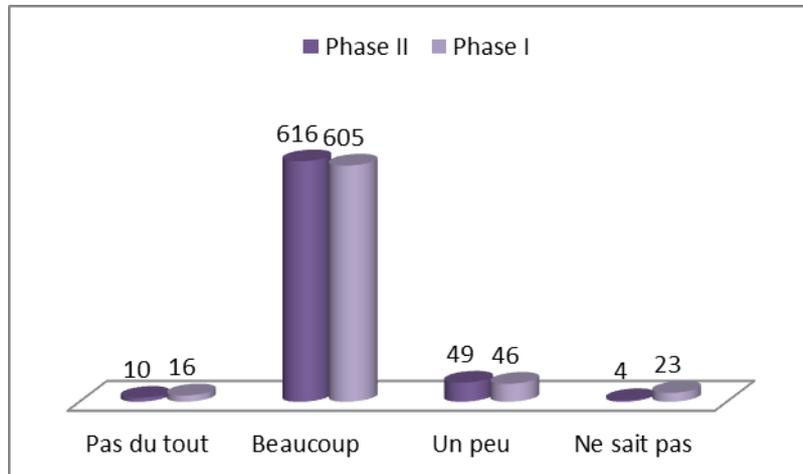


Figure 32 - Danger que représente une catastrophe sur la vie de la personne, toutes zones confondues

Le même pourcentage d'entre eux estime que le **danger que représente une catastrophe naturelle sur la vie de leur famille** est élevé, voire très élevé (respectivement 49 et 42%, contre 58 et 25% lors de la première phase d'enquête, cf. figure 33).

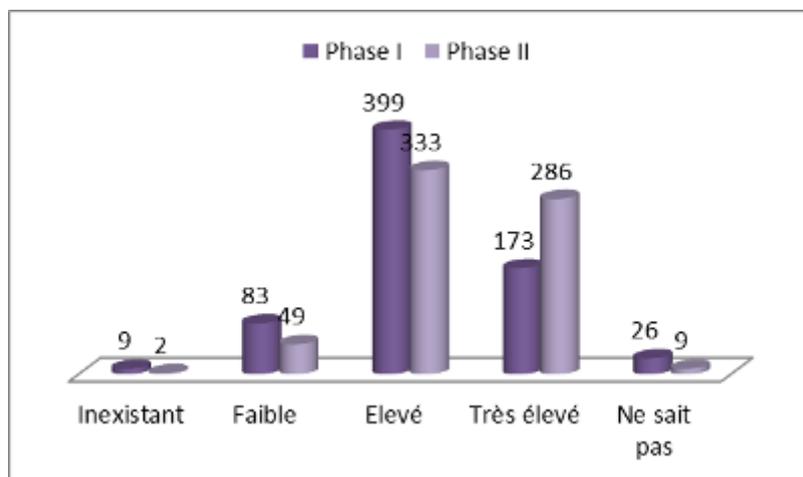


Figure 33 - Danger que représente une catastrophe sur la vie de la famille (toutes zones confondues)

Les pourcentages de répondants estimant que ce danger est élevé, voire très élevé **vis-à-vis de leurs biens** sont sensiblement les mêmes (respectivement 51 et 41%, cf. figure 34, contre 58 et 26% lors de la première phase d'enquête).

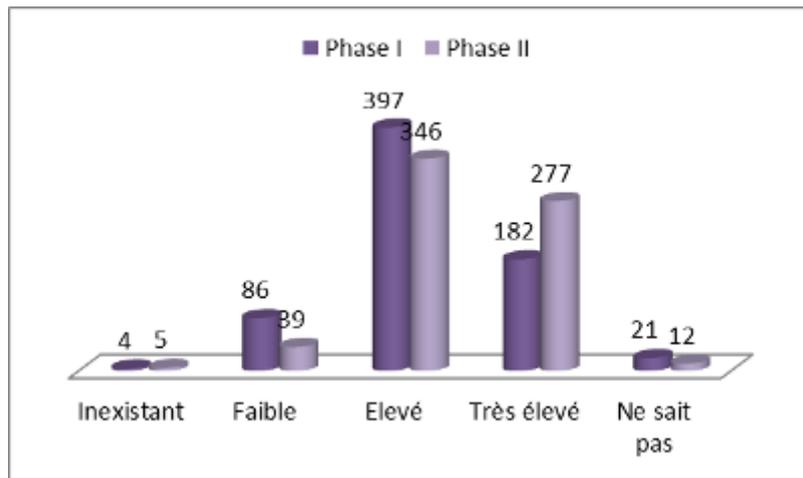


Figure 34 - Danger que représente une catastrophe sur les biens du répondant (toutes zones confondues)

54% des répondants estiment que tout le monde dans la communauté est égal face aux catastrophes, contre 47% lors de la première phase d'enquête.

Les personnes handicapées (16%) et les enfants ont été cités comme **groupes les plus vulnérables**, après l'ensemble de la communauté.

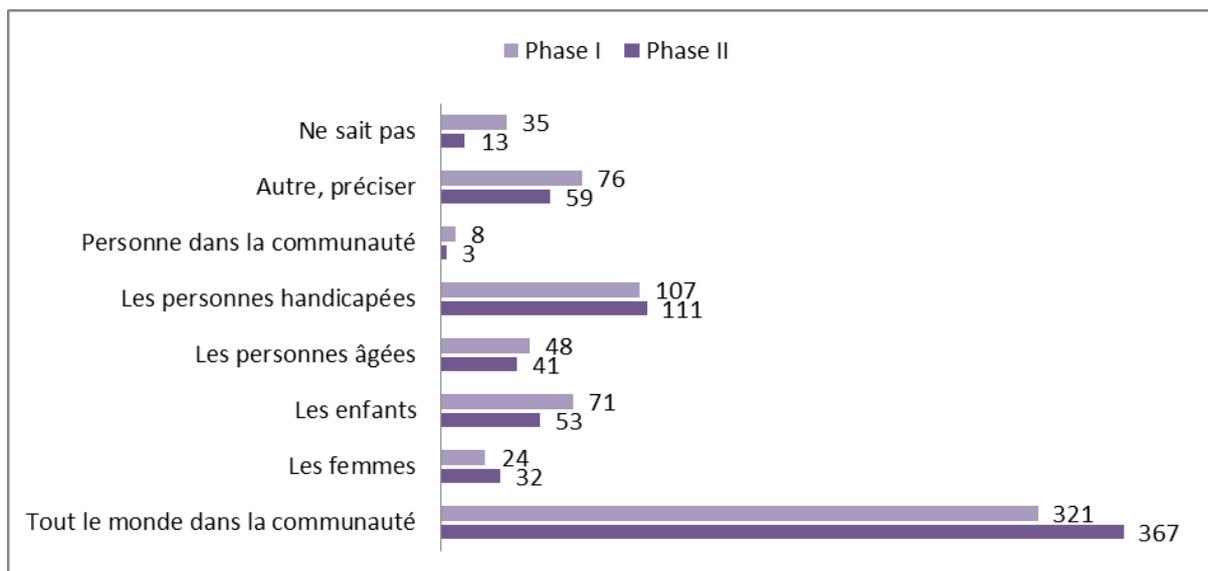


Figure 35 - Groupes les plus vulnérables dans la communauté, toutes zones confondues

Sous la réponse « Autre, préciser » les principaux groupes ayant été cités sont les suivants : les personnes les plus pauvres, les femmes enceintes, les personnes vivant près des rivières/en bas des mornes/dans les ravines.

2.2.4 Connaissances des acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles

Concernant les **capacités de la communauté en termes de prévention et réponse des catastrophes naturelles**, on constate une certaine homogénéité des réponses selon les différentes communes et milieux. 48% des répondants estiment désormais que la communauté a la **capacité de prévenir** les catastrophes (cf. figure 36). Alors que 70% des répondants estimaient lors de la première phase d'enquête que la communauté n'avait pas la **capacité de répondre** aux catastrophes, ils ne sont plus que 57% à partager cette opinion lors de la seconde phase (cf. figure 37).

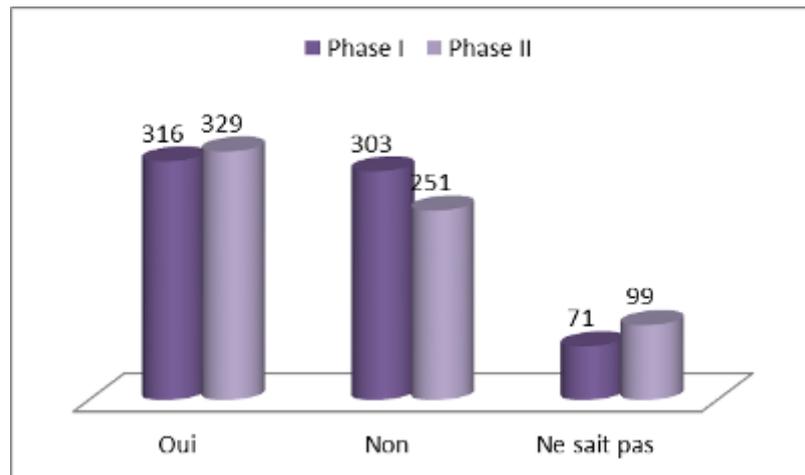


Figure 36 - Capacités de la communauté à prévenir les catastrophes naturelles (toutes zones confondues)

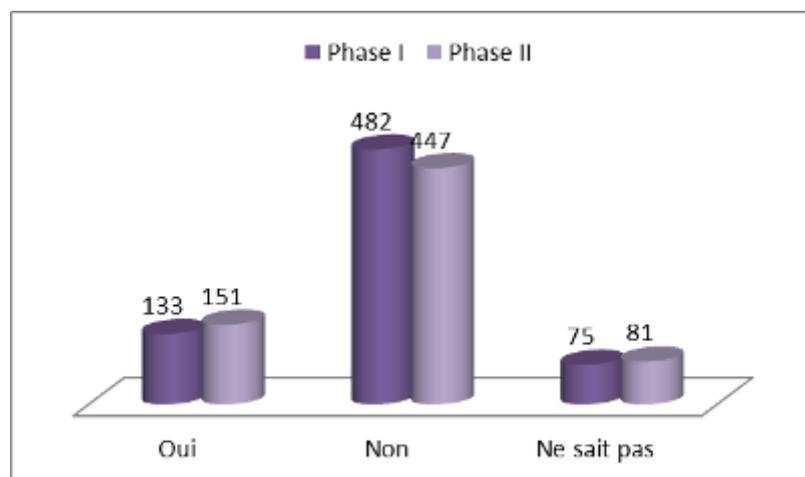


Figure 37 - Capacités de la communauté à répondre aux catastrophes naturelles (toutes zones confondues)

Concernant les **acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles** dans leur zone, 28% des répondants ont cité la Croix Rouge haïtienne (contre 29% lors de la première phase d'enquête), 27% ont cité les associations locales (contre 21% lors de la première phase d'enquête) et 22% la DPC (contre 19% lors de la première phase d'enquête). Seuls 14% des répondants déclarent désormais ne pas

savoir qui intervient dans ce domaine dans leur zone (contre 27% lors de la première phase d'enquête, cf. figure 38).

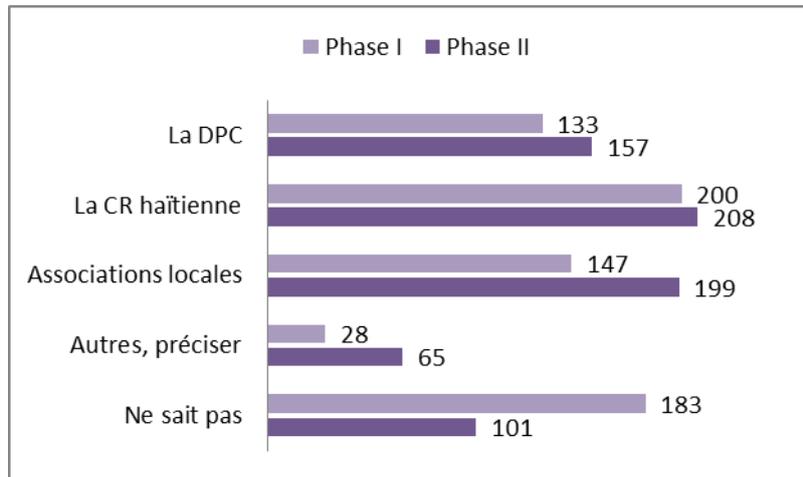


Figure 38 - Acteurs intervenant dans la gestion des risques, toutes zones confondues

On constate peu de disparités entre les zones sur cette question. On peut toutefois noter que si dans la commune de Petit Goâve la DPC, la CR haïtienne et les associations locales sont respectivement citées sensiblement le même nombre de fois, à Grand Goâve en revanche les associations locales sont largement plus citées que les deux autres acteurs (57% des réponses), tout comme à Jacmel la Croix Rouge haïtienne (40% des réponses).

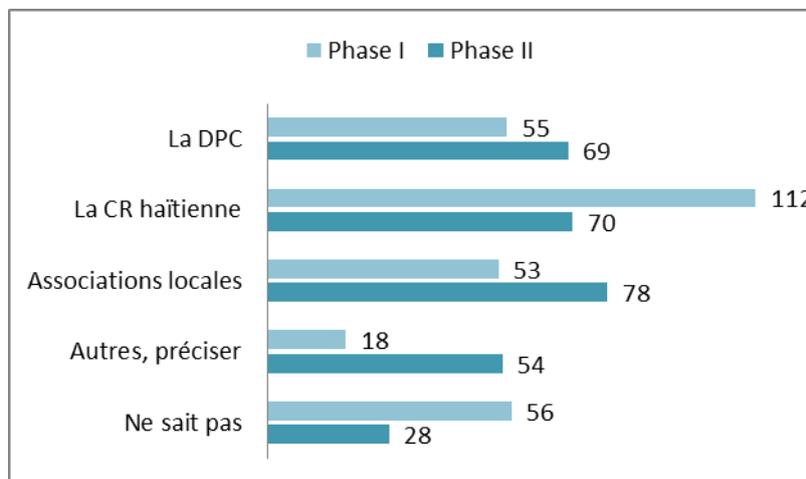


Figure 39 - PG : acteurs intervenant dans la gestion des risques

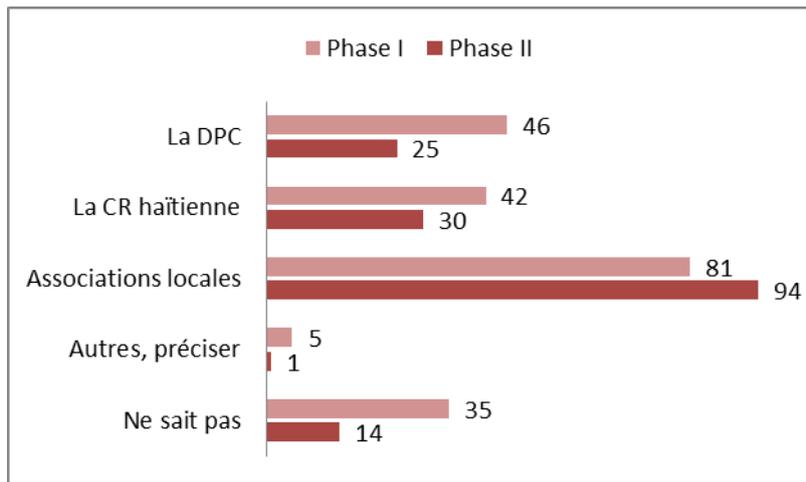


Figure 40 - GG : acteurs intervenant dans la gestion des risques

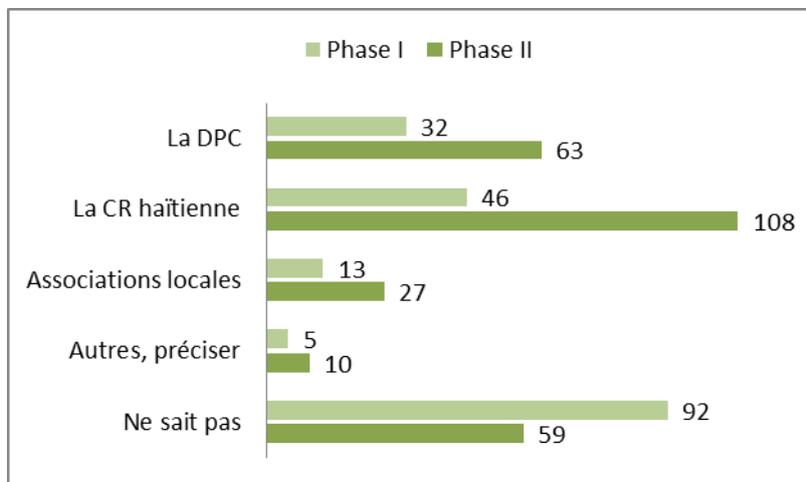


Figure 41 - Jacmel : acteurs intervenant dans la gestion des risques

Indépendamment de la commune ou du milieu, une majorité de répondants affirme savoir quel est le **mandat de la DPC/Croix Rouge haïtienne** (cf. figure 42).

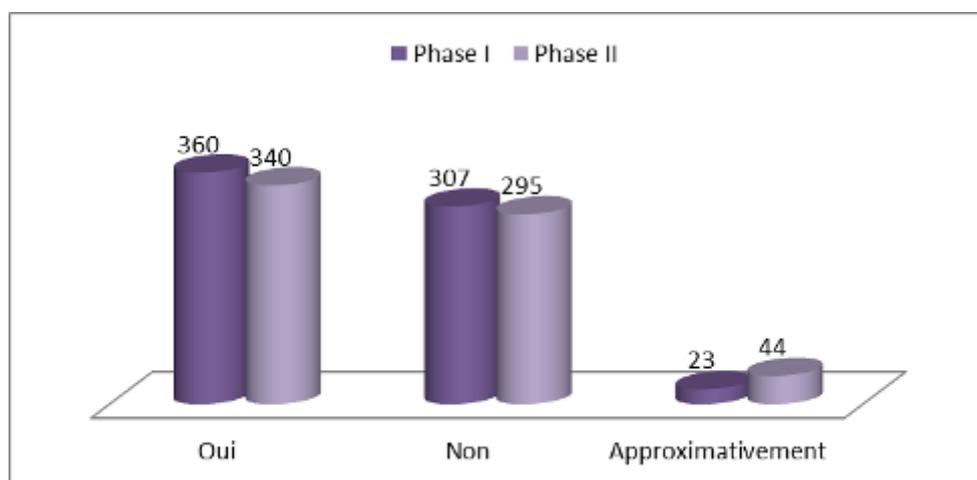


Figure 42 - Connaissance mandats DPC et CRH, toutes zones confondues

Concernant le **mandat des secours locaux/brigades d'intervention** et des **comités locaux de protection civile**, on constate une nette amélioration des connaissances entre les deux phases d'enquête. Ainsi, si 54% des répondants déclaraient ne pas connaître le mandat des secours locaux/brigades d'intervention lors de la première phase, ils ne sont plus que 49% lors de la seconde phase (cf. figure 43). La proportion de 45% de répondants qui disaient ne pas connaître le mandat des comités locaux de protection civile lors de la première phase reste elle la même lors de la seconde phase (cf. figure 44).

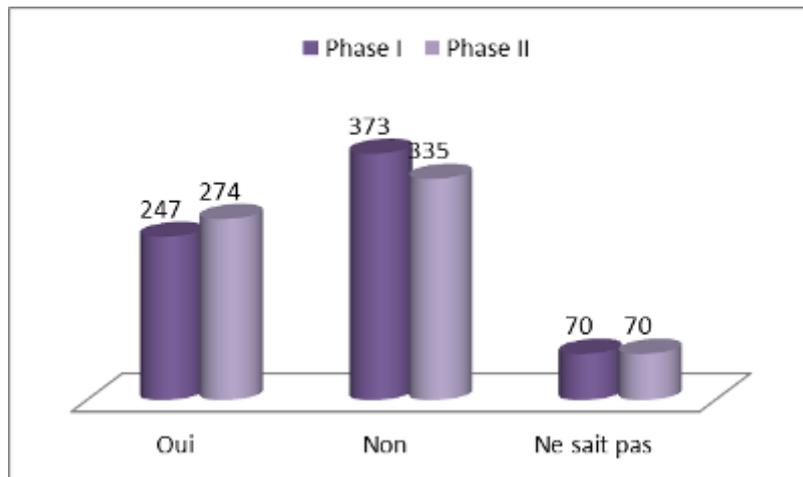


Figure 43 - Connaissance du mandat des secours locaux/brigades d'intervention (toutes zones confondues)

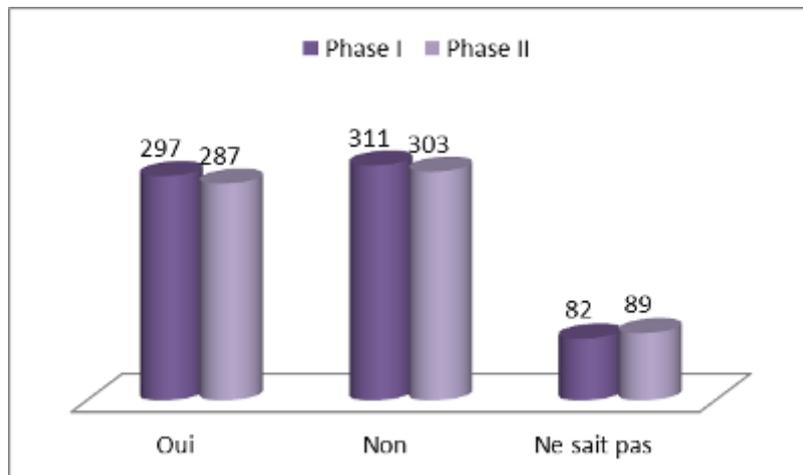


Figure 44 - Connaissance du mandat des Comités Locaux de Protection Civile (toutes zones confondues)

On constate peu de disparités selon les zones, sauf qu'à Petit Goâve, et en zone urbaine de façon générale, les mandats des deux groupes sont connus par une majorité de répondants (cf. figures 45 et 49).

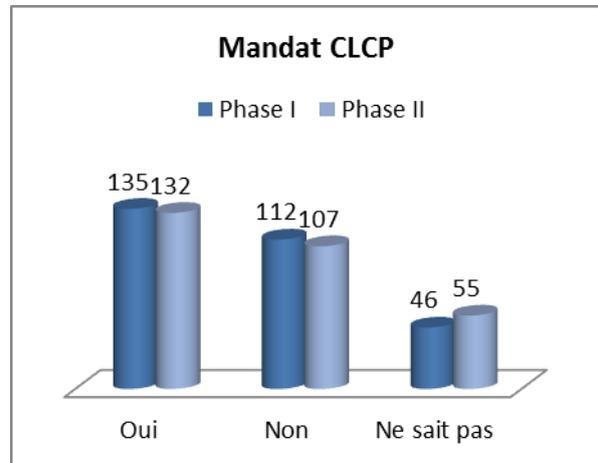
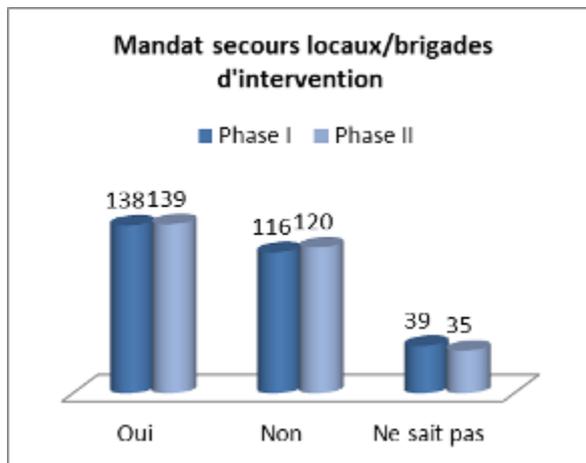


Figure 45 - PG: connaissance du mandat des secours locaux/brigades d'intervention et des CLCP

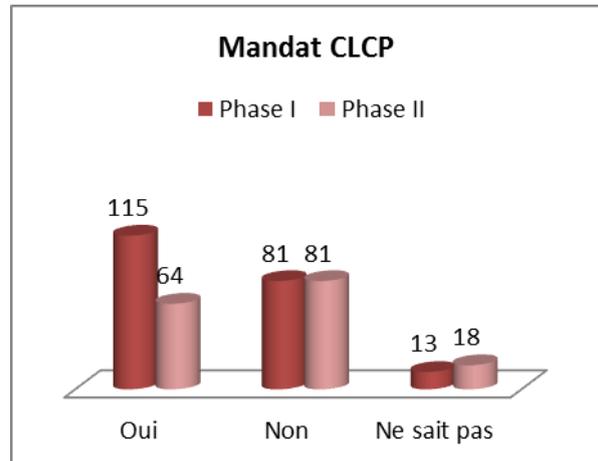
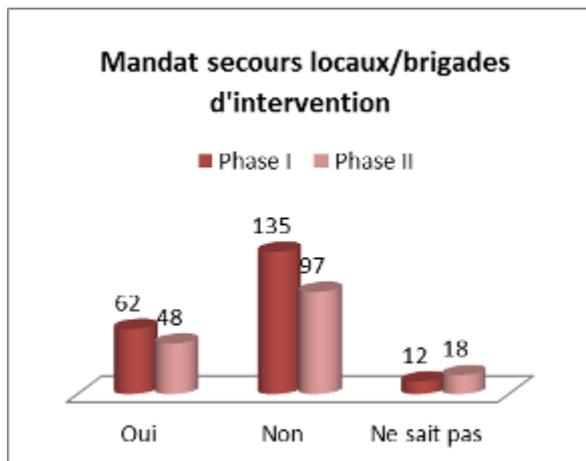


Figure 46 - GG: connaissance du mandat des secours locaux/brigades d'intervention et des CLCP

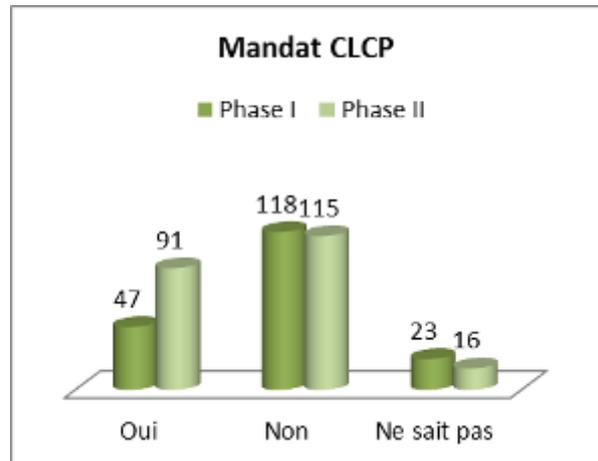
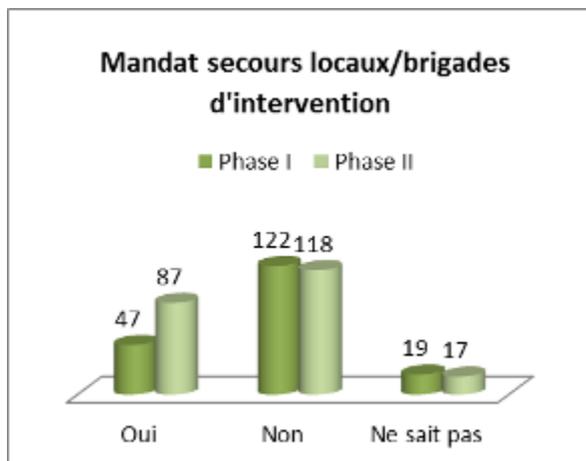


Figure 47 - Jacmel: connaissance du mandat des secours locaux/brigades d'intervention et des CLCP

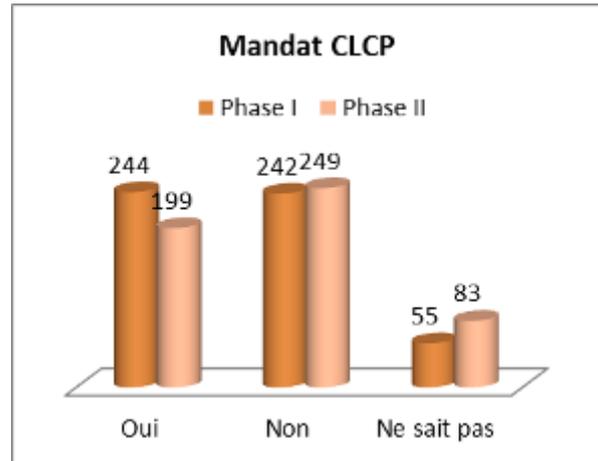
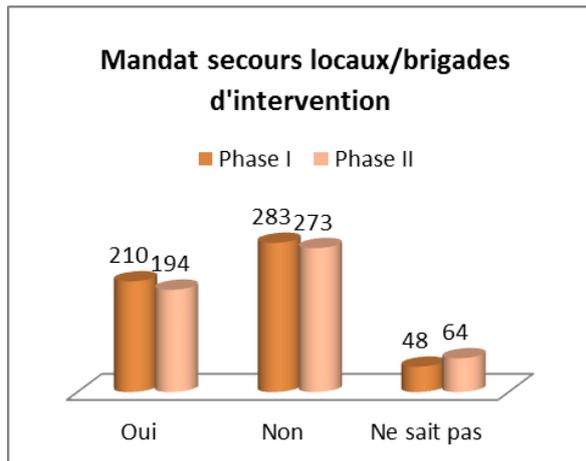


Figure 48 - Zone rurale: connaissance du mandat des secours locaux/brigades d'intervention et des CLCP

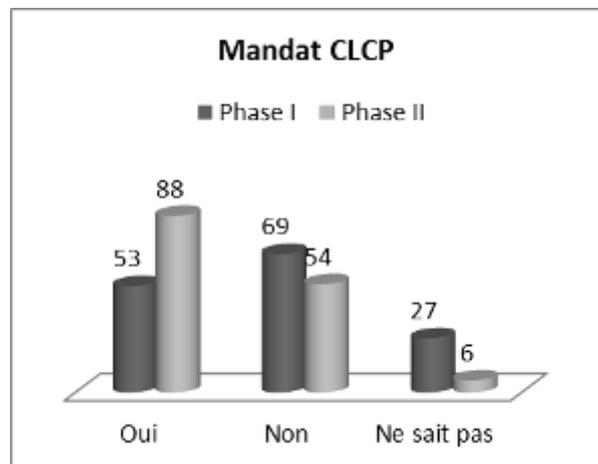
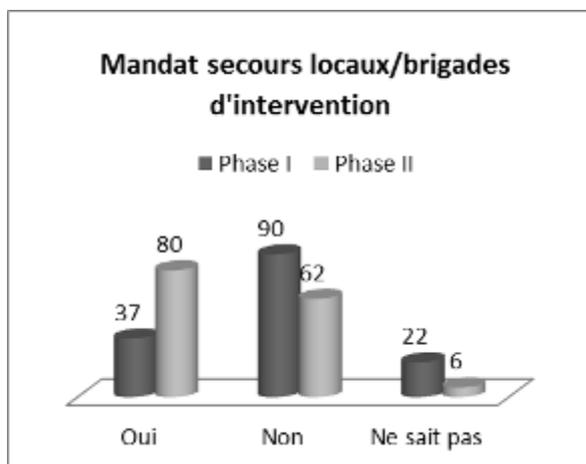


Figure 49 - Zone urbaine: connaissance du mandat des secours locaux/brigades d'intervention et des CLCP

41% des répondants déclarent ne pas savoir quels sont les **domaines d'intervention des équipes de secours locaux et des CLPC** (s'agissant d'une question à choix multiples, la réponse « Ne sait pas » constitue seulement 28% de l'ensemble des réponses, contre 33% lors de la première phase d'enquête, soit une diminution de 5%, cf. figure 50).

Les trois principaux domaines d'intervention cités sur toute la zone considérée sont les mêmes que lors de la première d'enquête, à savoir les premiers soins (14%), l'évacuation (13%), et la gestion des abris (10%).

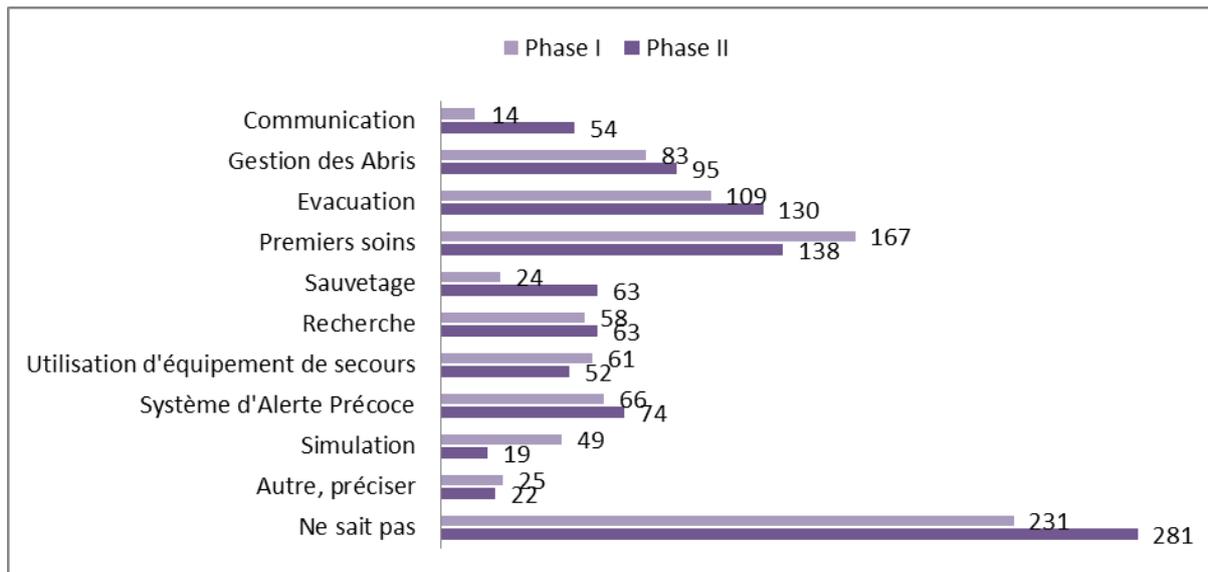


Figure 50 - Domaines d'intervention des équipes de secours locales et des CLPC, toutes zones confondues

Les réponses varient d'une commune à l'autre et selon le milieu. A Petit Goâve, comme lors de la première phase d'enquête, et en zone urbaine de façon plus générale, le système d'alerte précoce a été largement cité (12%, cf. figures 51 et 55), à Jacmel le sauvetage et la recherche ont aussi été plus largement cités que dans les autres zones (respectivement 12 et 10%, cf. figure 53). Enfin, on constate un pourcentage très réduit de réponse « Ne sait pas » à Jacmel et plus généralement en zone urbaine (cf. figures 53 et 54).

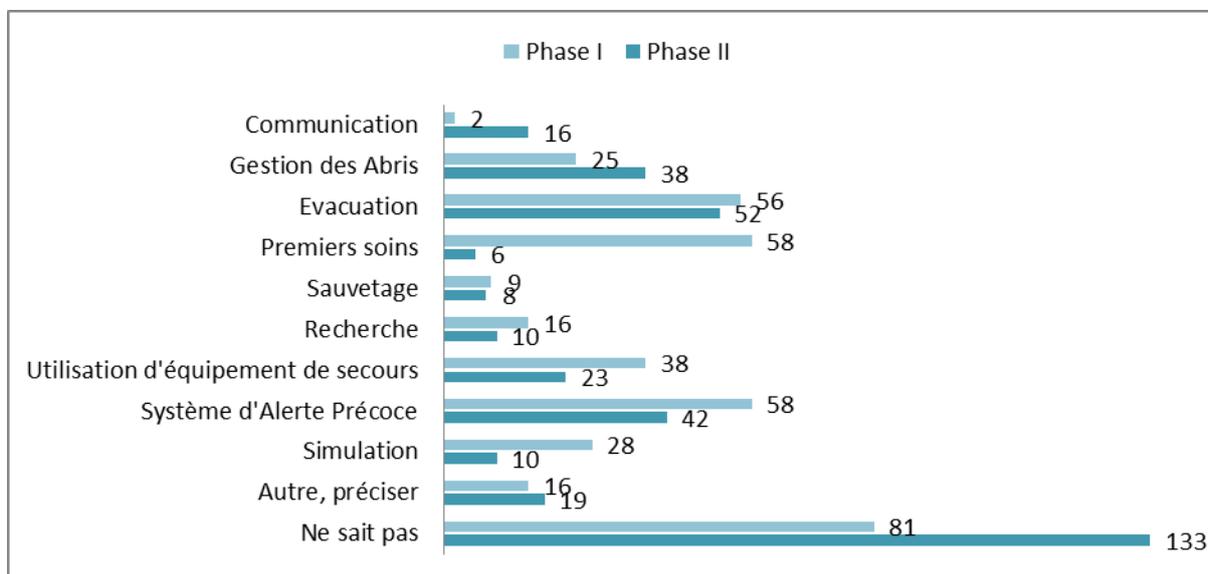


Figure 51 – PG : Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

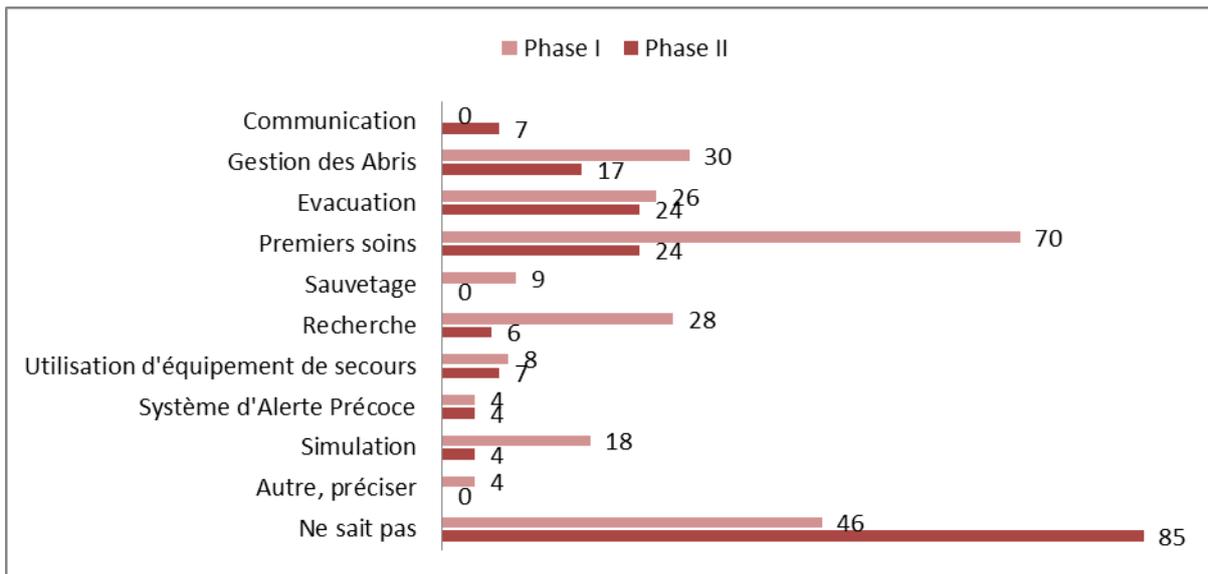


Figure 52 - GG : Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

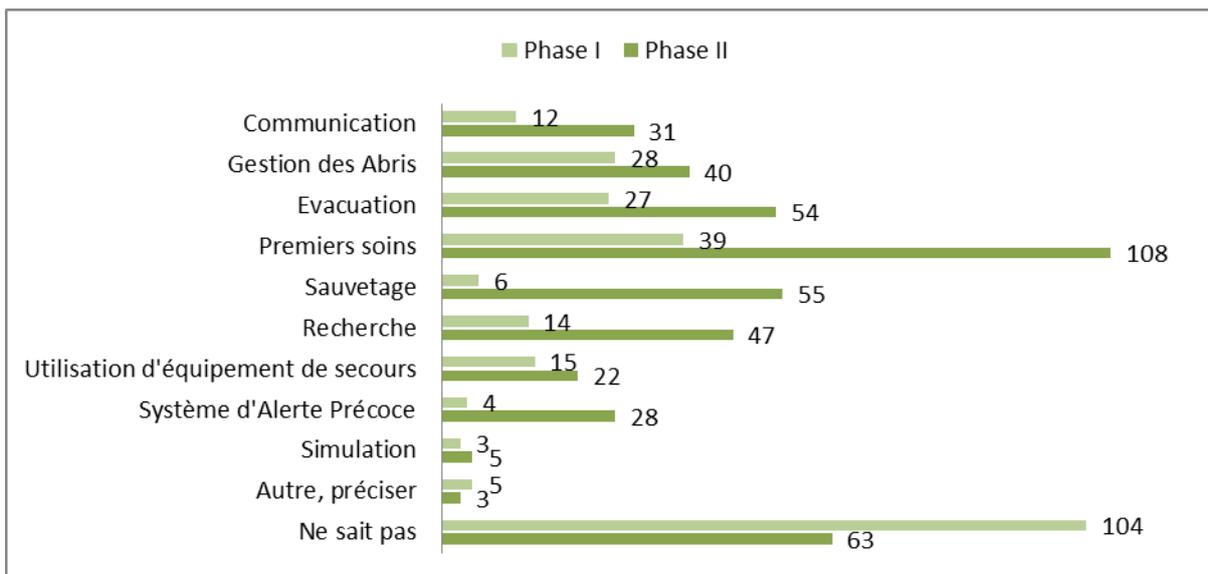


Figure 53 - Jacmel: Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

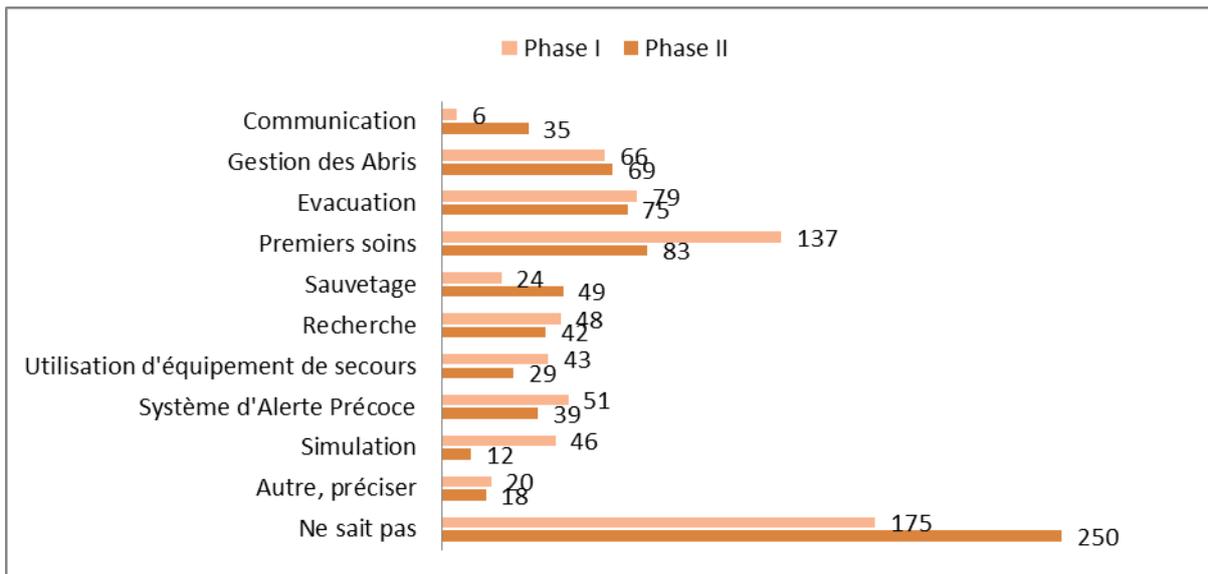


Figure 54 - Zone rurale: Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

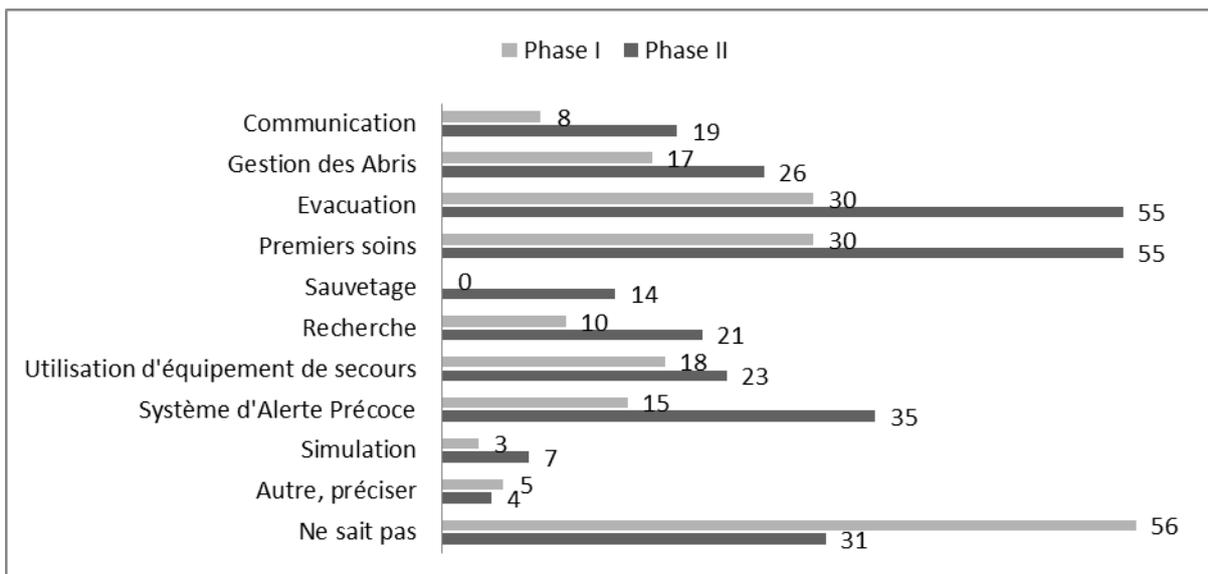


Figure 55 - Zone urbaine: Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

2.2.5 Connaissances des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles

Concernant les **plans de contingence et d'évacuation**, si une majorité de répondants déclare toujours ne pas connaître ceux relatifs à leur commune/habitation/localité (cf. figure 56 et 57), on constate toutefois une nette progression des connaissances des répondants entre les deux phases.

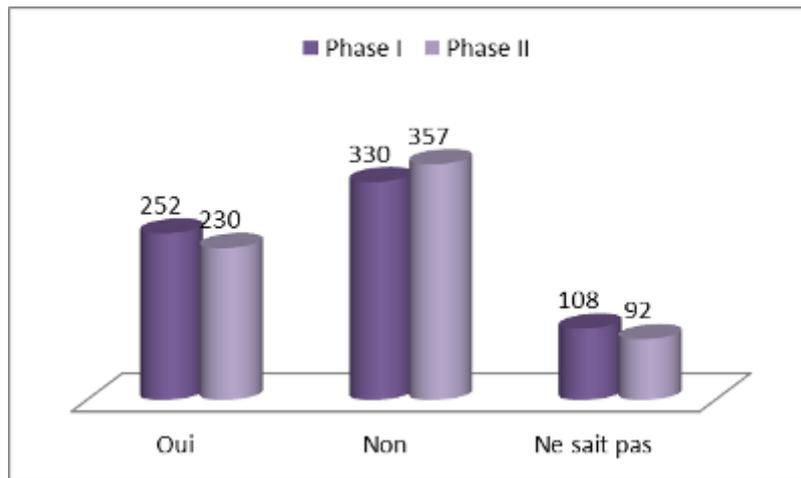


Figure 56 - Connaissance du plan de contingence, toutes zones confondues

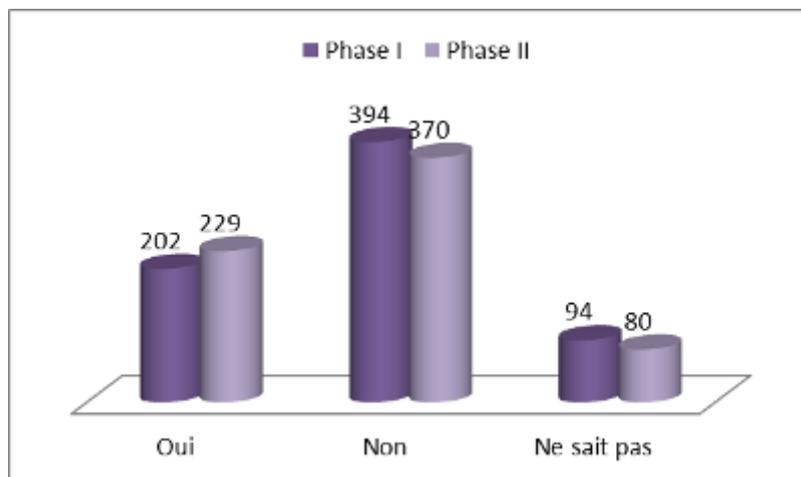


Figure 57 - Connaissance du plan d'évacuation, toutes zones confondues

En zone urbaine, cette progression concerne les deux plans (contingence et évacuation, cf. figure 62), tandis qu'à Grand Goâve, Jacmel, et en zone rurale généralement elle concerne plutôt le plan de contingence (cf. figures 59, 60 et 61) ; à Petit Goâve en revanche, on constate une progression concernant le plan d'évacuation (cf. figure 58).

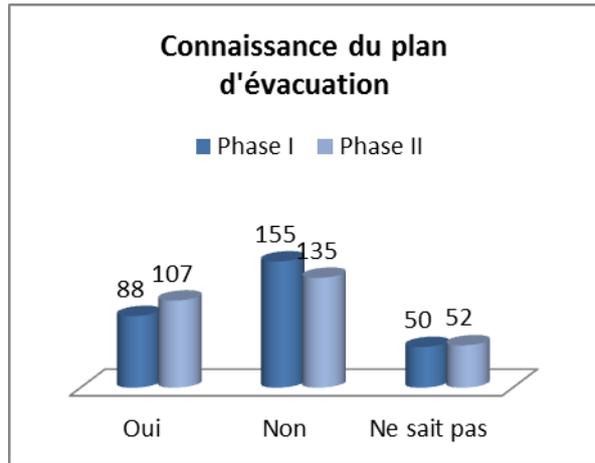
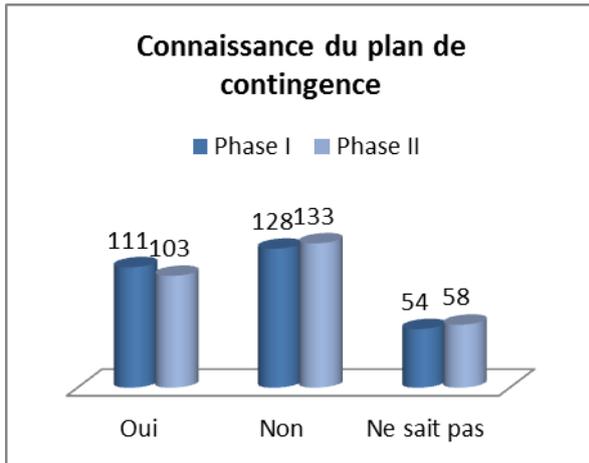


Figure 58 - PG: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

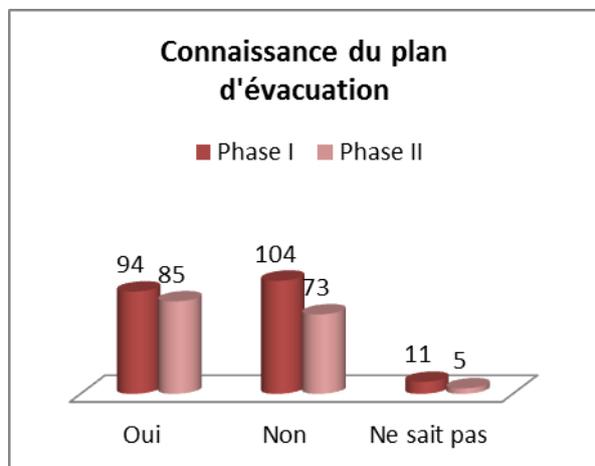
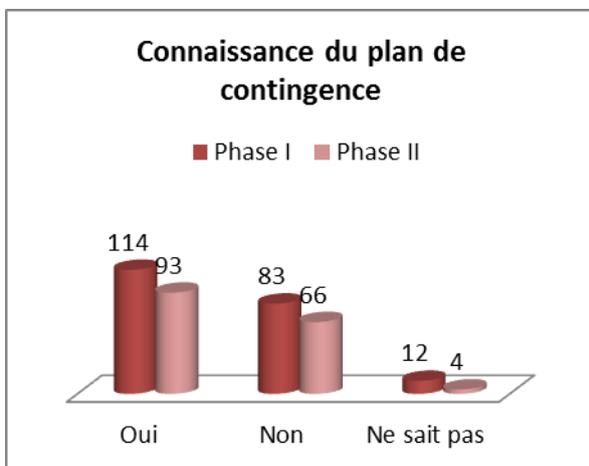


Figure 59 - GG: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

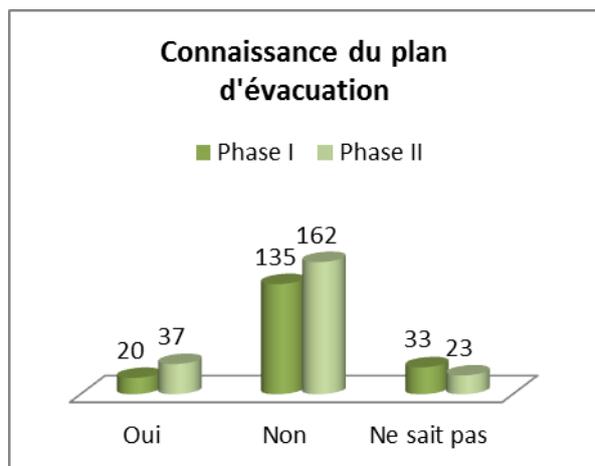
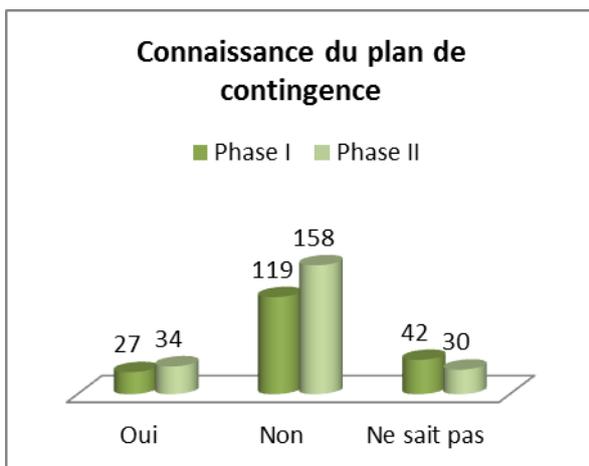


Figure 60 - Jacmel: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

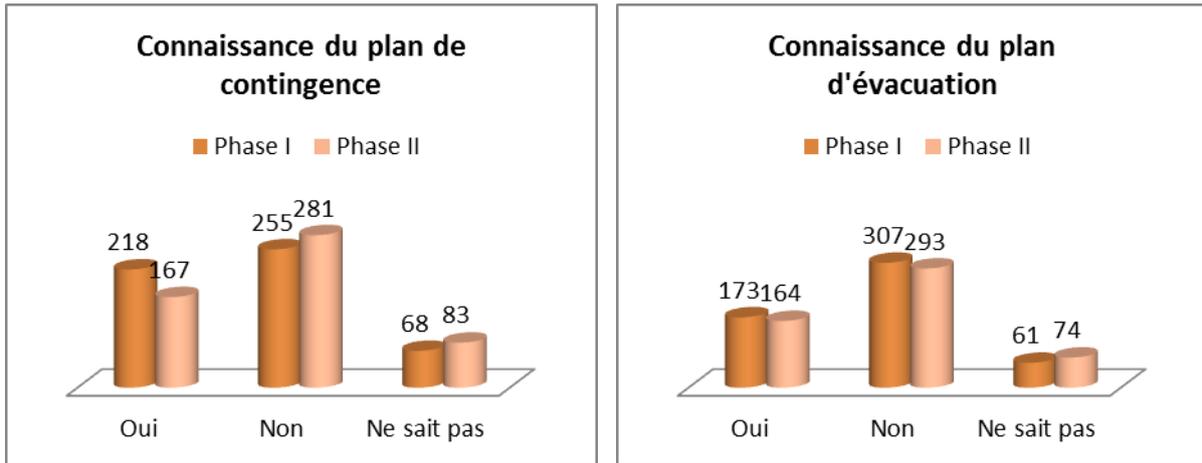


Figure 61 - Zone rurale : connaissance du plan de contingence et d'évacuation

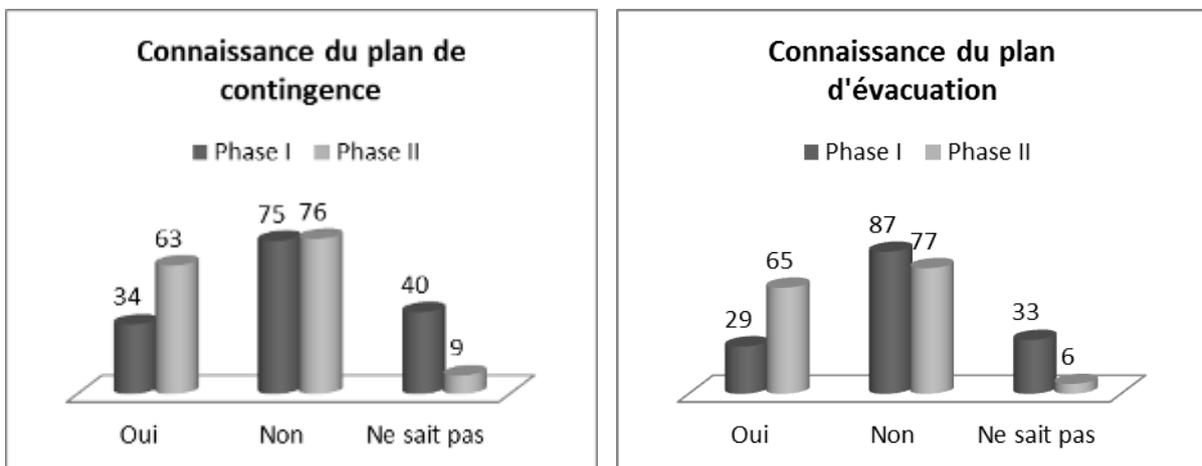


Figure 62 - Zone urbaine: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

On constate une progression des connaissances plus modérée concernant la **composition du plan d'évacuation**. Celle-ci reste en effet méconnue par la majorité des répondants indépendamment des zones et du milieu, mais certains éléments du plan d'évacuation ont été plus largement cités lors de la seconde phase d'enquête, notamment la localisation de la zone sûre et le système d'alerte précoce.

Le comité d'évacuation, l'organisation et la préparation des brigades d'intervention rapide et les ressources et capacités disponibles sont toujours largement cités par les répondants (question à réponses multiples, cf. figure 63).

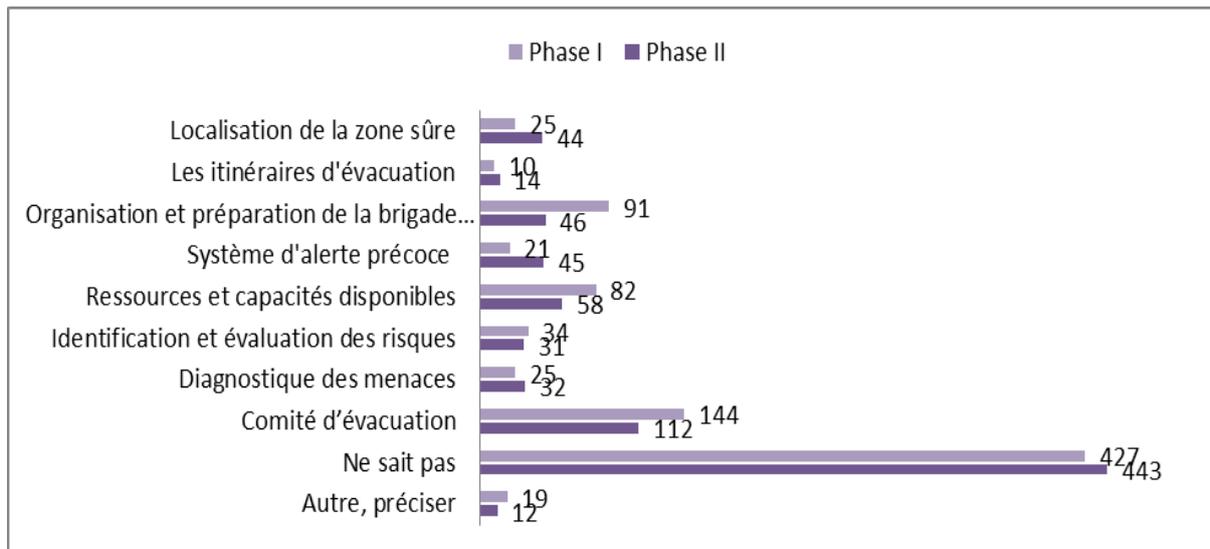


Figure 63 - Eléments qui composent le plan d'évacuation, toutes zones confondues

En revanche, aucune progression à constater entre les deux phases de l'enquête en termes de connaissances des répondants en matière **de politique publique mise en œuvre dans le cadre de la gestion des risques de catastrophes naturelles** et ayant eu un impact dans leur commune (cf. figure 64).

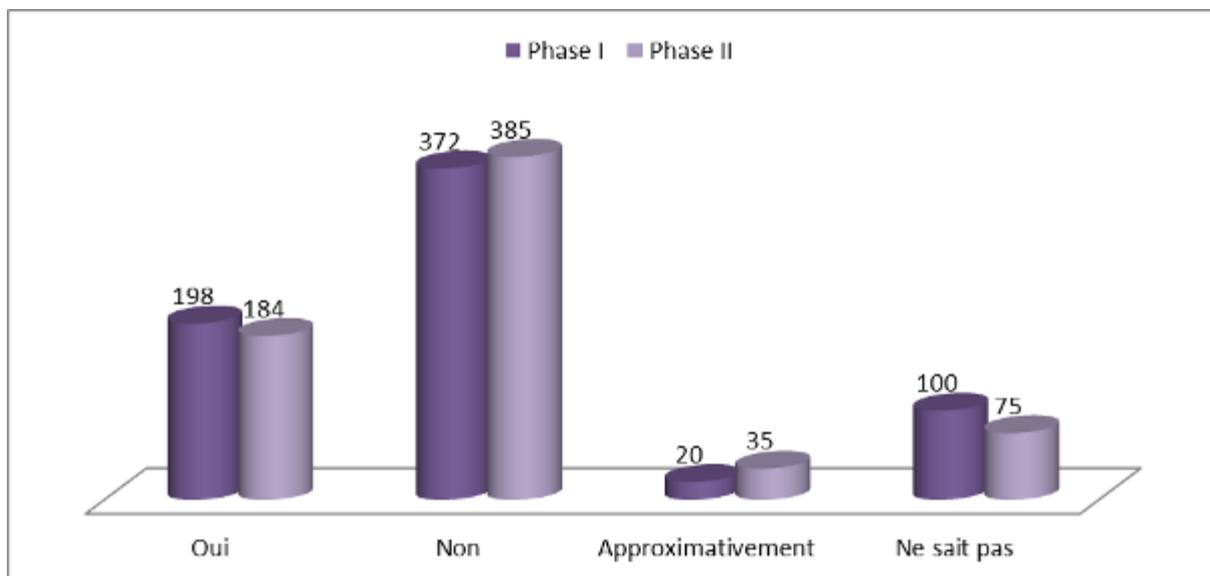


Figure 64 - Souvenir d'une politique publique liée à la gestion des risques, toutes zones confondues

Bien que modéré, on constate également un accroissement du **niveau de connaissance du système d'alerte précoce** entre les deux phases d'enquête selon les déclarations des répondants, indépendamment de la zone ou du milieu considéré. On peut ainsi constater une baisse du nombre de répondants ayant évalué leur propre niveau de connaissance du système d'alerte précoce, ainsi que celui de leur communauté, comme étant « Faible », en faveur des réponses « Moyen » et surtout « Elevé » (cf. figures 65 et 66).

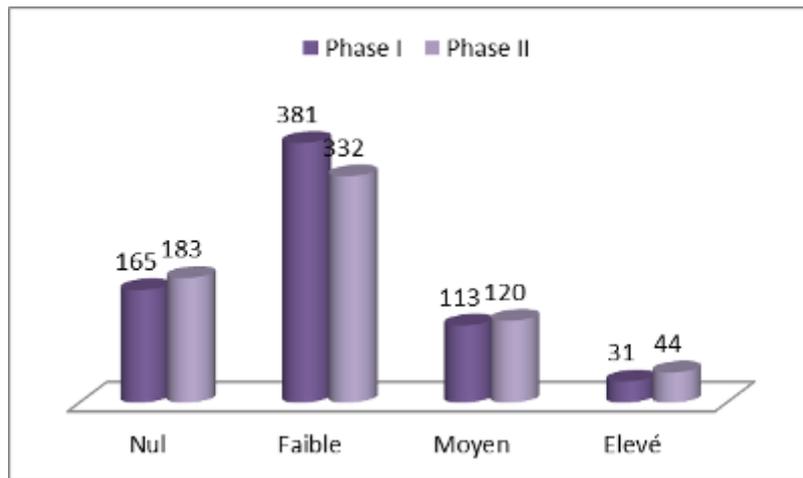


Figure 65 - Connaissance du système d'alerte précoce du répondant, toutes zones confondues

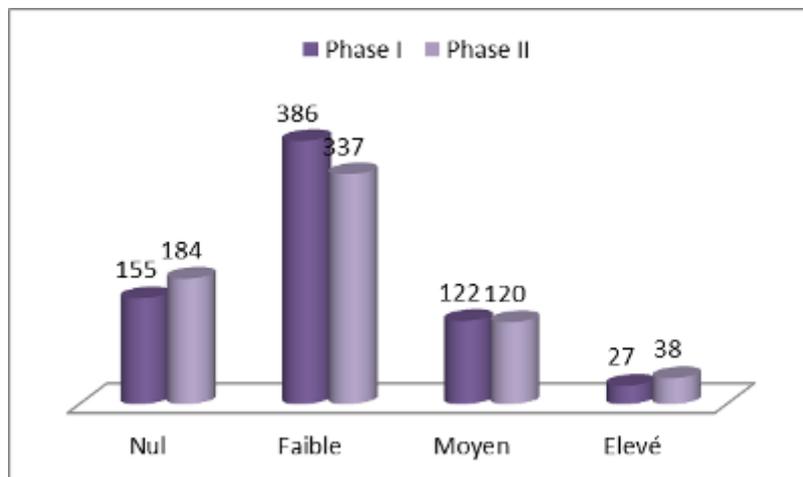


Figure 66 - Connaissance de la communauté du système d'alerte précoce, toutes zones confondues

On constate également une faible évolution (2%) concernant la connaissance des **codes d'alerte en cas de catastrophe**, indépendamment des zones et du milieu (cf. figure 63).

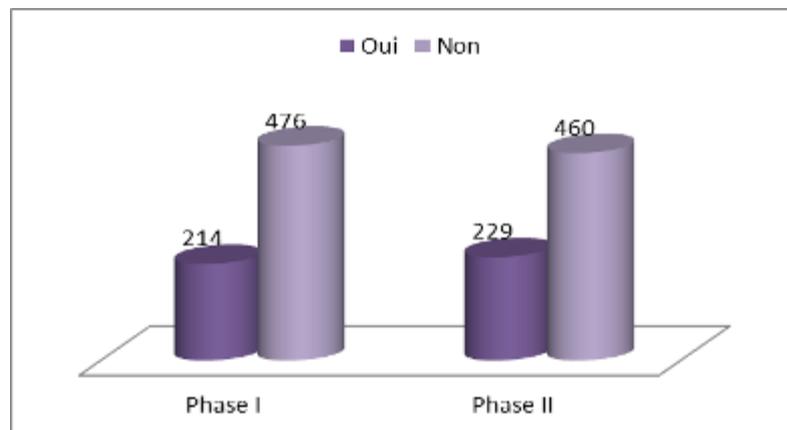


Figure 67 - Connaissance des codes d'alerte, toutes zones confondues

2.3 Attitudes

2.3.1 Attitudes vis-à-vis des risques de catastrophes naturelles

Une nette majorité de répondants déclare toujours être en total désaccord avec la proposition suivante : « **En cas de catastrophe, je ne m'inquiète pas, c'est toujours la même chose, rien ne se passe.** »

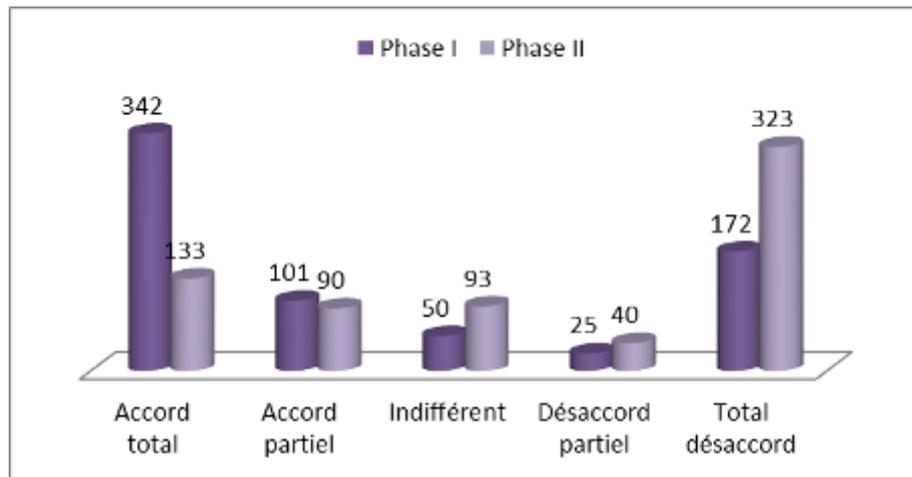


Figure 68 – Attitude en cas de catastrophe naturelle, toutes zones confondues

Dans la commune de Grand Goâve en revanche, où près de 45% affirmaient être en total accord avec ladite proposition, on constate une nette diminution de ce pourcentage, à 32% de réponses :

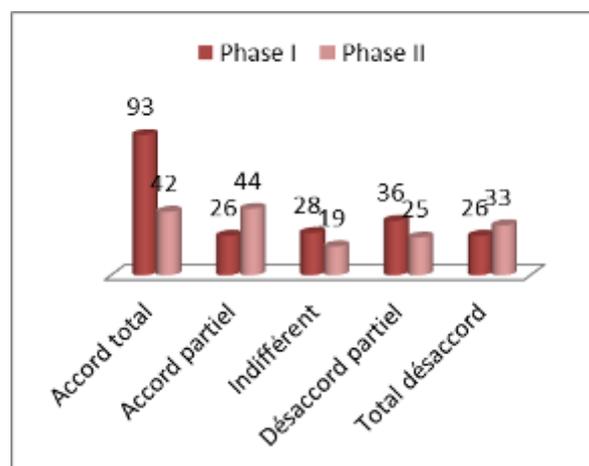


Figure 69 - GG : attitude en cas de catastrophe naturelle

Une grande majorité de répondants (55%), indépendamment de la commune ou du milieu, déclare toujours **avoir peur au moment d'une catastrophe ne sachant pas quoi faire**. On constate toutefois une nette diminution du nombre de répondants se déclarant totalement d'accords avec la proposition, et ce indépendamment de la commune ou du milieu (cf. figure 70).

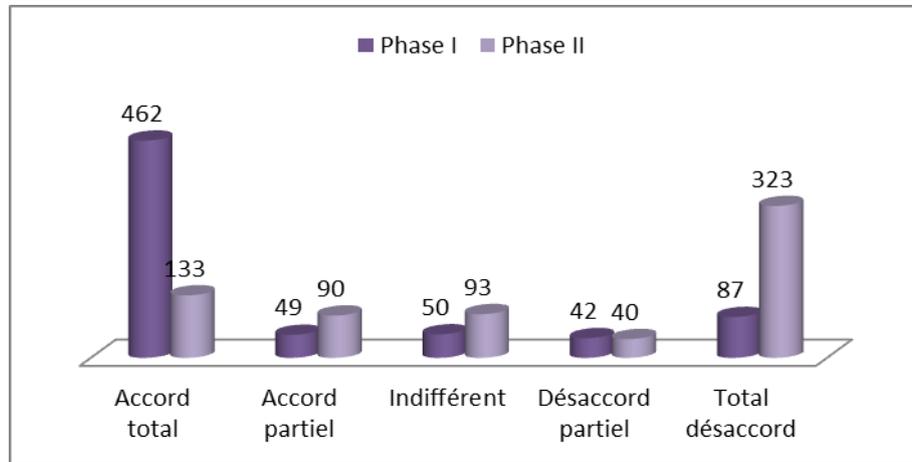


Figure 70 - Attitude au moment d'une catastrophe, toutes zones confondues

56% de répondants se disent tout à fait d'accord avec le fait d'être **responsable des dégâts causés par certaines catastrophes naturelles** dans toutes les communes et dans tous les milieux (57% lors de la première phase, donc pas d'évolution ; cf. figure 71).

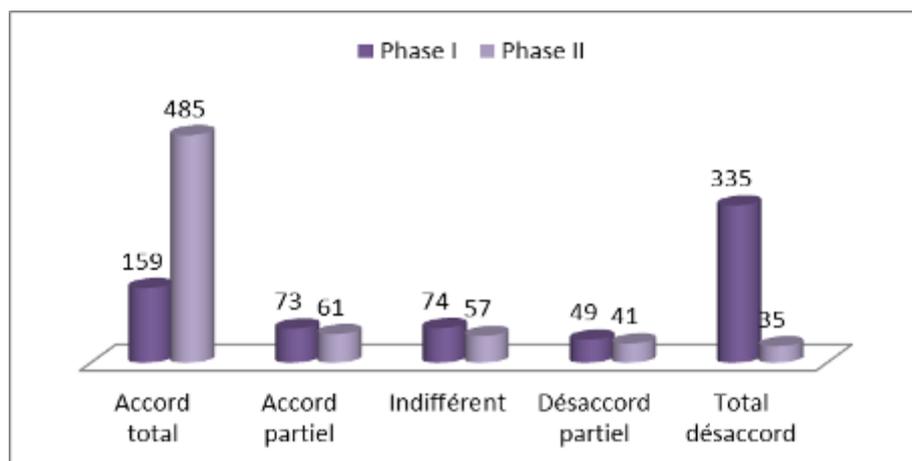


Figure 71 - Attitude concernant la responsabilité du répondant

De même que lors de la première phase, une grande majorité de répondants estime que les **dégâts subis en cas de catastrophes naturelles dépendent de leurs erreurs** dans toutes les communes et aussi bien en milieu rural qu’urbain (cf. figure 72).

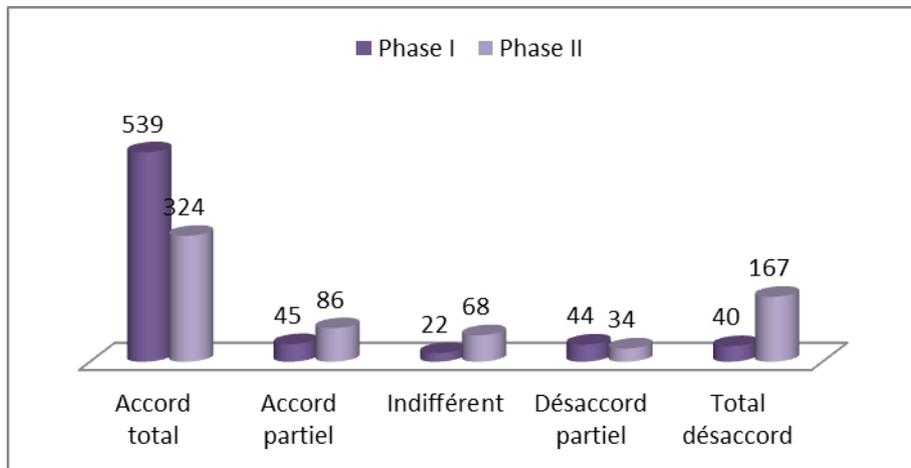


Figure 72 - Attitude concernant l'impact des erreurs du répondant

Indépendamment de la commune ou du milieu, une grande majorité des répondants estime avoir compris **lors des dernières catastrophes pouvoir faire beaucoup pour réduire ses pertes**.

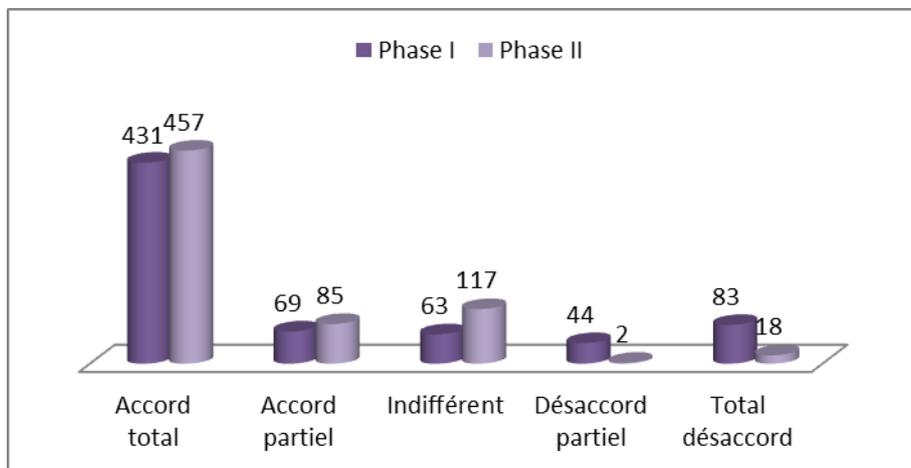


Figure 73 - Attitude face à la réduction possible des pertes, toutes zones confondues

A Petit Goâve, on notera que la proportion de répondants qui se déclaraient en total désaccord avec la proposition lors de la première phase a largement diminué (passant de 37% à 30% ; cf. figure 74). On constate également une diminution du nombre de répondants se déclarant en « Accord total » avec la proposition au profit de la réponse « Accord partiel » dans les communes de Petit et Grand Goâve (cf. figures 74 et 75).

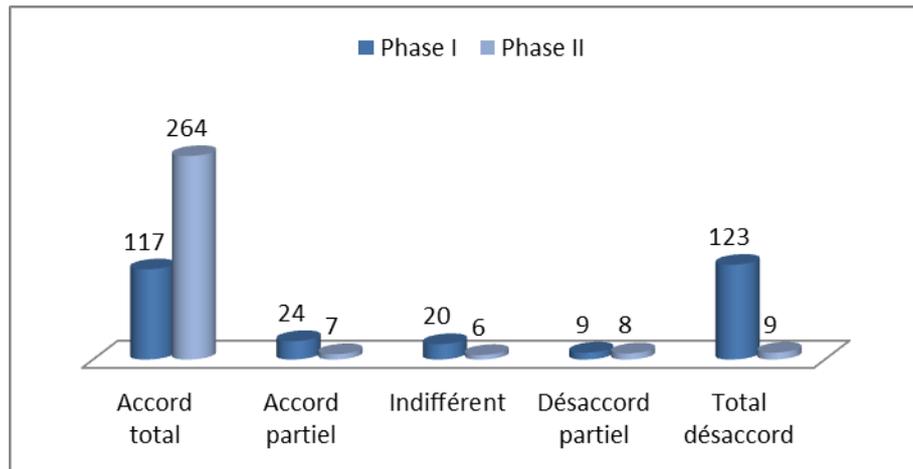


Figure 74 - PG : attitude face à la réduction possible des pertes

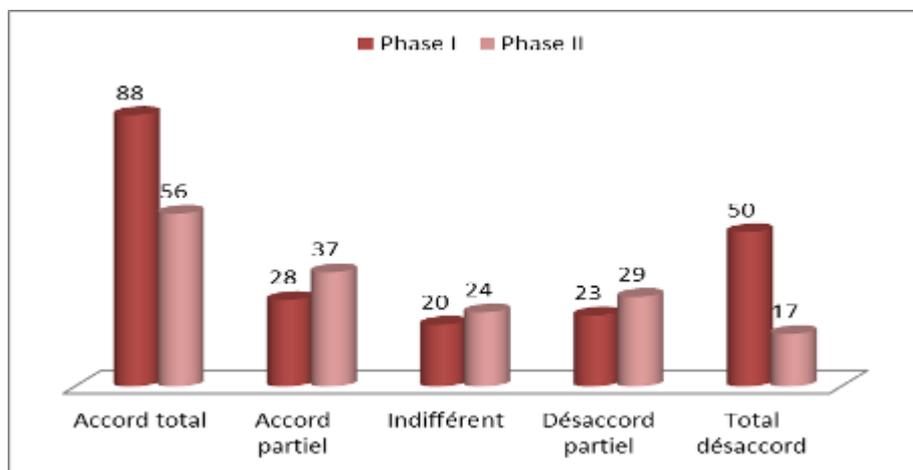


Figure 75 - GG : attitude face à la réduction possible des pertes

On constate en revanche une évolution générale des résultats concernant la possibilité d'évacuer avant l'arrivée d'un tsunami. Une nette majorité des répondants (55%) se déclare désormais en accord total avec la proposition suivante : **« Je pense qu'il est possible d'évacuer avant l'arrivée d'un tsunami. »** indépendamment de la commune et du milieu (cf. figure 76), alors qu'une majorité de répondants de la commune de Petit Goâve, et plus généralement en zone urbaine, estimait le contraire lors de la première phase d'enquête.

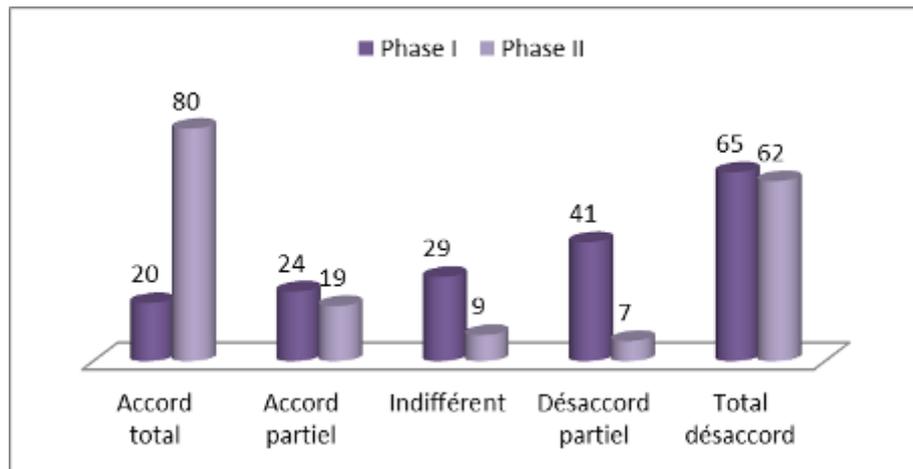


Figure 76 - Attitude quant à la possibilité d'évacuation en cas de tsunami, toutes zones confondues

Si une majorité de répondants est en total désaccord avec la proposition « **Un tsunami c'est trop destructeur. Il n'y a rien que je puisse faire pour me préparer.** » (cf. figure 77), cette majorité est relative (33%), tout comme lors de la première phase d'enquête.

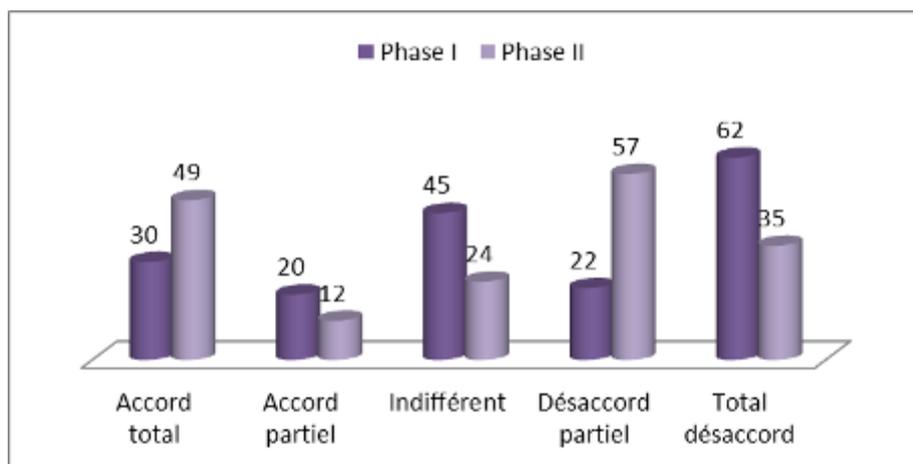


Figure 77 - Attitude quant à la possibilité de réponse à un tsunami, toutes zones confondues

Les résultats sont relativement homogènes selon les zones lors de la seconde phase d'enquête concernant la **possibilité de s'éloigner de la côte et d'atteindre un endroit sûr lors de l'arrivée d'un tsunami**. Si une majorité de répondants estime ne pas pouvoir atteindre un endroit sûr lors de l'arrivée d'un tsunami (37%), la proportion de répondants estimant l'inverse est relativement proche (environ 34%). On note également une nette diminution du nombre de répondants se déclarant indifférents à la proposition par rapport à la première phase d'enquête.

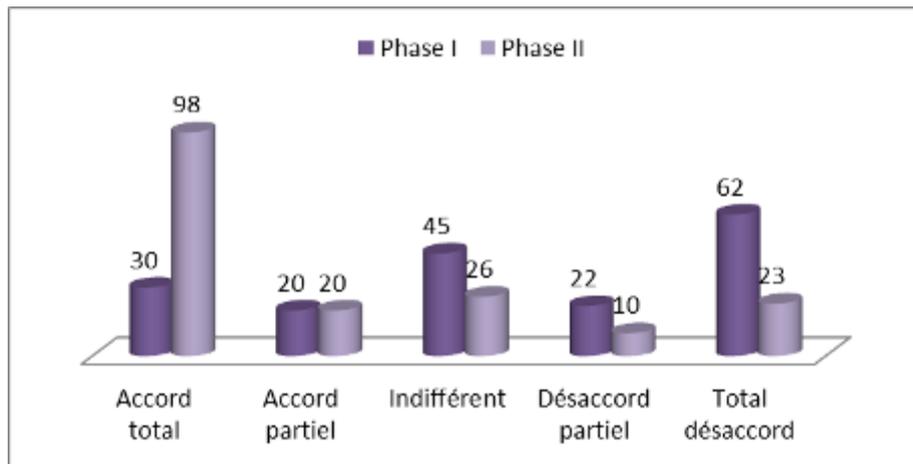


Figure 78 - Attitude face à la sécurisation des personnes lors de l'arrivée d'un tsunami, toutes zones confondues

De même que lors de la première phase d'enquête, une grande majorité de répondants indépendamment de la commune et du milieu est en désaccord (total ou partiel) avec la proposition suivante : « **Une vague de tsunami de trois mètres n'est pas dangereuse.** » (cf. figure 79).

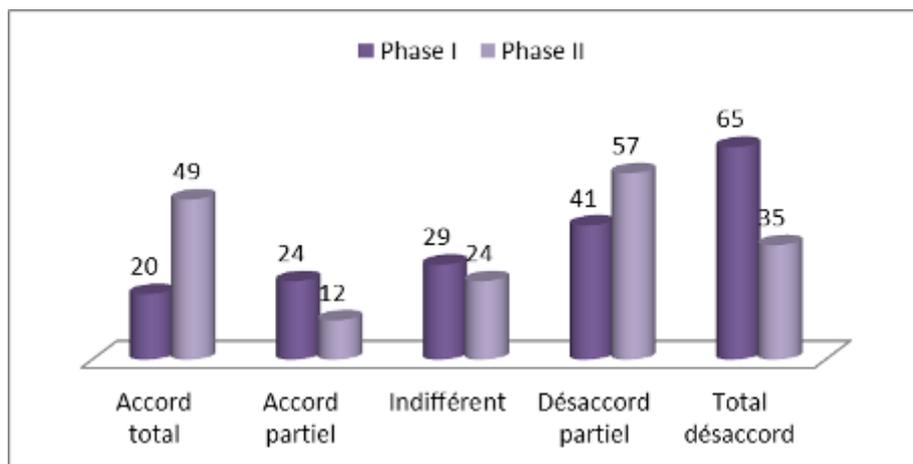
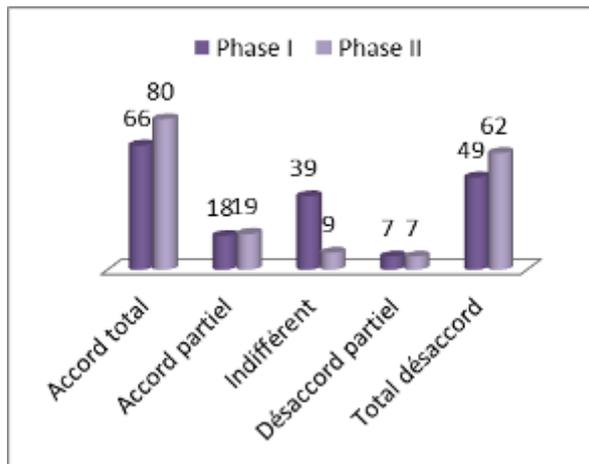


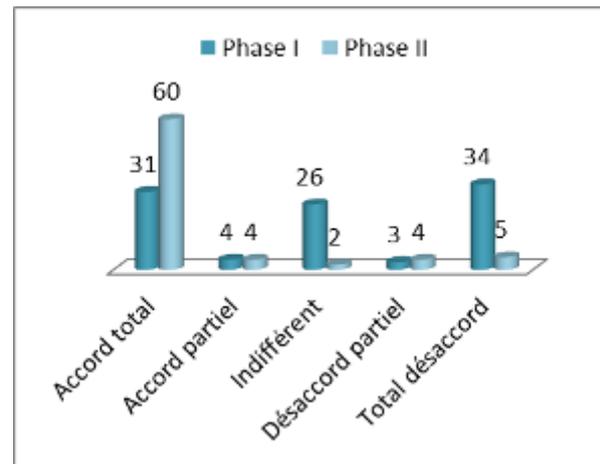
Figure 79 - Attitude quant à la dangerosité d'une vague de tsunami, toutes zones confondues

On constate une certaine évolution des réponses concernant la **possibilité de sauver sa vie en courant lorsqu'une vague de tsunami arrive** entre les deux phases d'enquête. Alors qu'une majorité de répondants des communes de Petit Goâve et Jacmel, et de façon plus générale en zone urbaine, estimait que c'était impossible, seule une majorité de Jacmel est toujours sceptique lors de la seconde phase (cf. figure 80). Si l'on considère l'ensemble des zones concernées par l'enquête, 45% des répondants se déclarent en accord total avec la proposition.

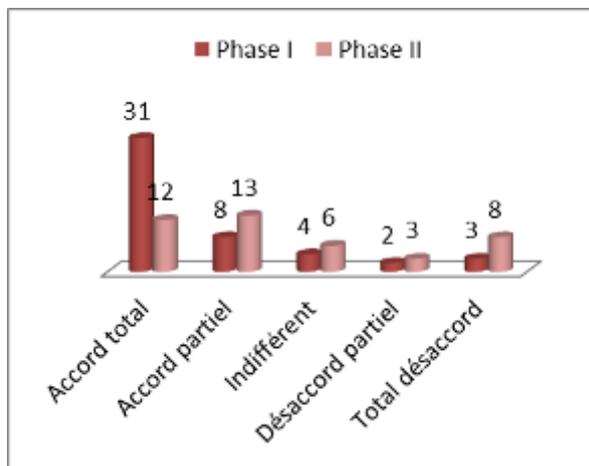
Figure 80 – Attitudes quant à la possibilité d'échapper à un tsunami en courant



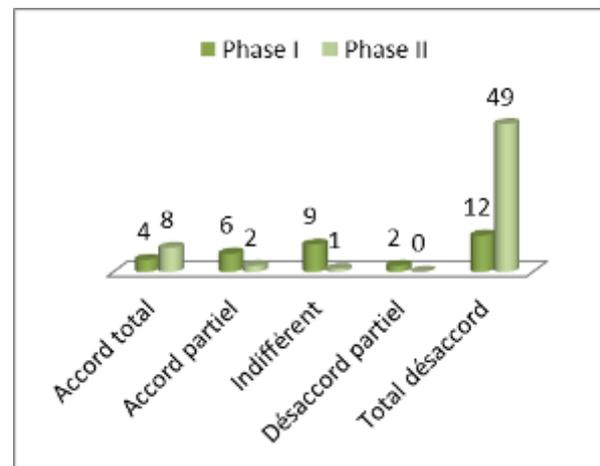
Ensemble des réponses



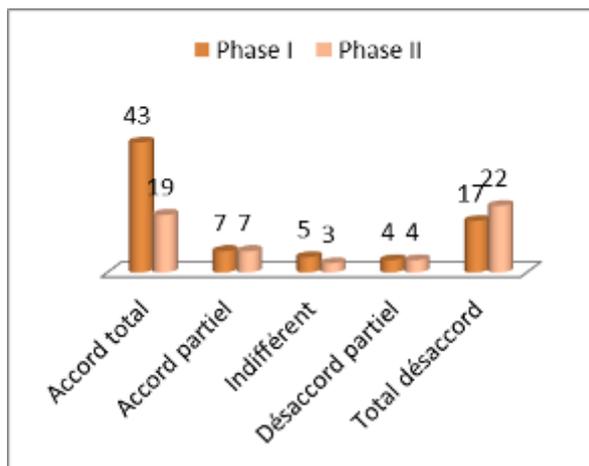
PG



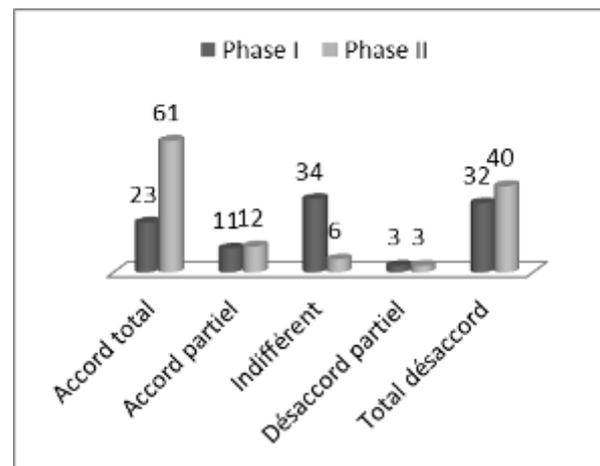
GG



Jacmel



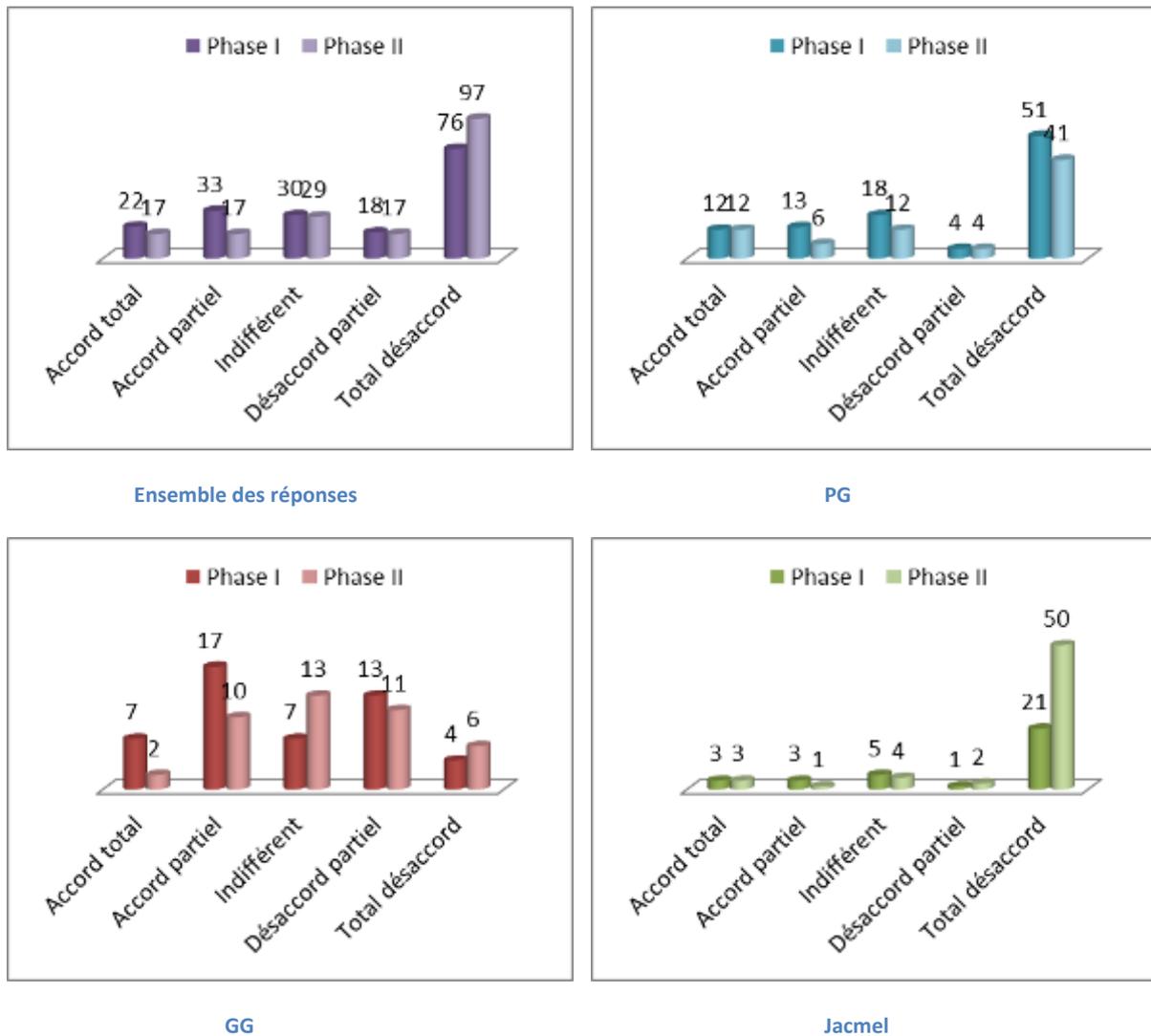
Zone rurale

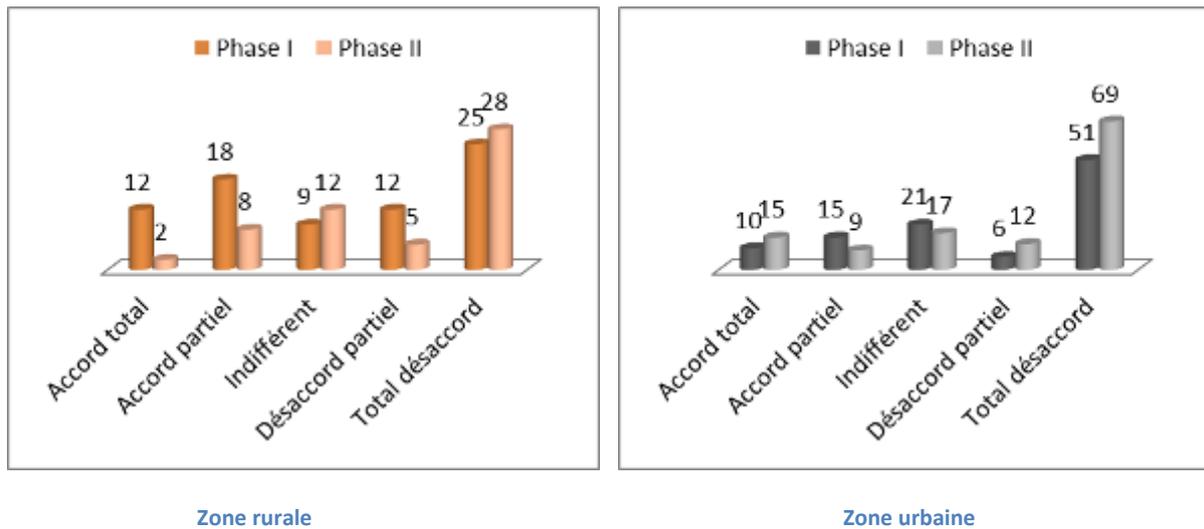


Zone urbaine

En revanche, près de 55% des répondants, toutes zones confondues, estiment qu'il est impossible **d'échapper à un tsunami en nageant**. Cette tendance est plus modérée dans la commune de Grand Goâve où une majorité de répondants se dit « Indifférent » à la question. Sur cette question, on ne constate qu'une légère évolution entre les deux phases d'enquête (cf. figure 81).

Figure 81 - Attitudes quant à la possibilité d'échapper à un tsunami en nageant





2.3.2 Attitudes liées aux acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles

Indépendamment de la commune ou du milieu, on ne constate pas d'évolution dans les réponses fournies par rapport à **la participation des femmes à l'élaboration, et à la mise en œuvre du plan d'évacuation** entre les deux phases d'enquête : une très nette majorité de répondants s'accorde toujours à dire qu'il est nécessaire que les femmes y participent (cf. figure 82).

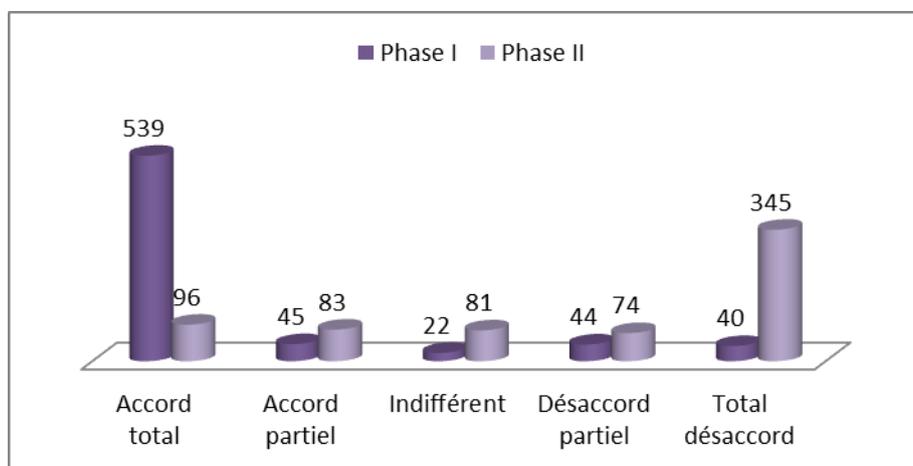


Figure 82 - Attitudes quant à la participation des femmes au plan d'évacuation (toutes zones confondues)

De la même manière, tout comme lors de la première phase d'enquête, une très grande majorité de répondants, toutes communes et milieux confondus, estime que la **participation des femmes dans des brigades d'intervention** leur donne confiance (cf. figure 83).

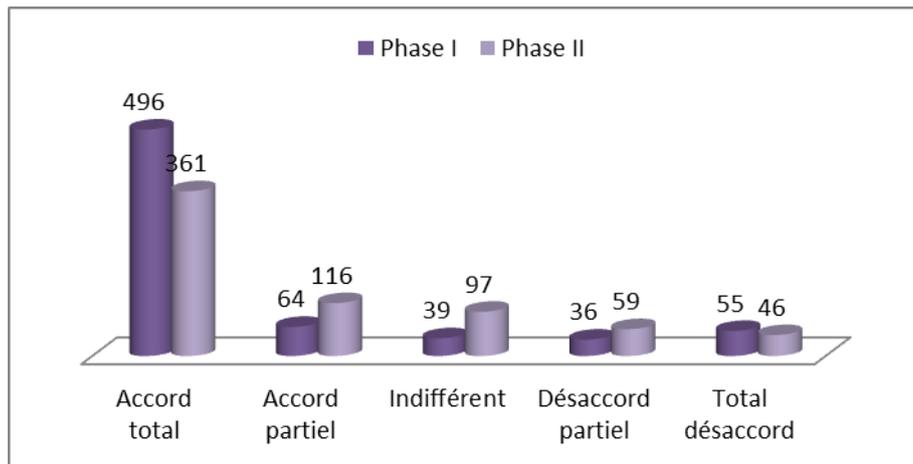


Figure 83 - Attitudes quant à la participation des femmes dans les brigades (toutes zones confondues)

On constate en revanche une nette évolution des attitudes concernant la participation des enfants : si une majorité de répondants estime toujours qu'il n'est pas nécessaire que **les enfants participent à l'élaboration, la mise en œuvre du plan d'évacuation**, on constate désormais un nombre important de répondants jugeant au contraire que leur participation est nécessaire (24% ; cf. figure 84).

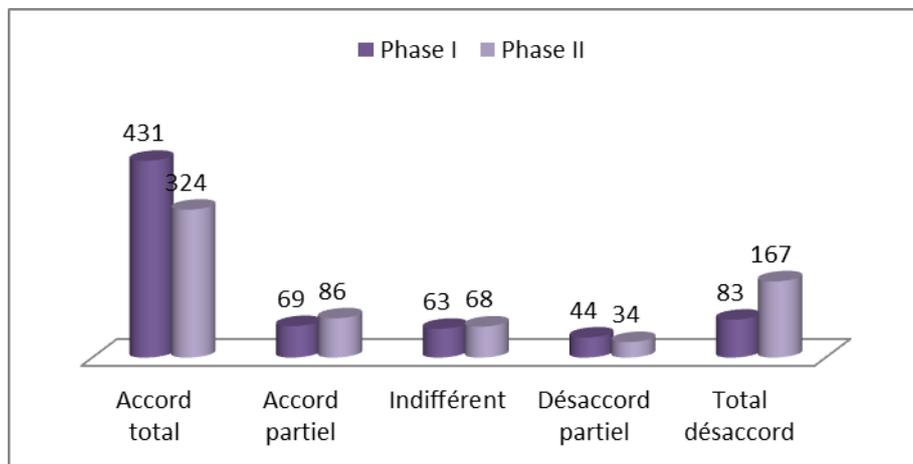


Figure 84 – Attitudes quant à la participation des enfants (toutes zones confondues)

On constate peu d'évolution concernant les attitudes déclarées des répondants quant à la **direction par la DPC/CRH ou tout autre groupe formé des opérations d'évacuations** : une très grande majorité de répondants (toutes communes et milieux confondus) déclare se sentir plus sûrs si la DPC/CRH/tout autre groupe formé les dirige au moment de l'évacuation (73% d'accords totaux et 17% d'accords partiels). On constate une diminution des réponses « Total désaccord », au profit des réponses « Accord partiel » et « Indifférent » (cf. figure 85).

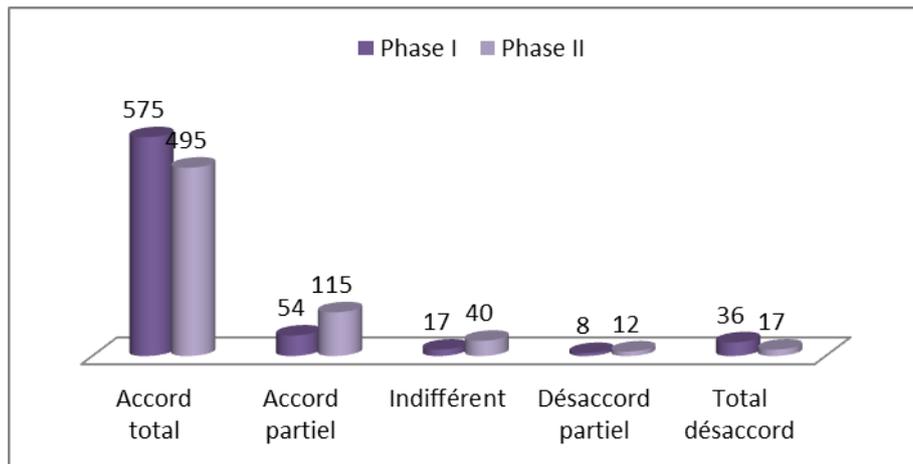


Figure 85 - Attitudes liées à la direction des opérations par la DPC/CRH, toutes zones confondues

De la même manière, on ne constate que peu d'évolution dans les attitudes déclarées des répondants quant à la direction des opérations d'évacuation par le CASEC/ASEC : une très grande majorité de répondants, indépendamment de la commune ou du milieu, déclare toujours se sentir plus sûrs si **le CASEC/ASEC ou d'autres représentants de la communauté les dirigeait au moment de l'évacuation** (49% d'accords totaux et 14% d'accords partiels ; cf. figure 86).

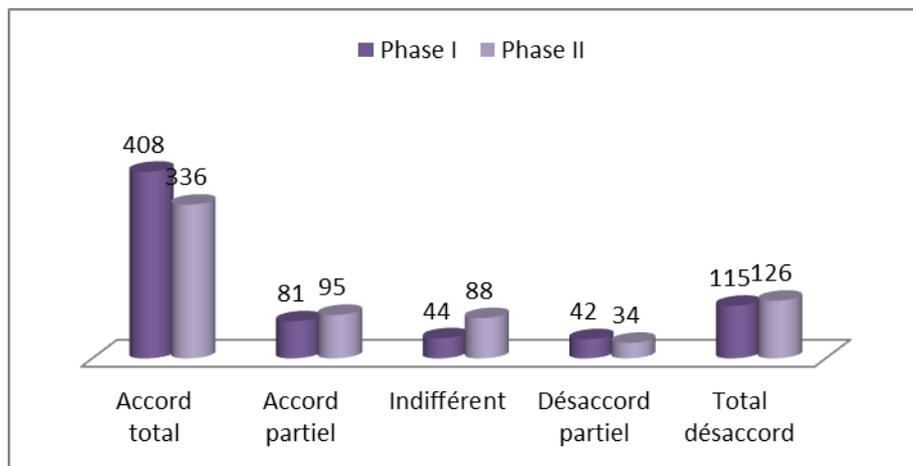


Figure 86 - Attitudes liées à la direction des opérations par le CASEC/ASEC, toutes zones confondues

Entre les deux phases d'enquête, on ne constate qu'une légère diminution des réponses « Accord total » au profit des propositions « Accord partiel » et « Indifférent », notamment dans les communes de Petit et Grand Goâve :

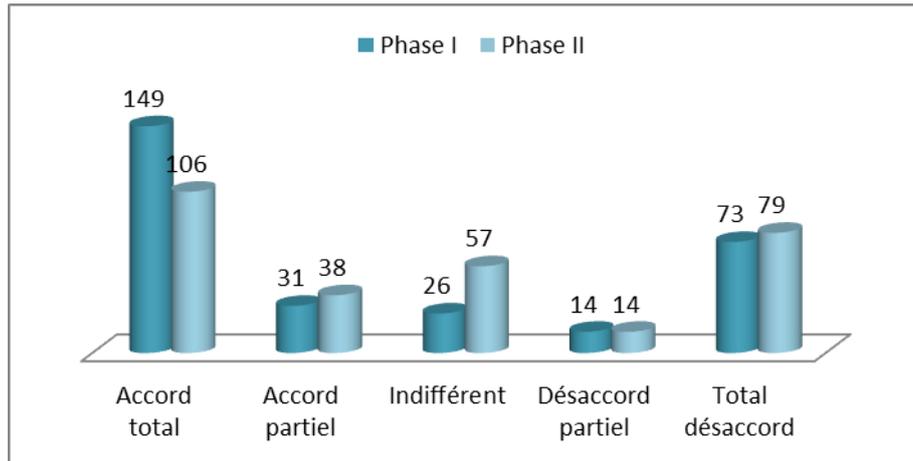


Figure 87 - PG : attitudes liées à la direction des opérations par le CASEC/ASEC

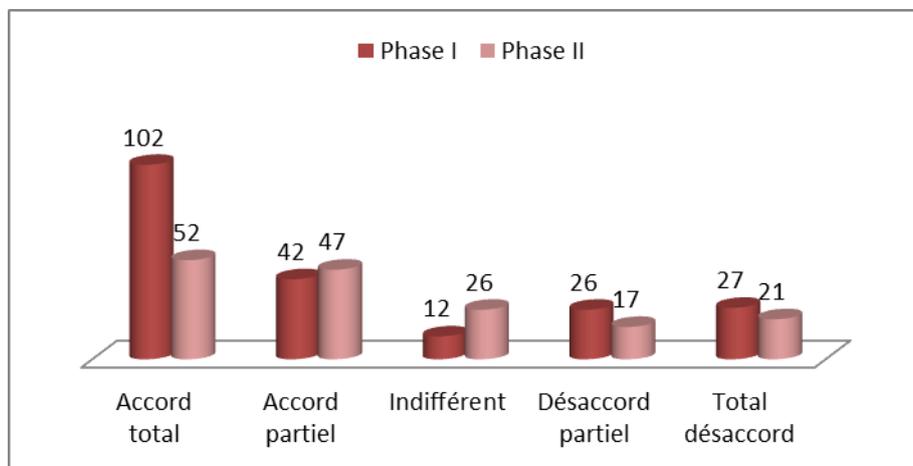


Figure 88 - GG : attitudes liées à la direction des opérations par le CASEC/ASEC

Une très grande majorité de répondants, toutes communes et milieux confondus, déclare toujours lors de la seconde phase d'enquête, que le **système d'alerte précoce mis en place par l'Etat** leur donne confiance (57% d' « Accord total » et 11% d' « Accord partiel » ; cf. figure 89).

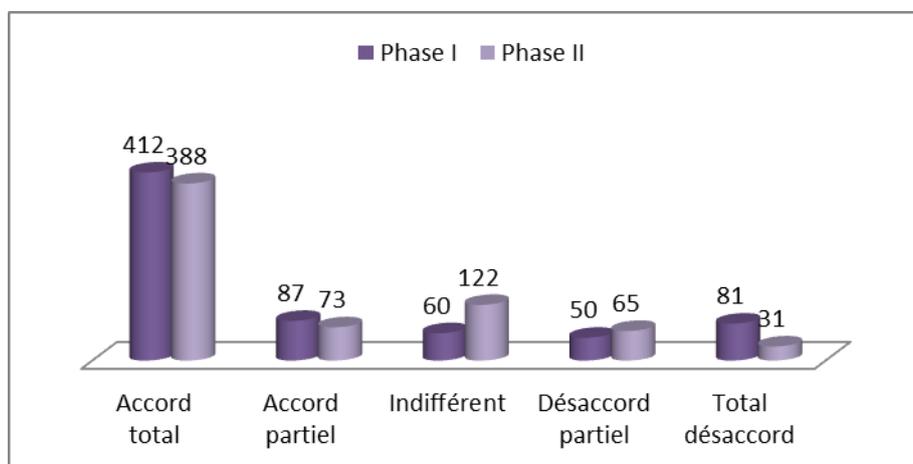


Figure 89 - Attitudes liées au système d'alerte de l'Etat, toutes zones confondues

Entre les deux phases d'enquête, on ne constate qu'une augmentation de la part de répondants se déclarant « Indifférent » à la proposition, notamment dans les communes de Petit et Grand Goâve :

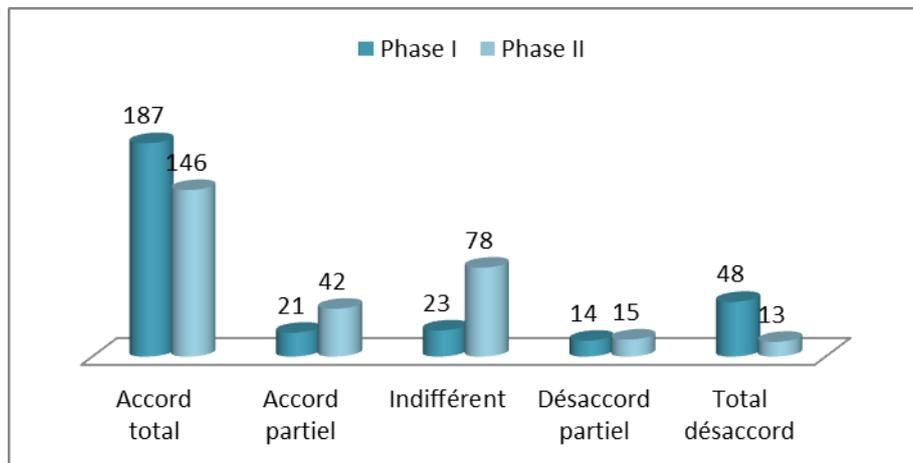


Figure 90 - PG : attitudes liées au système d'alerte de l'Etat

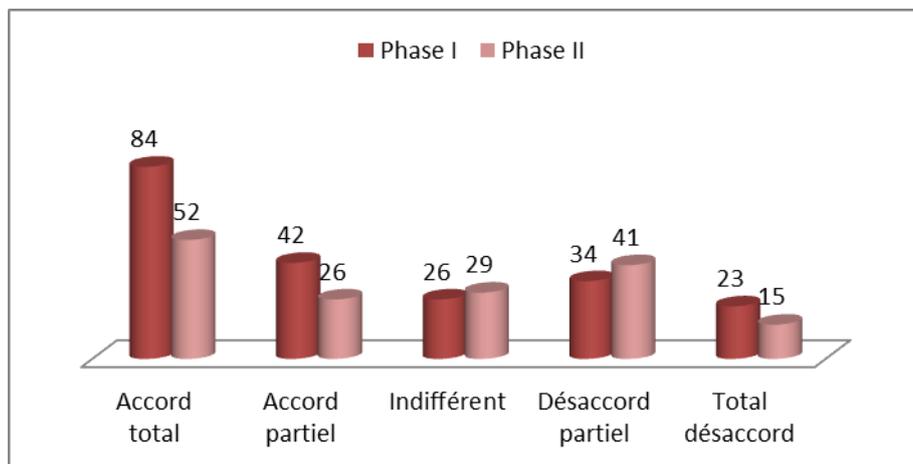


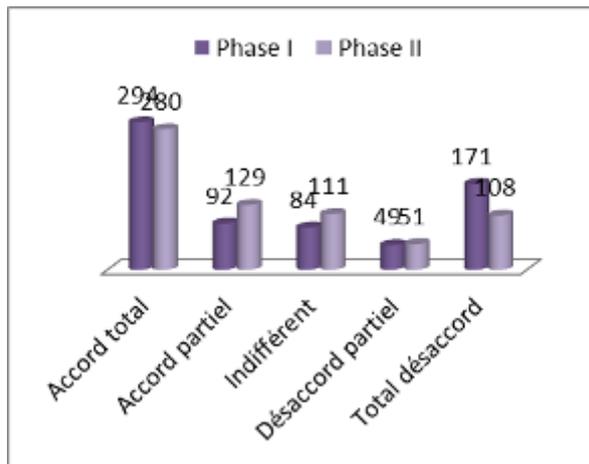
Figure 91 - GG : attitudes liées au système d'alerte de l'Etat

Une grande majorité de répondants, toutes communes et milieux confondus, déclare toujours que le **système d'alerte précoce mis en place par la communauté** leur donne confiance (cf. figure 92).

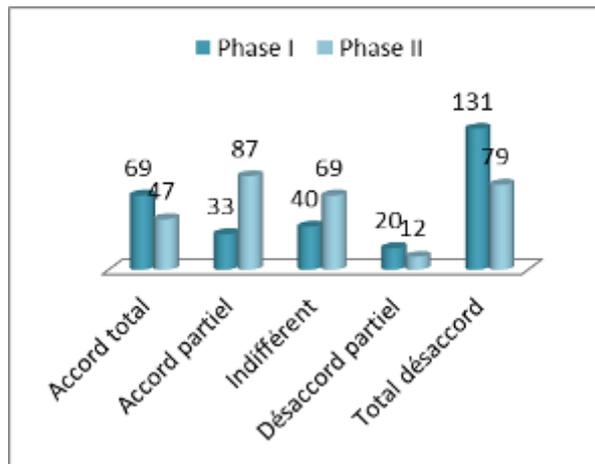
Entre les deux phases d'enquête, on constate toutefois une diminution modérée de la proportion de répondants se déclarant en total désaccord avec la proposition (« Le système d'alerte précoce traditionnel mis en place par la communauté me donne confiance. »).

Il existe également des divergences entre les communes et les milieux considérés : si en zone rurale une très nette majorité affirme avoir confiance en ce système, en zone urbaine la majorité est plus nuancée, et une importante proportion de répondants se déclare en totale désaccord avec la proposition faite.

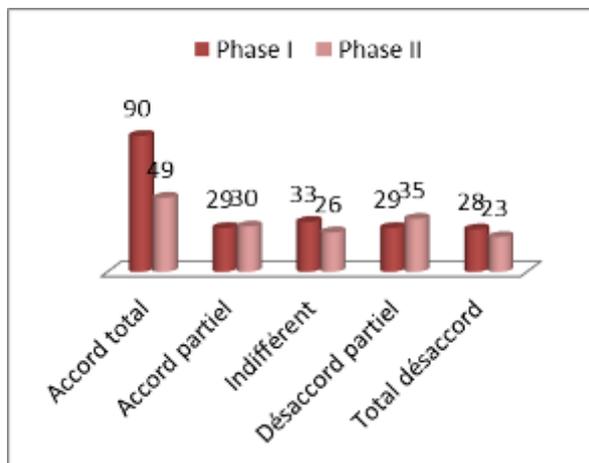
Figure 92 - Attitudes liées au système d'alerte de la communauté



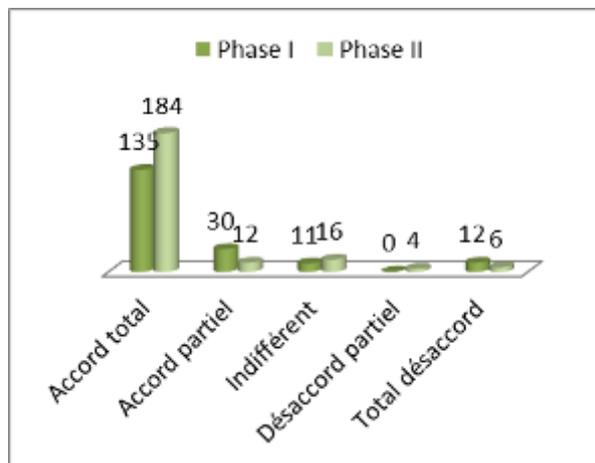
Ensemble des réponses



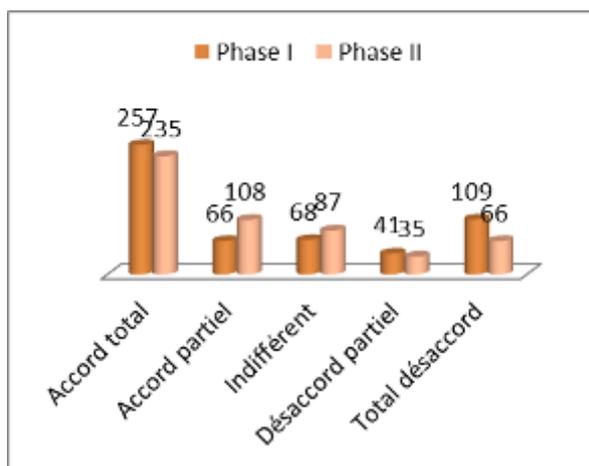
PG



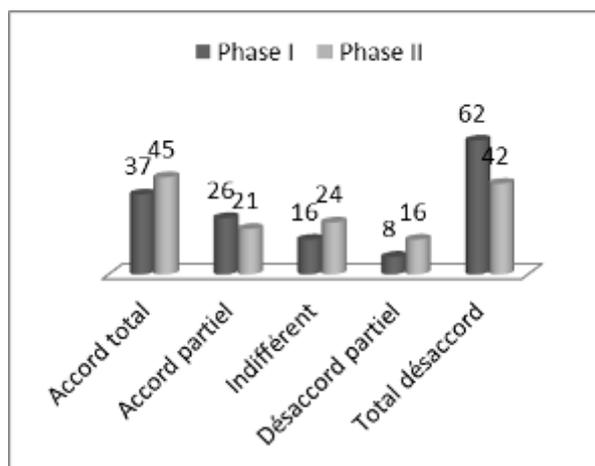
GG



Jacmel



Zone rurale



Zone urbaine

2.3.3 Attitudes vis-à-vis des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles

Toutes zones et milieux confondus, une très nette majorité de répondants déclare qu'**avoir un plan d'évacuation leur donne confiance en cas de catastrophe naturelle** (cf. figure 93).

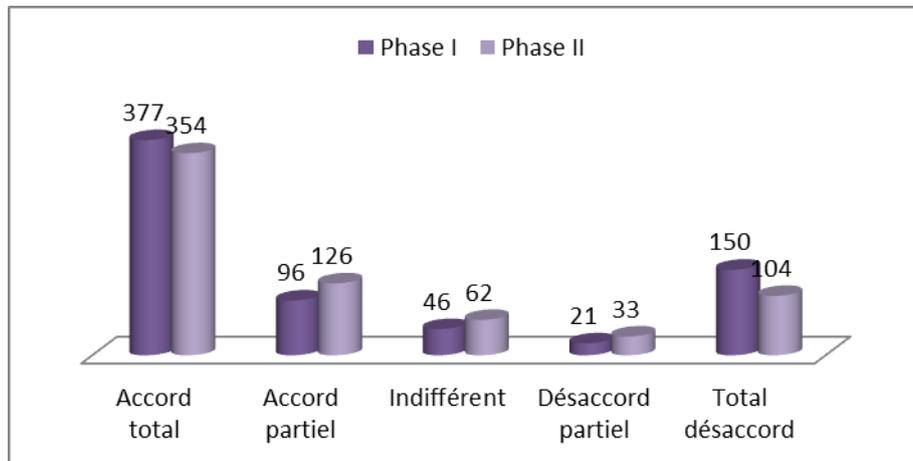


Figure 93 - Attitudes liées au plan d'évacuation, toutes zones confondues

Les réponses fournies ont évolué entre les deux phases d'enquête, notamment dans la commune de Petit Goâve, et plus généralement en zone urbaine, où la proportion de répondants se déclarant en total désaccord avec la proposition a nettement diminué, en faveur de la réponse « Accord total ».

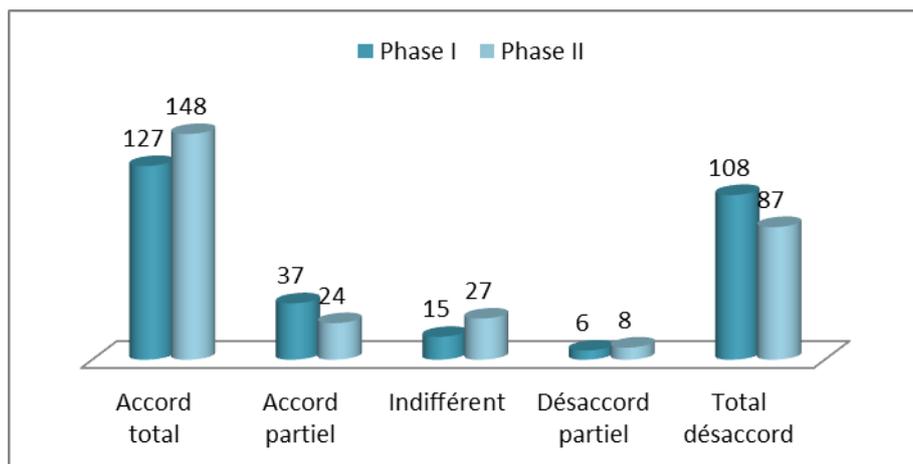


Figure 94 - PG : attitudes liées au plan d'évacuation

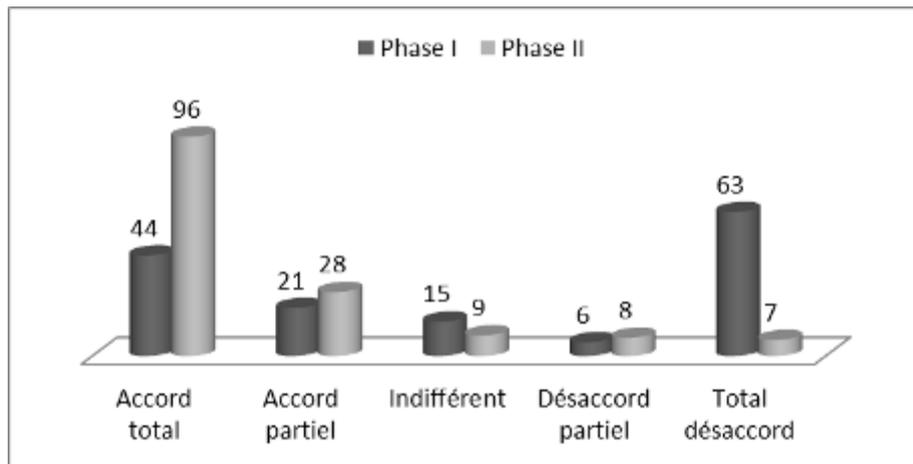


Figure 95 - Zone urbaine : attitudes liées au plan d'évacuation

Indépendamment de la commune et du milieu, une très nette majorité de répondants déclare toujours lors de la seconde phase d'enquête que **les opérations d'évacuation gérées par la Protection Civile leur donnent confiance.**

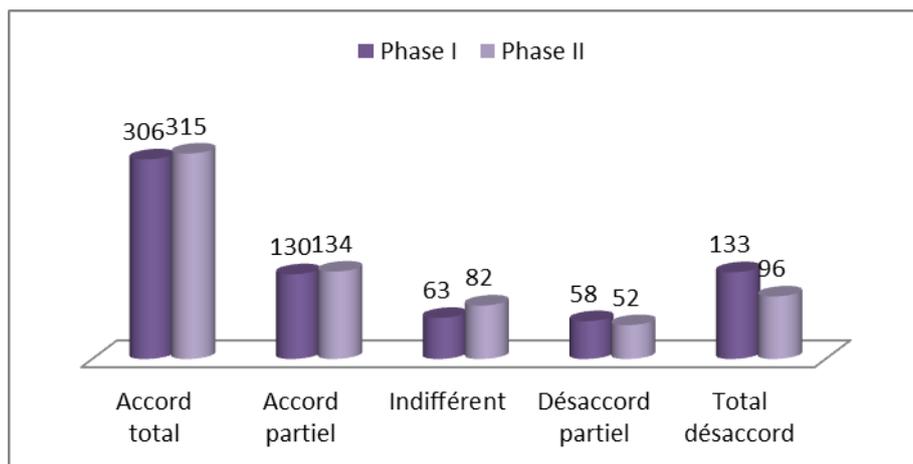


Figure 96 - Attitudes liées aux opérations d'évacuation gérées par la DPC, toutes zones confondues

Lors de la première phase, une majorité de répondants en zone urbaine, et une proportion assez élevée dans la commune de Petit Goève, se déclarait toutefois en total désaccord avec la proposition faite. On constate une nette évolution lors de la seconde phase d'enquête :

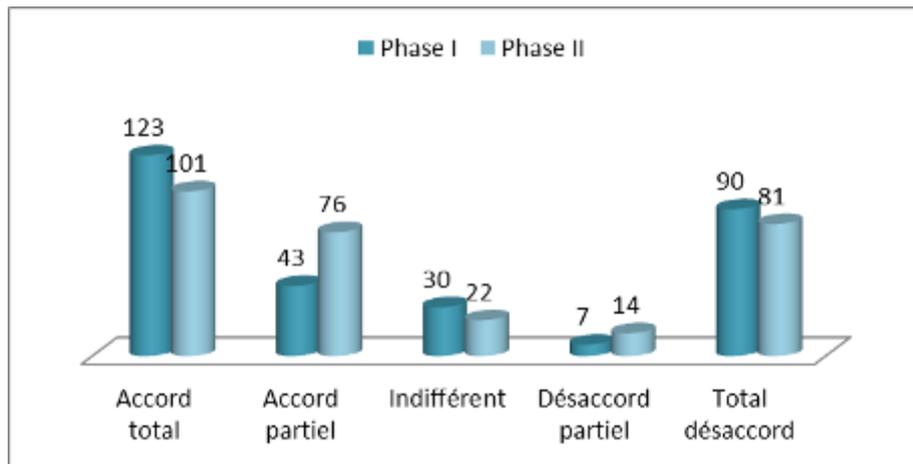


Figure 97 - PG : attitudes liées aux opérations d'évacuation gérées par la DPC

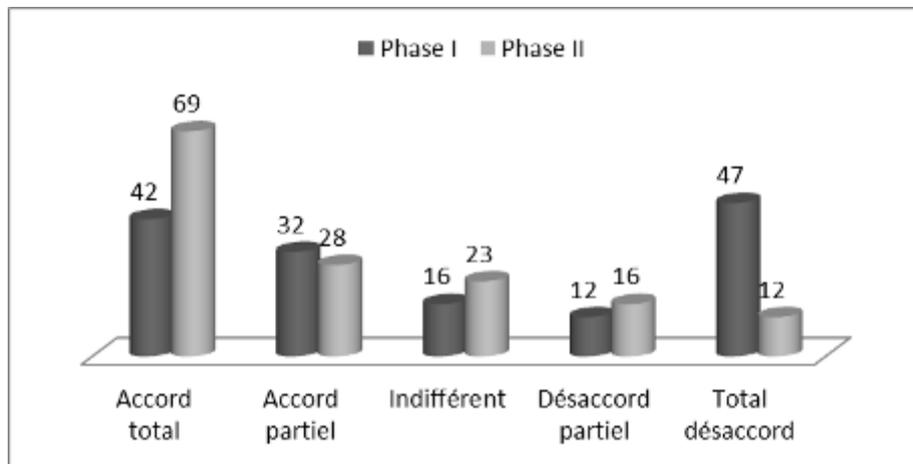
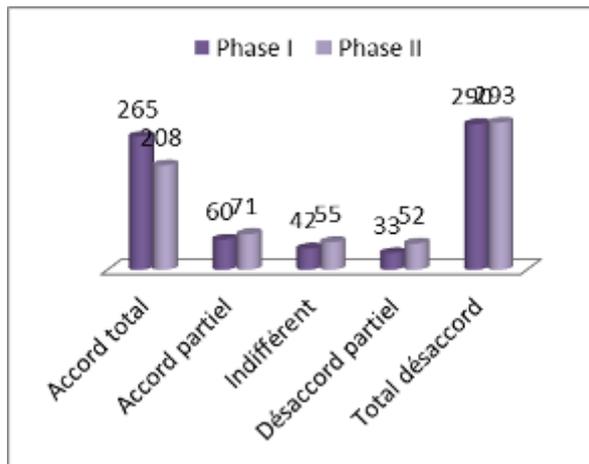


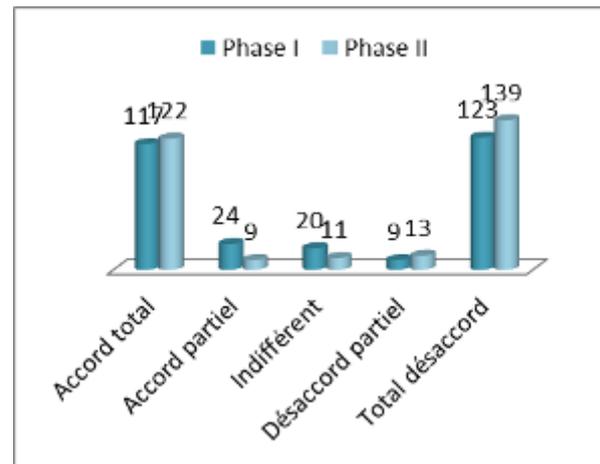
Figure 98 - Zone urbaine : attitudes liées aux opérations d'évacuation gérées par la DPC

Il existe d'importantes divergences entre les réponses fournies lors de chacune des deux phases d'enquête concernant la proposition suivante : « **Je n'aime pas évacuer lorsqu'il y a des avertissements dans ma commune/localité/habitation** ». Si lors de la première phase d'enquête une proportion élevée de répondants sont en accord total avec ladite proposition, indépendamment de la commune ou du milieu, et en particulier à Grand Goâve, lors de la seconde phase cette proportion tend à diminuer, en faveur d'une nette majorité de « Total désaccord » (cf. figure 99).

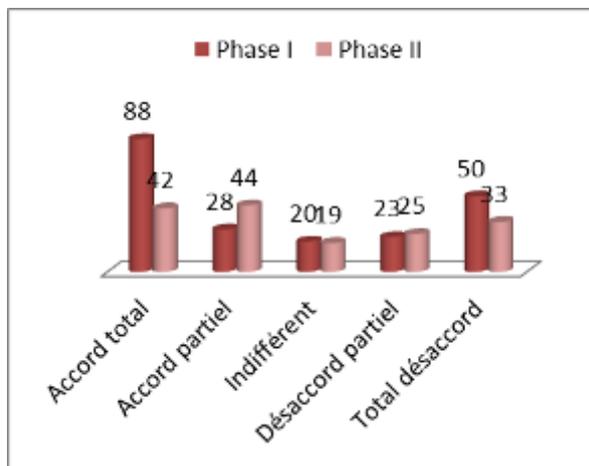
Figure 99 - Attitudes liées aux évacuations



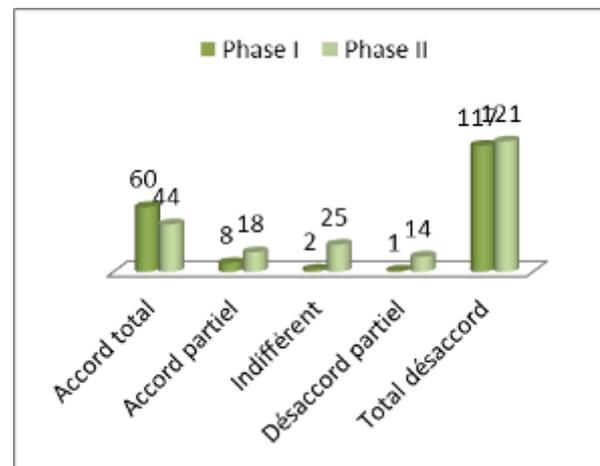
Ensemble des réponses



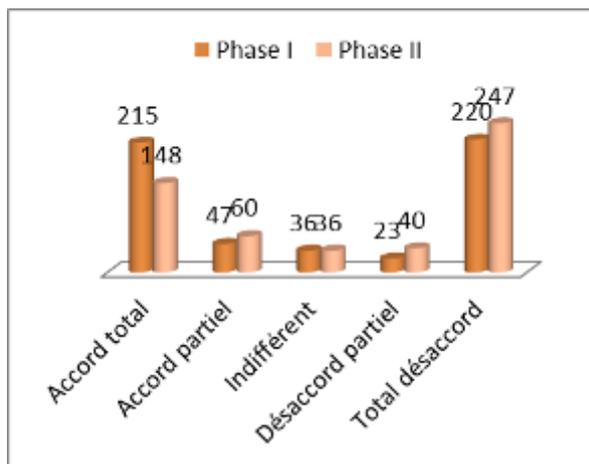
PG



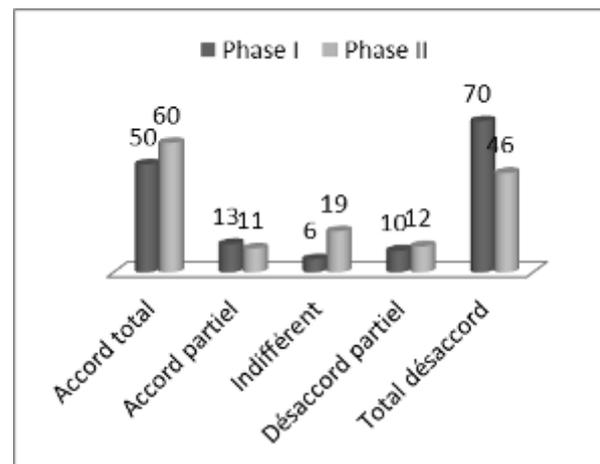
GG



Jacmel



Zone rurale



Zone urbaine

Si l'on considère l'ensemble des communes et milieu interrogés, une grande majorité de répondants déclare qu'**avoir un système d'alerte précoce les tranquillise face aux menaces** (44% d' « Accord total » et 22% d' « Accord partiel » ; cf. figure 100).

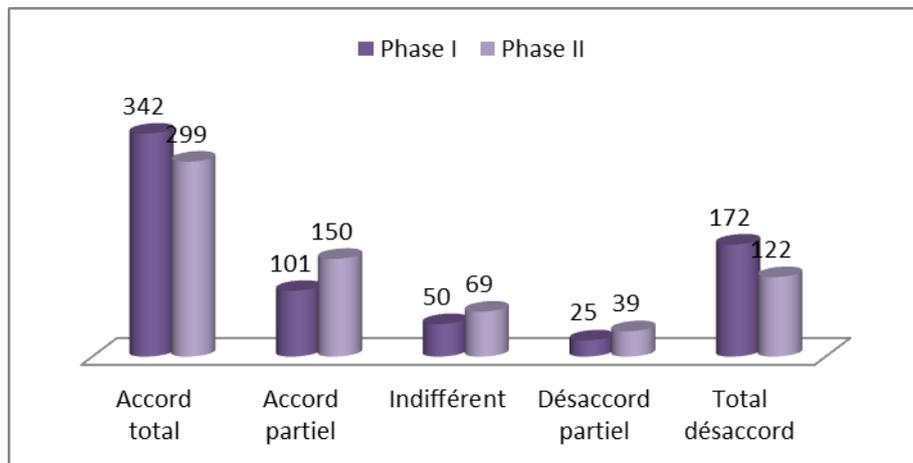


Figure 100 - Attitudes liées au système d'alerte, toutes zones confondues

La commune de Petit Goâve est toujours l'unique zone dans laquelle cette tendance générale n'est pas respectée, et où une majorité de répondants se déclare en total désaccord avec la proposition ; on constate néanmoins que si l'on cumule les réponses « Accord total » et « Accord partiel », une très nette majorité se prononce alors en faveur du système d'alerte précoce :

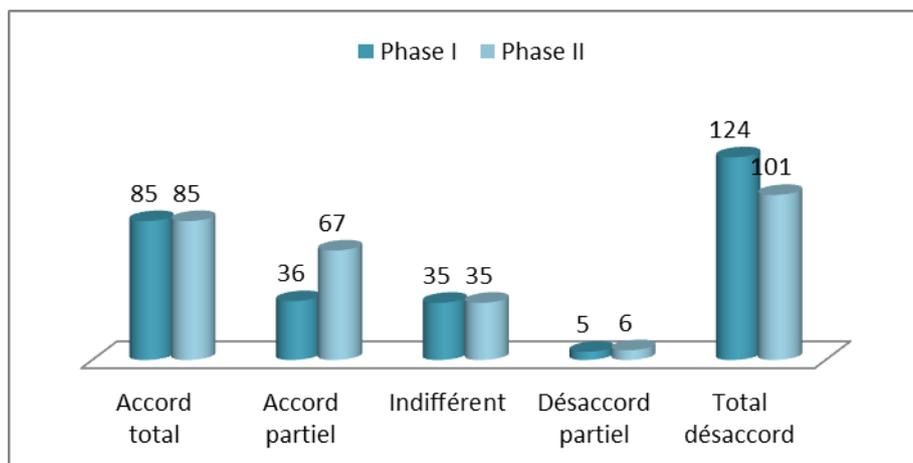


Figure 101 - PG : attitudes liées au système d'alerte

Si l'on considère l'ensemble des réponses obtenues, une très nette majorité de répondants désapprouve la proposition suivante : « **Les simulacres et simulations d'évacuation en cas de catastrophes naturelles sont une perte de temps.** ».

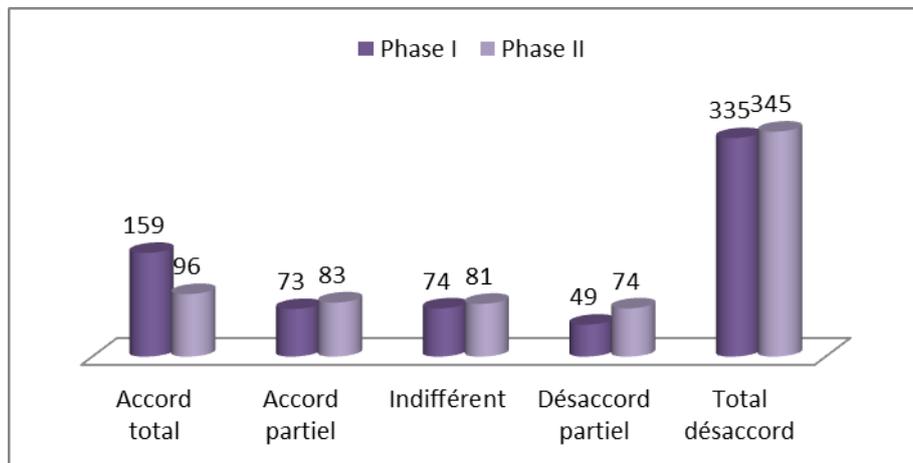


Figure 102 - Attitudes liées aux simulacres et simulations (toutes zones confondues)

Comme lors de la première phase d'enquête, seuls les répondants de la commune de Grand Goâve sont majoritairement en accord avec ladite proposition. On constate néanmoins une diminution de cette proportion entre les deux phases :

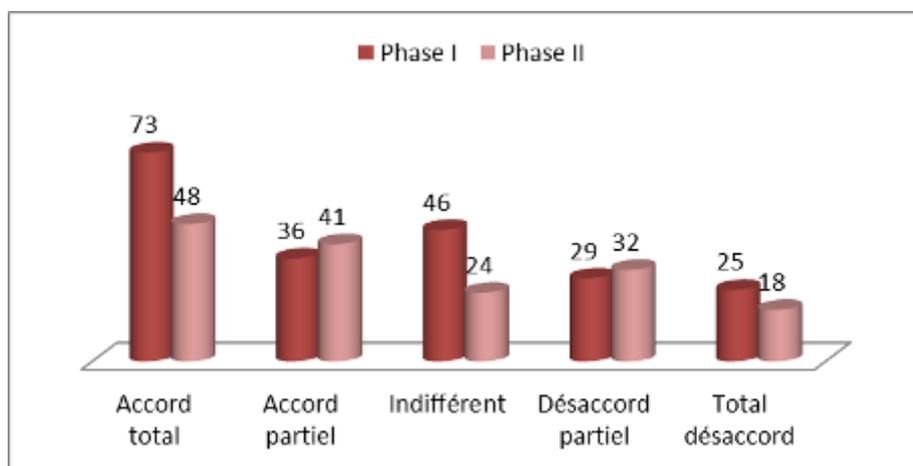
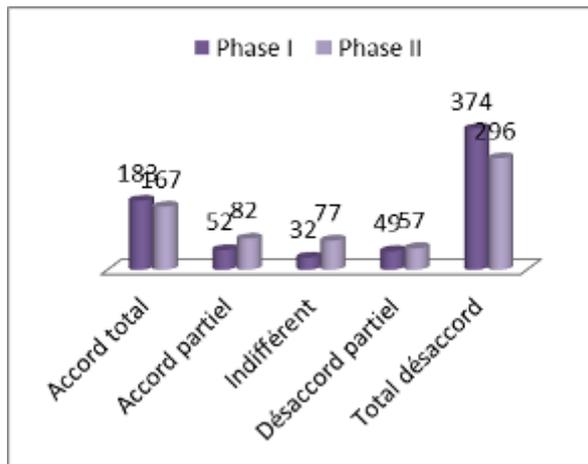


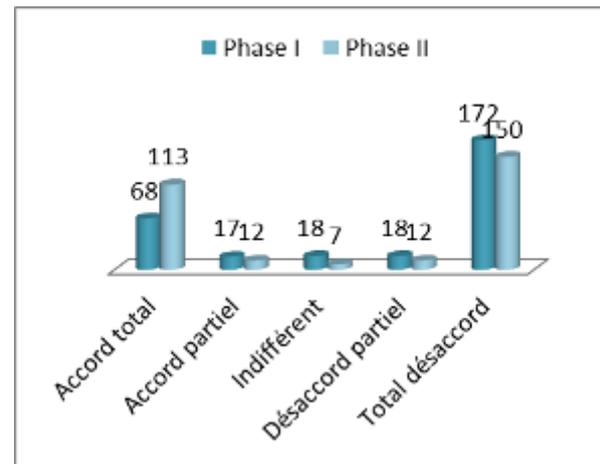
Figure 103 - GG : attitudes liées aux simulacres et simulations

De même, alors qu'une grande majorité de répondants des communes de Petit Goâve et Jacmel, ainsi qu'en zone rurale et urbaine, désapprouve toujours la proposition suivante : « **Je ne tiens pas à faire ou à participer à des plans d'urgence, car rien ne se passe.** », les répondant de Grand Goâve font encore exception car une majorité d'entre eux approuve ladite proposition (cf. figure 104)

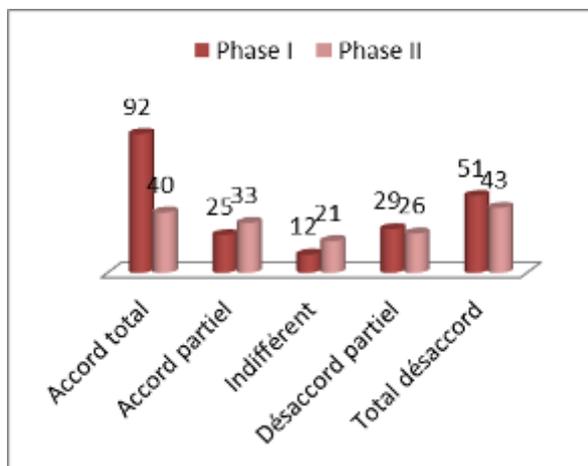
Figure 104 - Attitudes liées aux plans d'urgence



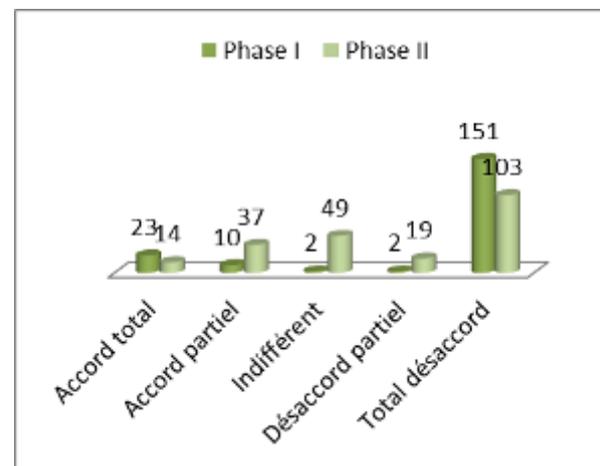
Ensemble des réponses



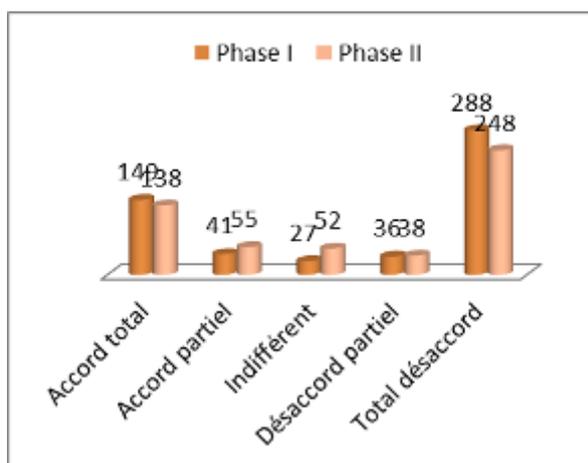
PG



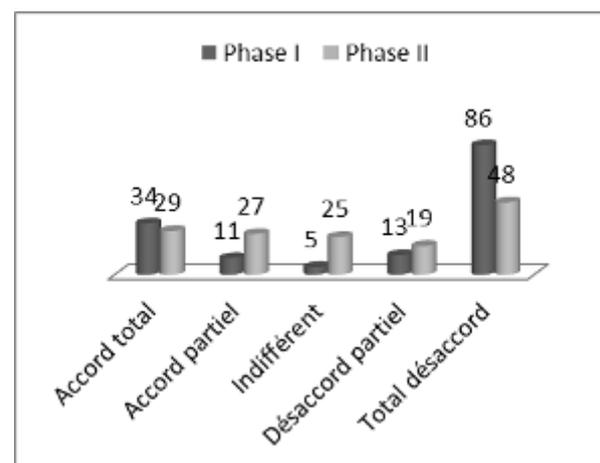
GG



Jacmel



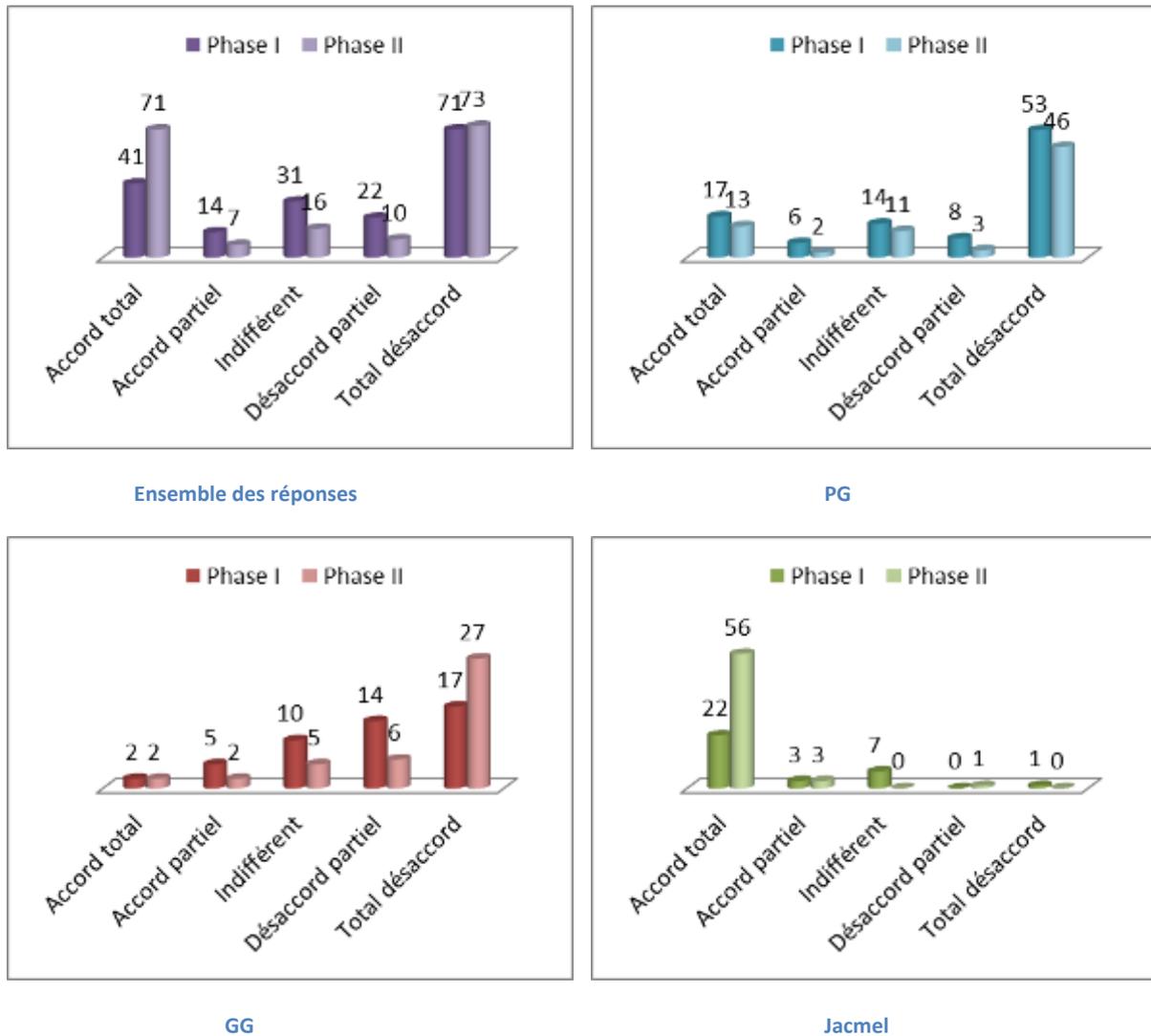
Zone rurale

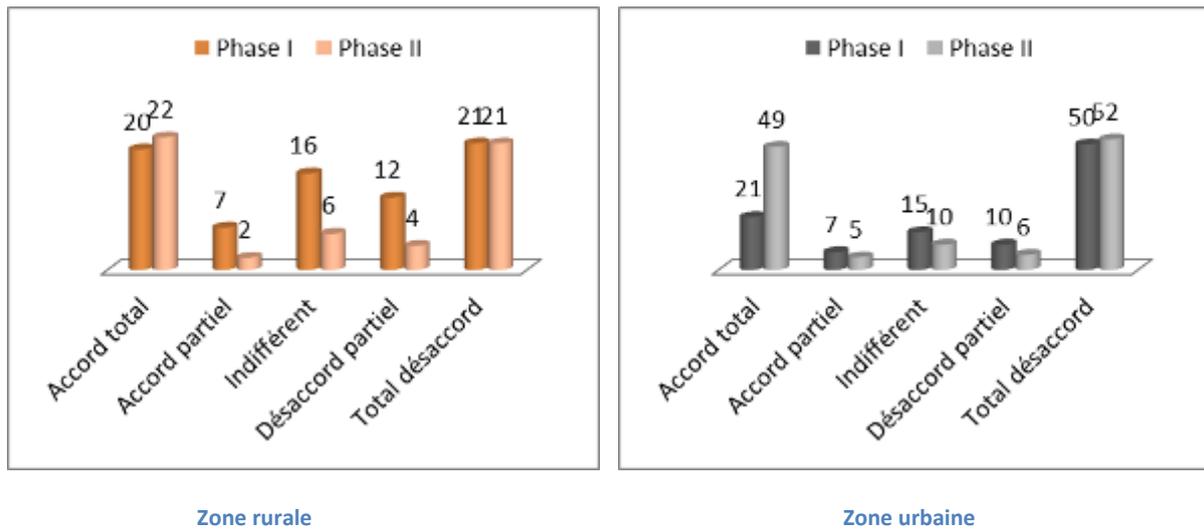


Zone urbaine

S'agissant de la possibilité de **prévenir les communautés qu'un tsunami peut atteindre les côtes d'Haiti à travers un système d'alerte**, on ne constate pas d'évolution majeure entre les deux phases d'enquête : alors qu'une majorité de répondants des communes de Petit et Grand Goâve estime que ce n'est pas possible, les habitants de Jacmel estiment en majorité le contraire. On constate cependant une augmentation du nombre de répondants estimant qu'il est effectivement possible de prévenir les communautés de l'arrivée d'un tsunami via un système d'alerte à Jacmel et en zone urbaine plus généralement.

Figure 105 - Attitudes liées à la prévention des tsunamis





2.3.4 Attitudes quant aux media de communication pour la gestion des risques de catastrophes naturelles

Les réponses obtenues lors des deux phases d'enquête concernant la proposition suivante : « **Les informations par Radio/TV sont moins fiables que celles de ma communauté.** » n'ont que très peu évolué. 48% des répondants, indépendamment de la commune ou du milieu, se déclarent toujours en total désaccord avec ladite proposition, et estiment donc que les informations données à la radio ou à la télévision sont tout aussi, voire plus fiables que celles de leur communauté. Ils ne sont plus que 20% à estimer le contraire (contre 24% lors de la première phase).

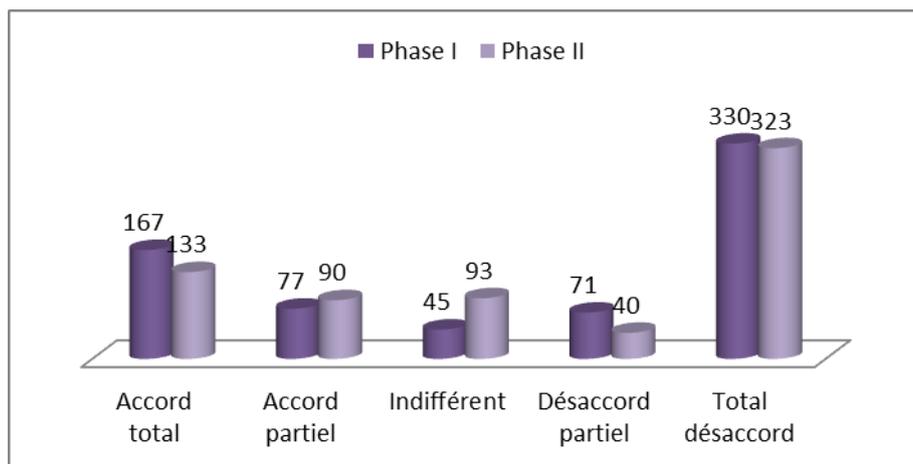


Figure 106 - Attitudes liées à la fiabilité des informations de la radio et de la télévision (toutes zones confondues)

On ne constate également pas d'évolution concernant la **confiance attribuée aux messages diffusés à la radio sur les menaces de catastrophes naturelles** entre les

deux phases d'enquête : une très grande majorité de répondants, toutes communes et zones confondues, déclare toujours faire confiance à ces messages (67% d' « Accord total » et 13% d' « Accord partiel »).

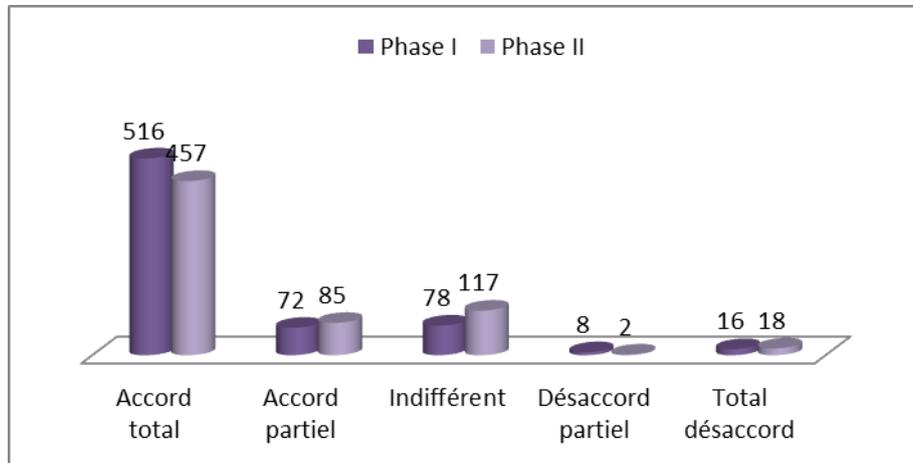
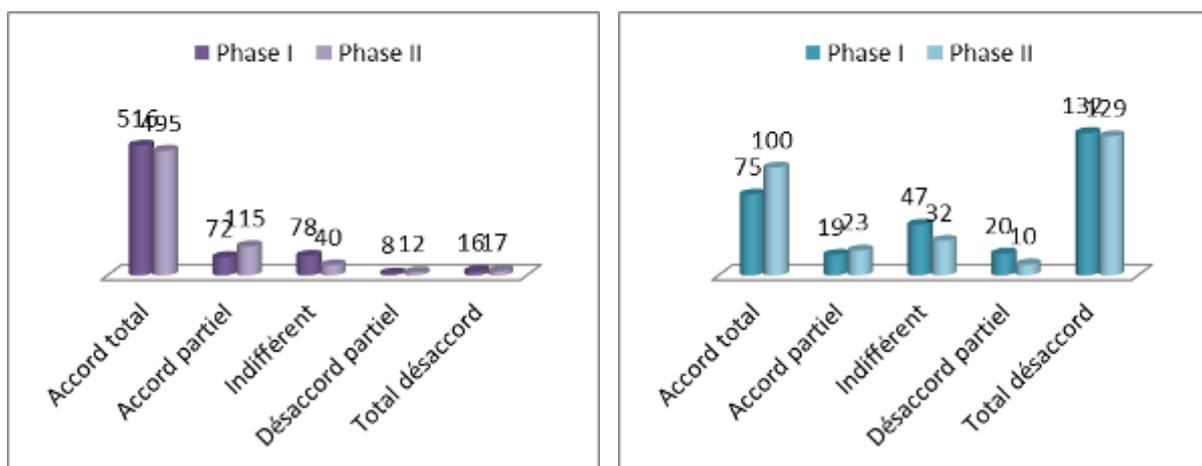


Figure 107 – Attitudes liées quant à la fiabilité des messages diffusés à la radio (toutes zones confondues)

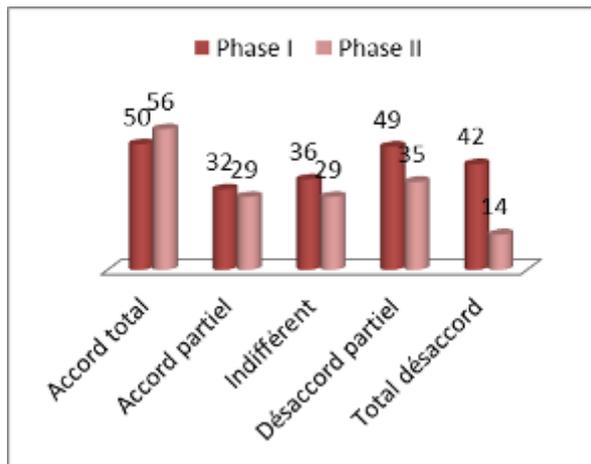
Une majorité de répondants estime toujours qu'un **message d'alerte provenant d'une autorité religieuse n'est pas plus sérieux qu'un message provenant de la radio/DPC/CASEC/ASEC** dans la commune de Petit Goâve, mais aussi de Jacmel, et d'une façon générale en zone rurale. Dans la commune de Grand Goâve et plus généralement en zone urbaine, la majorité des répondants estime au contraire qu'un message provenant d'une autorité religieuse est plus sérieux qu'un message provenant de la radio/DPC/CASEC/ASEC.

Figure 108 -

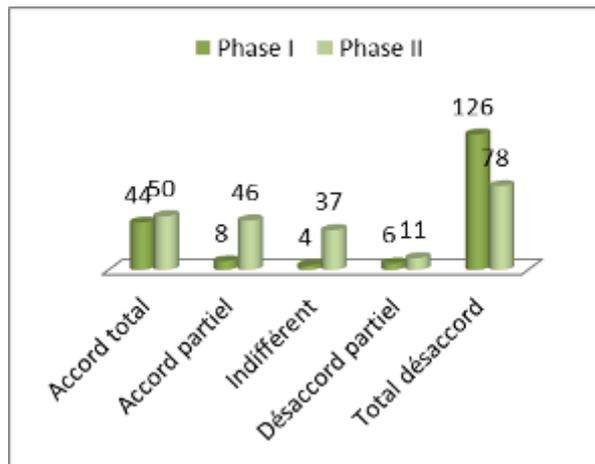


Ensemble des réponses

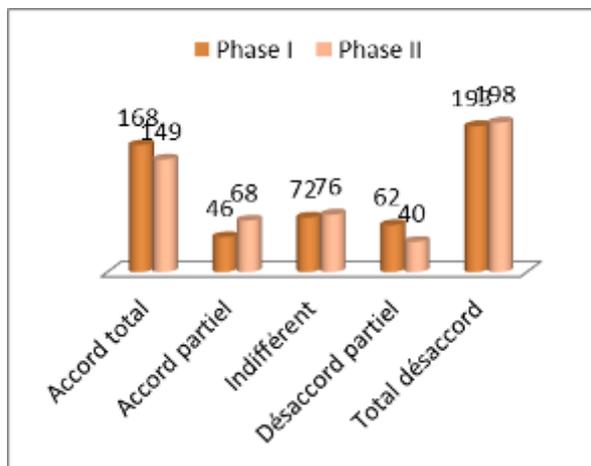
PG



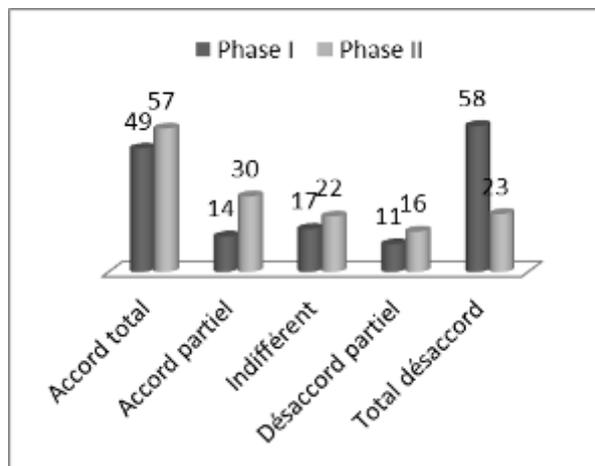
GG



Jacmel



Zone rurale



Zone urbaine

2.4 Pratiques

Les données ont peu varié entre les deux phases en réponse à la question « **Qui dirige l'évacuation dans la communauté** », les quatre principaux acteurs cités, toutes communes et zones confondues, sont : les CASECS/ASECS/la mairie (26%), les comités d'évacuation (21%), les chefs de ménage (21%) et la DPC/CRH (21%).

Tableau comparatif des réponses obtenues lors des deux phases comme acteur dirigeant l'évacuation dans la communauté (première réponse donnée) :

	Première phase	Deuxième phase
Petit Goâve (cf. figure 110)	La DPC/CRH	La DPC/CRH
Grand Goâve (cf. figure 111)	Le chef de ménage	Comité d'évacuation

Jacmel (cf. figure 112)	La DPC/CRH	Les CASEC/ASEC/Mairie
Zone rurale (cf. figure 113)	Le chef de ménage	Les CASEC/ASEC/Mairie
Zone urbaine (cf. figure 114)	La DPC/CRH	Comité d'évacuation

On constate néanmoins entre les deux phases, une nette augmentation de répondants ayant cité les comités d'évacuation.

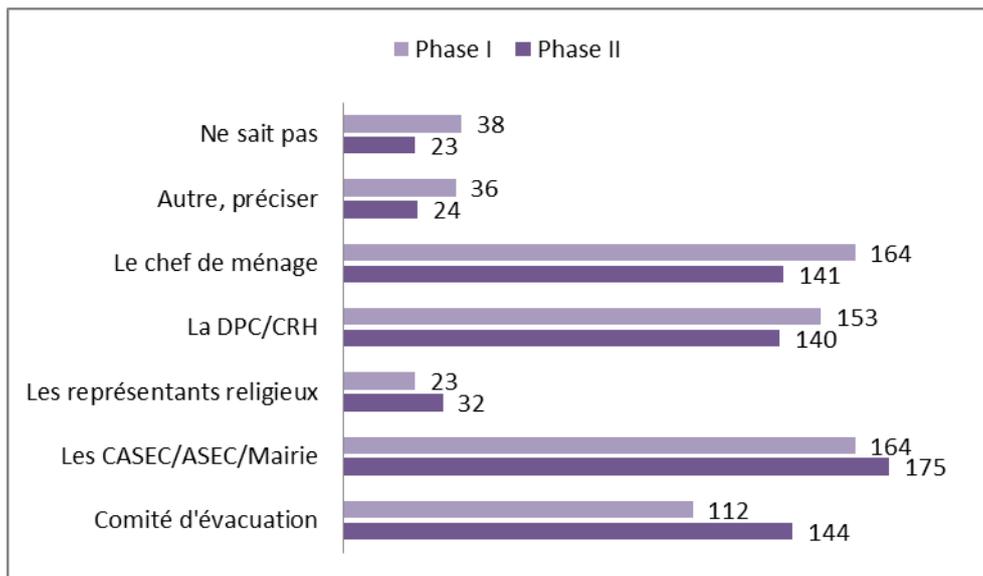


Figure 109 - Dirigeant de l'évacuation (toutes zones confondues)

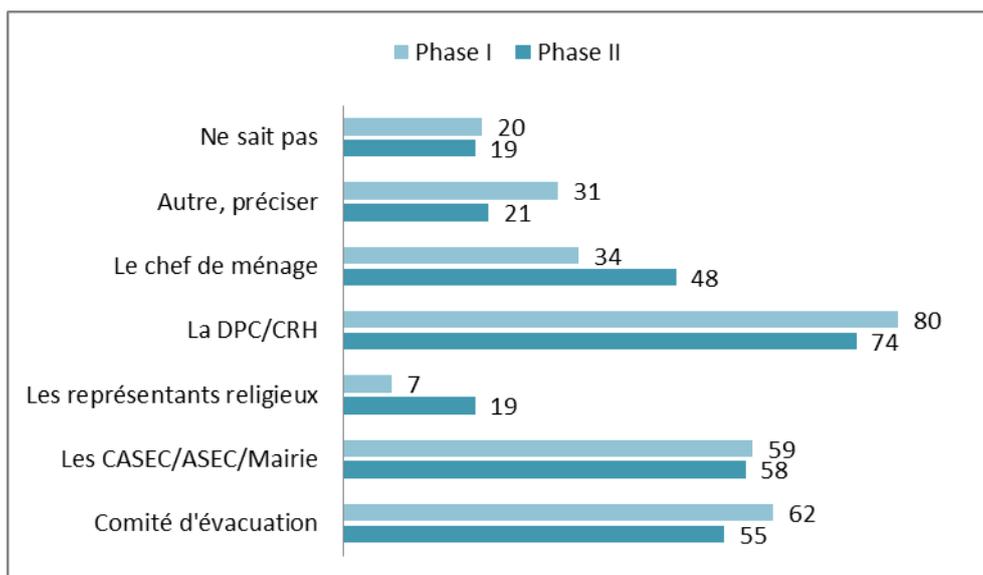


Figure 110 - PG : dirigeant de l'évacuation

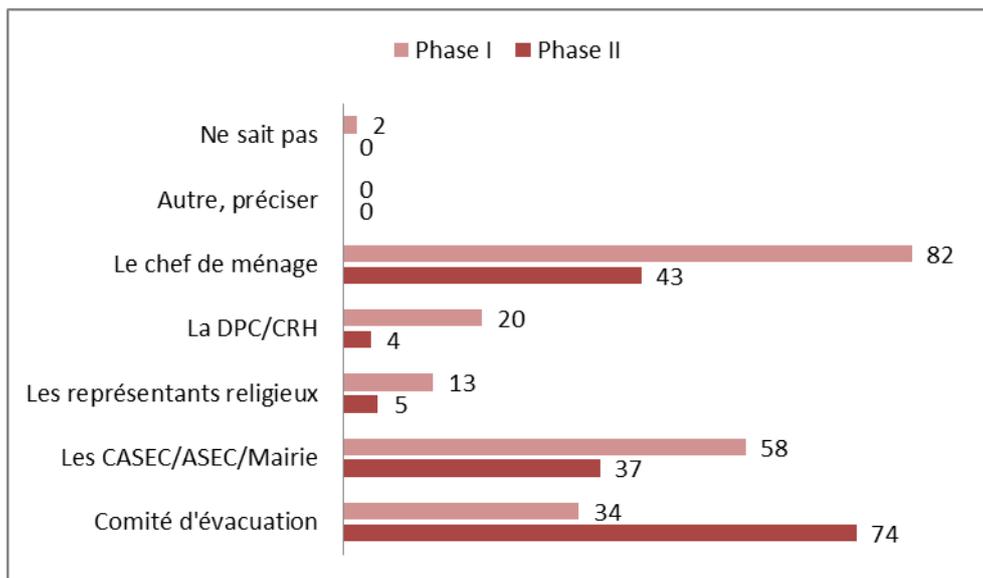


Figure 111 - GG : dirigeant de l'évacuation

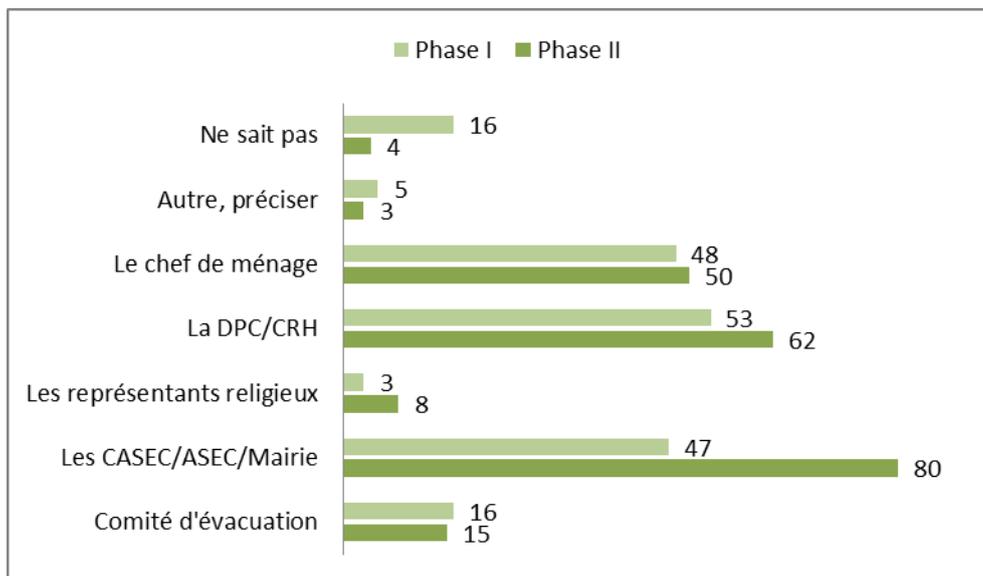


Figure 112 - Jacmel : dirigeant de l'évacuation

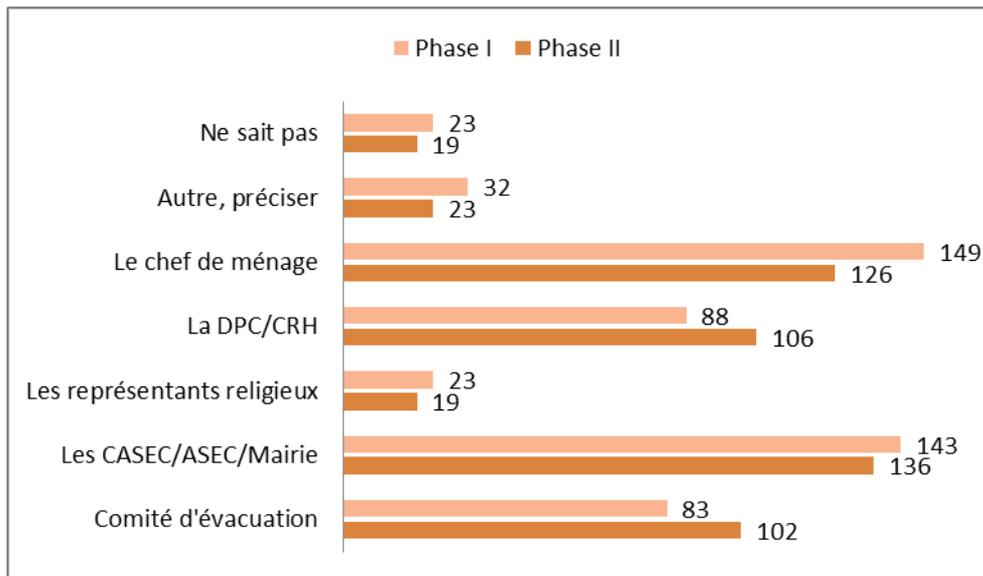


Figure 113 - Zone rurale : dirigeant de l'évacuation

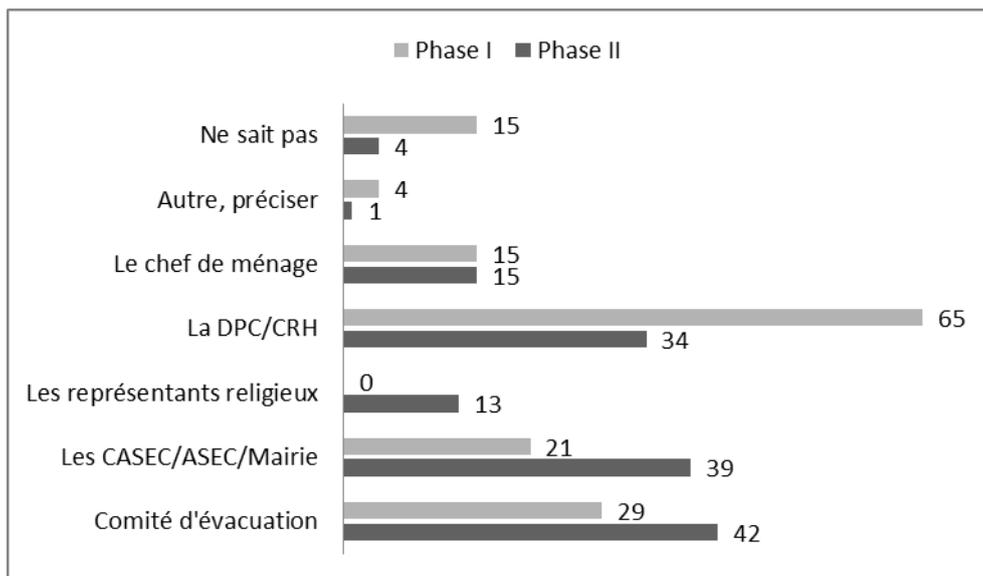


Figure 114 - Zone urbaine : dirigeant de l'évacuation

Peu d'évolution en revanche dans les réponses fournies concernant les actions des répondants à la suite de l'impact de la dernière catastrophe naturelle (cf. figure 115). Si lors de la première phase 49% du total de répondants déclaraient n'avoir rien fait, ils sont 42% lors de la seconde phase. On constate seulement une progression de la réponse « S'est rendu dans les zones de sécurité préétablies » (21% lors de la seconde phase), bien qu'il n'y ait pas eu de nouvelle catastrophe naturelle entre les deux phases d'enquête.

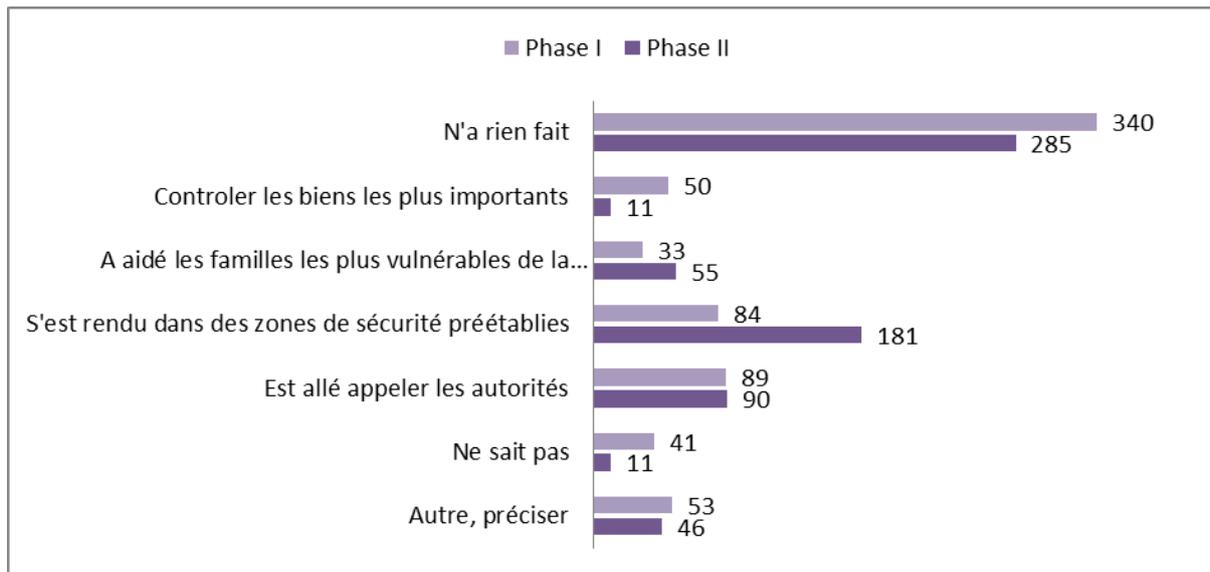


Figure 115 - Action suite à la dernière catastrophe, toutes zones confondues

Le principal acteur cité comme dirigeant l'évacuation dans la famille lors de la seconde phase est toujours le père (43% des réponses). Entre les deux phases, on constate surtout une augmentation du nombre de répondants ayant cité « Tout le monde » et « Les personnes les plus âgées ».

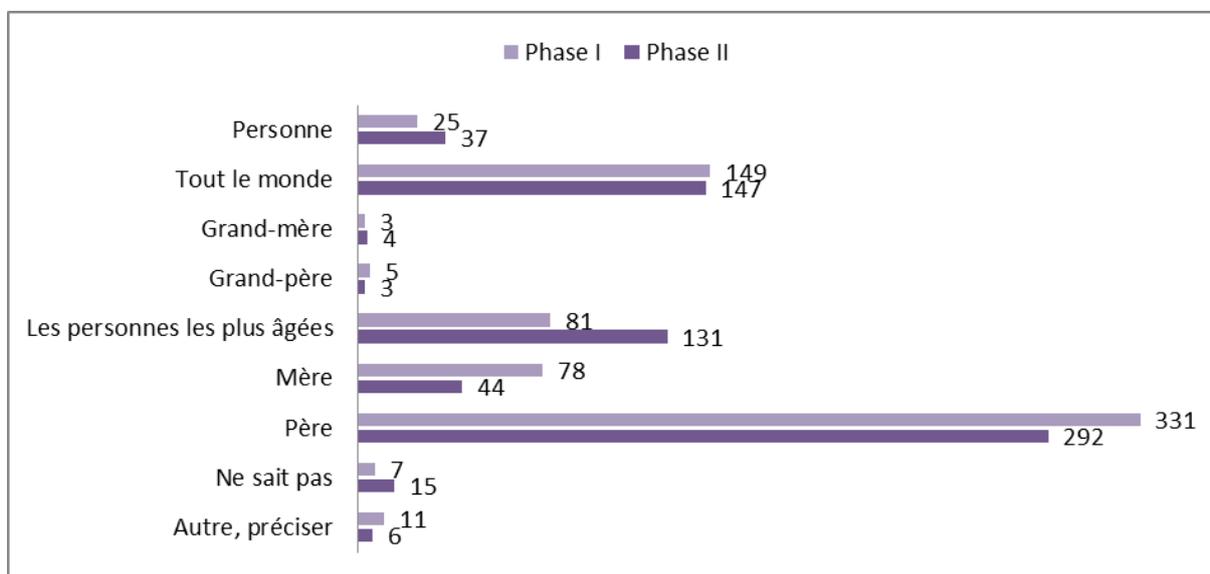


Figure 116 - Direction de l'évacuation dans la famille (toutes zones confondues)

19% des répondants de la deuxième phase d'enquête estiment que les **droits des femmes** sont hautement respectés lors de la préparation aux urgences, 24% moyennement (même pourcentage lors de la première phase) et 31% faiblement (contre 36% lors de la première phase ; cf. figure 117). On constate également une nette diminution du nombre de répondants déclarant que les droits de la femme ne sont nullement respectés (10% seulement de répondants).

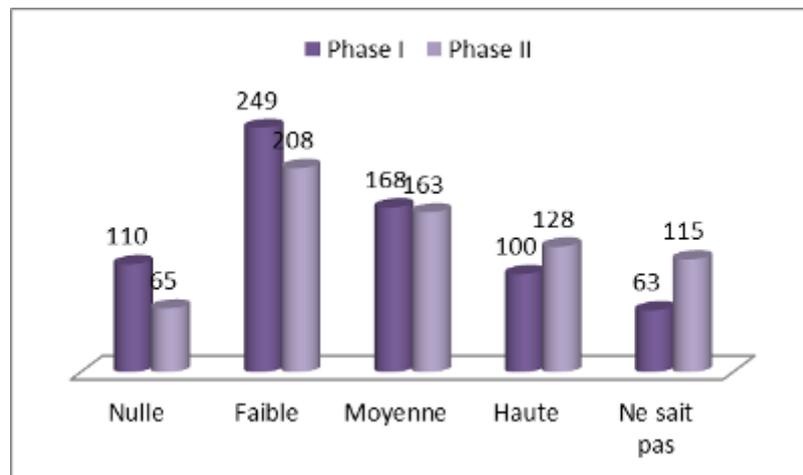


Figure 117 - Respect des droits des femmes dans la préparation aux urgences

Indépendamment de la commune ou de la zone, une très grande majorité de répondants s'accordent à dire que la **participation des femmes à la préparation aux urgences** est importante (23%), voire très importante (23% ; cf. figure 118).

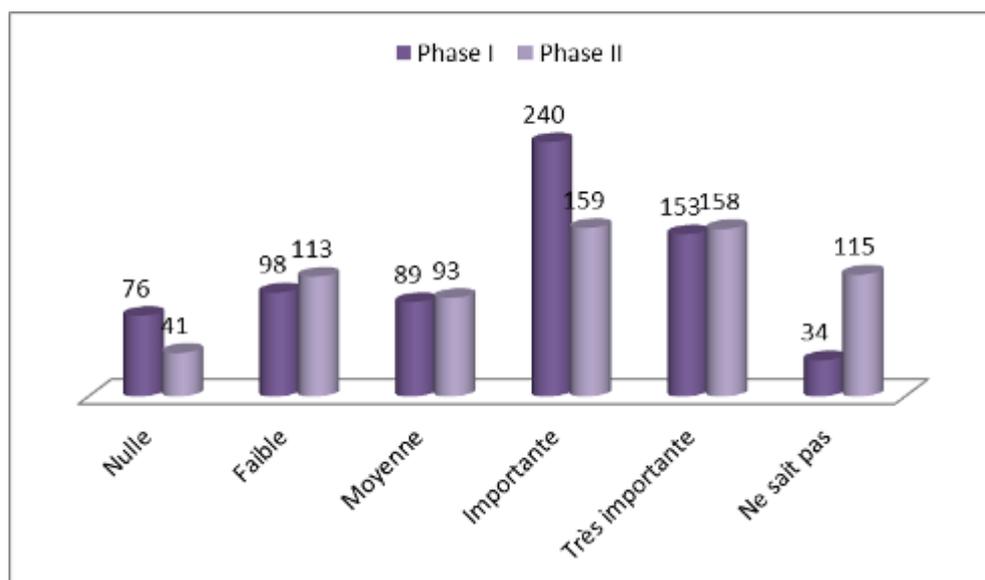


Figure 118 - Participation des femmes à la préparation aux urgences, toutes zones confondues

45% des répondants déclarent que ce sont les hommes qui prennent **les devants en cas d'évacuation** (contre 60% lors de la première phase d'enquête) et 48% d'entre eux affirment que les deux sexes prennent désormais les devants (cf. figure 119).

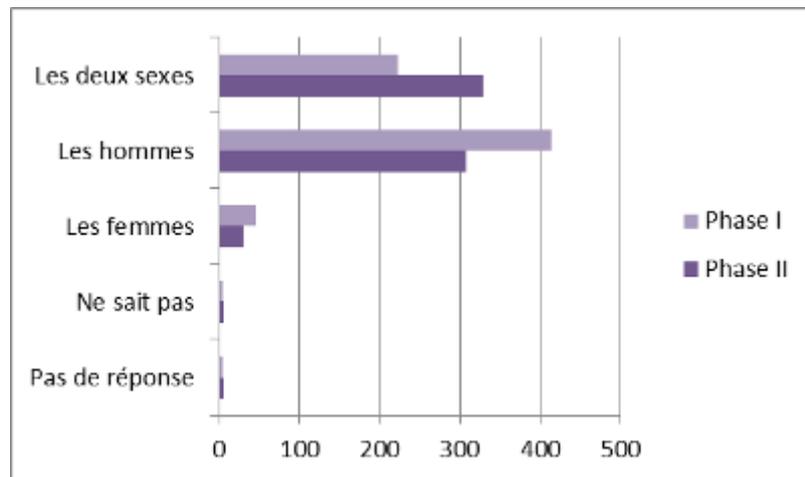


Figure 119 - Sexe des dirigeants de l'évacuation, toutes zones confondues

On constate peu d'évolution en revanche concernant les réponses fournies entre les deux phases d'enquête quant à la **considération des besoins des femmes et des enfants par l'aide humanitaire d'urgence** (cf. figure 120) : 46% des répondants estiment qu'ils sont peu pris en compte (contre 40% lors de la première phase), 23% qu'ils ne sont pas du tout pris en compte (contre 24% lors de la première phase) et 20% qu'ils sont « beaucoup » considérés (contre 22% lors de la première phase).

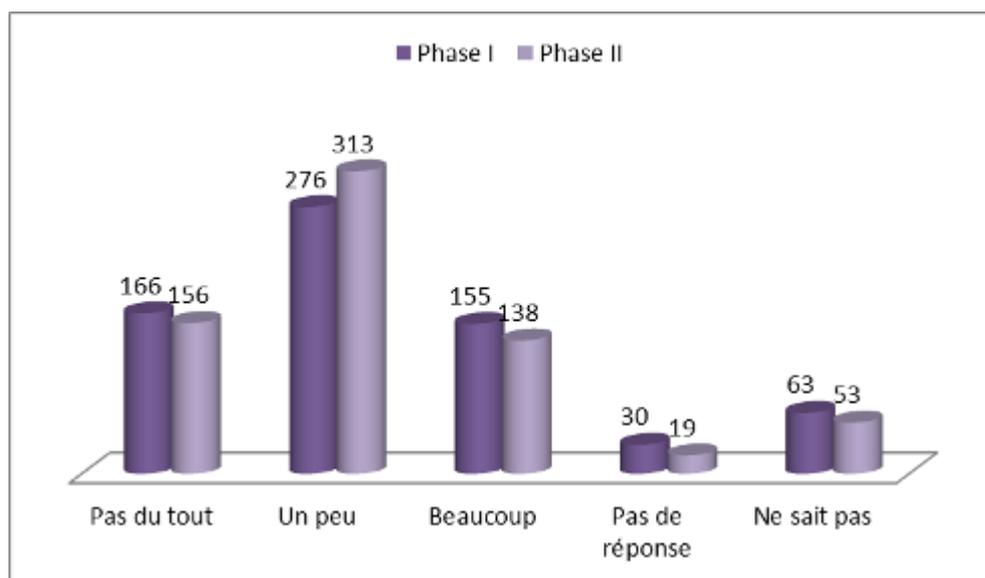


Figure 120 - Prise en compte des besoins des femmes et des enfants par l'aide humanitaire lors de l'urgence (toutes zones confondues)

Une majorité de répondants (environ 53%, contre 57% lors de la première phase) déclare toujours que les **femmes participent à la formulation des plans d'urgence/d'évacuation**, contre 32% qui déclarent le contraire (même pourcentage que lors de la première phase ; cf. figure 121).

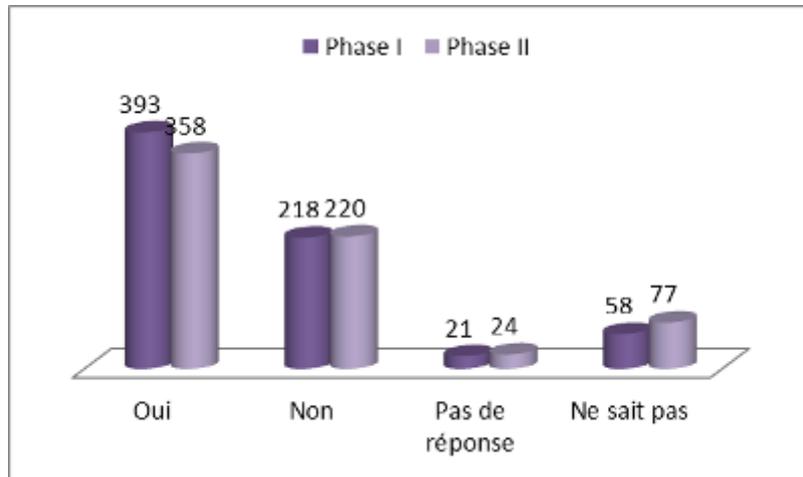


Figure 121 - Participation des femmes à la formulation des plans d'urgence et d'évacuation (toutes zones confondues)

Pas de divergence majeure à constater entre les deux phases concernant **la réception par la communauté des messages d'alerte** : une très nette majorité estime toujours que toute la communauté les reçoit (73% contre 81% lors de la première phase ; cf. figure 122).

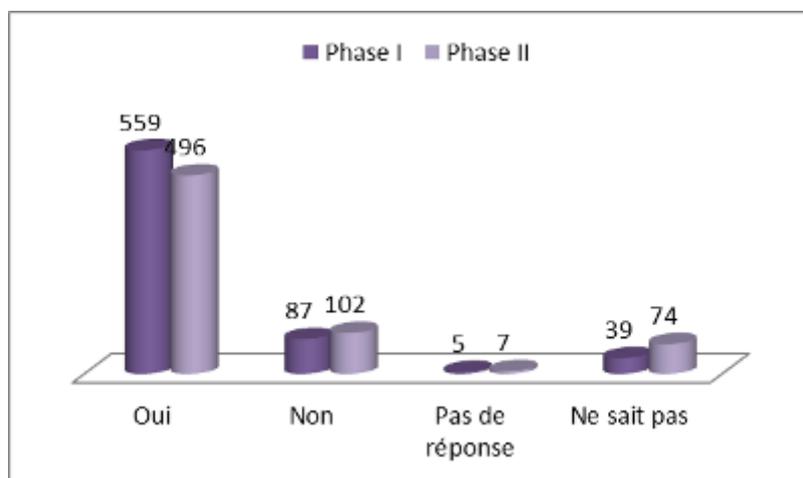


Figure 122 - Réception des messages d'alerte dans la communauté, toutes zones confondues

De même, 89% des répondants de la deuxième phase d'enquête déclarent **éviter des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles** (contre 94% lors de la première phase ; cf. figure 123).

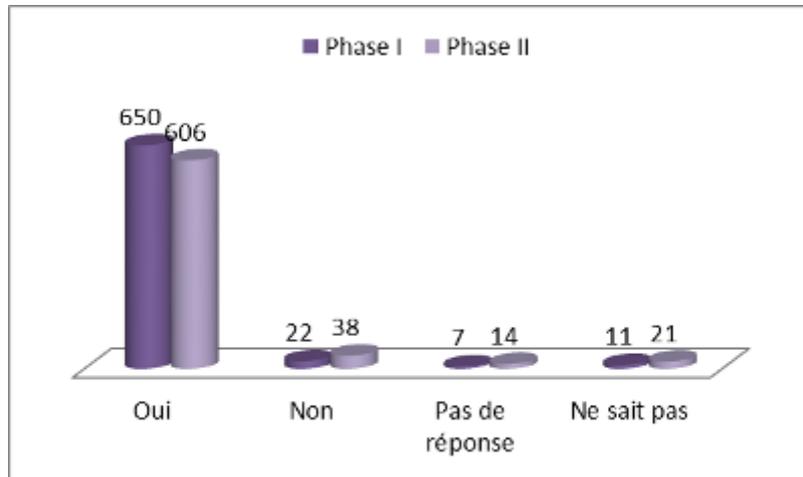


Figure 123 - Eviter des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles, toutes zones confondues

Comme lors de la première phase d'enquête, les résultats sont plus disparates selon la commune/le milieu, concernant les **actions qu'entreprennent les répondants afin de limiter les dommages des catastrophes naturelles dans le futur**.

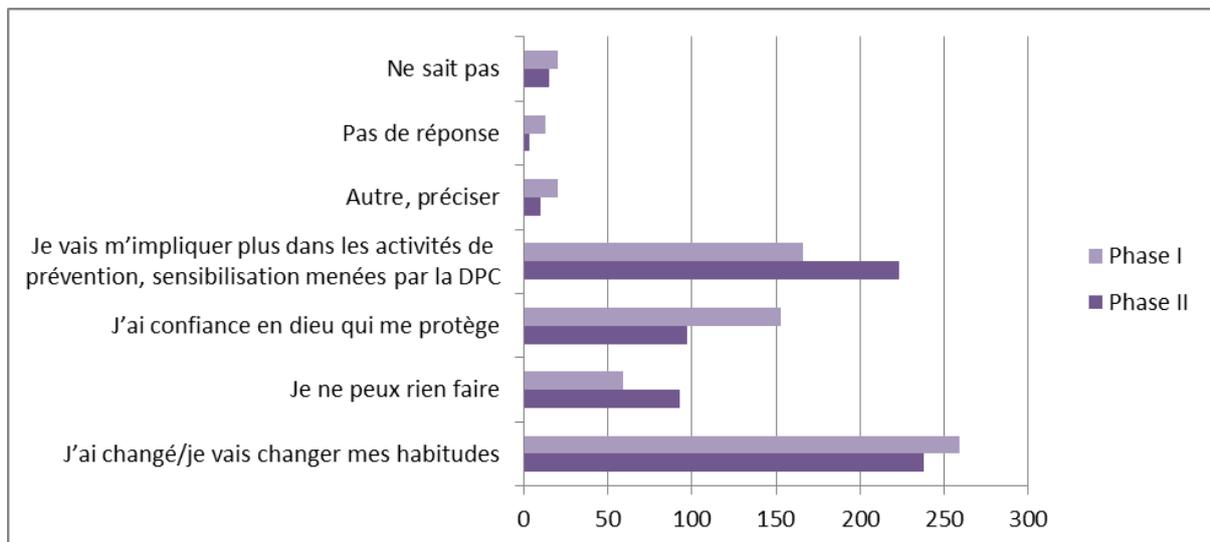


Figure 124 - Actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles, toutes zones confondues

A Petit Goâve et en milieu rural en général, une majorité de répondants déclare avoir changé ou vouloir changer ses habitudes (cf. figures 125 et 128). A Grand Goâve, Jacmel, et en milieu urbain, la majorité affirme s'impliquer plus dans les activités de prévention, sensibilisation de la Protection civile (cf. figures 126, 127 et 129).

Tableau comparatif des réponses obtenues lors des deux phases comme action que les répondants effectuent afin de limiter les dommages des catastrophes naturelles (première réponse donnée) :

	Première phase	Deuxième phase
Petit Goâve (cf. figure 125)	J'ai changé mes habitudes	J'ai changé mes habitudes
Grand Goâve (cf. figure 126)	J'ai changé mes habitudes	Je vais m'impliquer plus dans les activités de la DPC
Jacmel (cf. figure 127)	Je vais m'impliquer plus dans les activités de la DPC	Je vais m'impliquer plus dans les activités de la DPC
Zone rurale (cf. figure 128)	J'ai changé mes habitudes	J'ai changé mes habitudes
Zone urbaine (cf. figure 129)	J'ai changé mes habitudes	Je vais m'impliquer plus dans les activités de la DPC

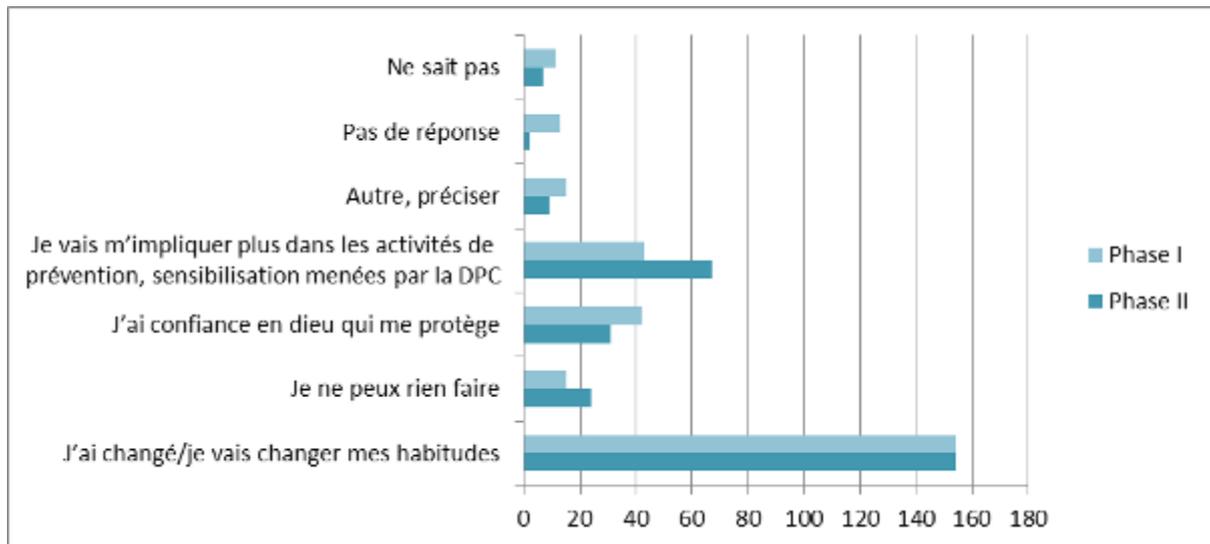


Figure 125 - PG: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

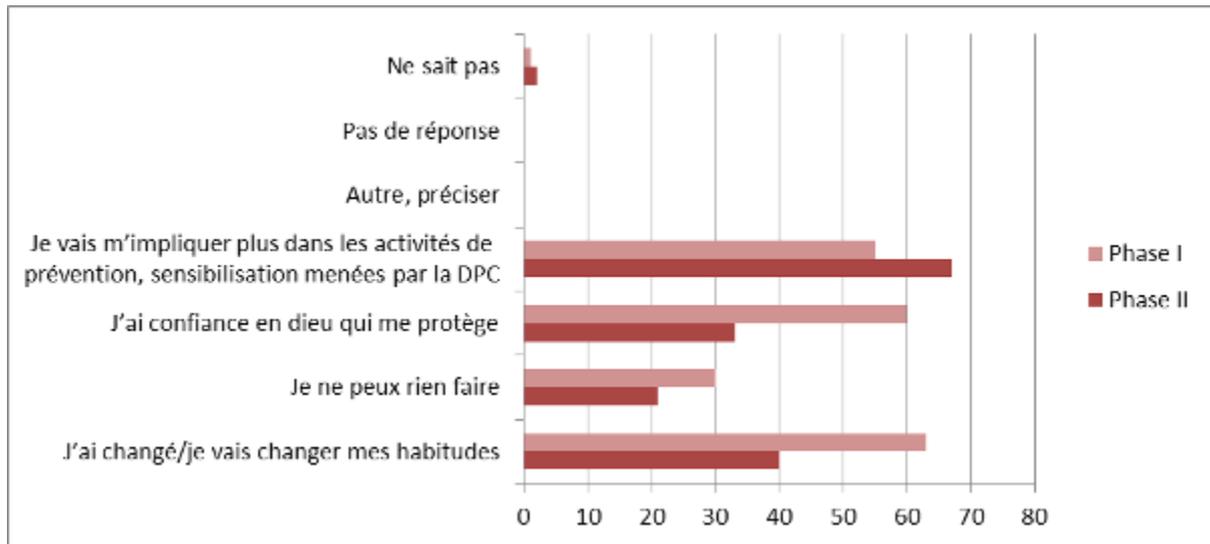


Figure 126 - GG: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

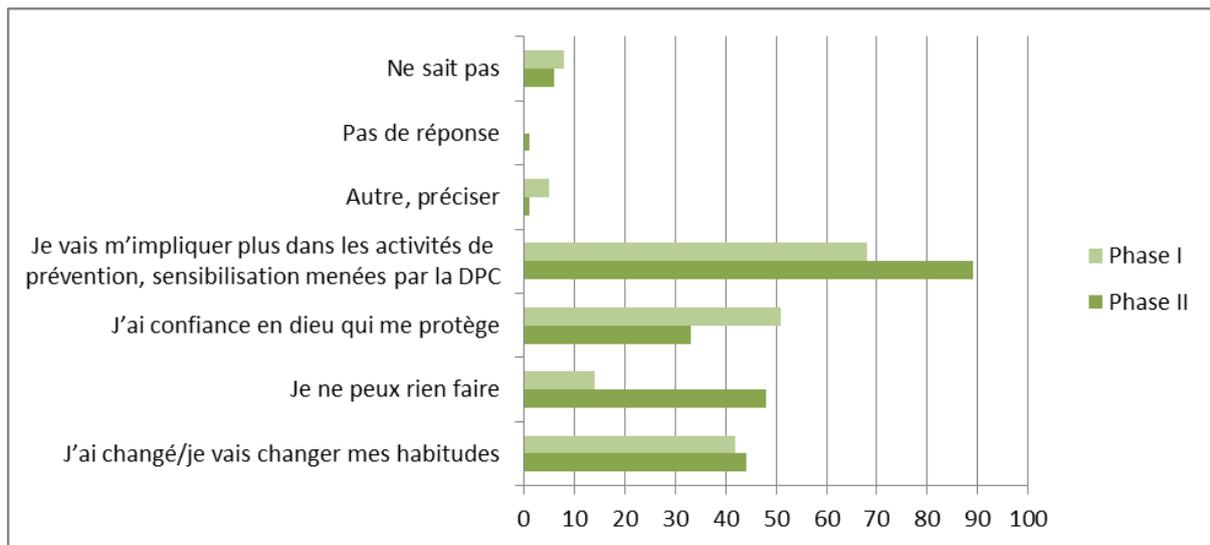


Figure 127 - Jacmel: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

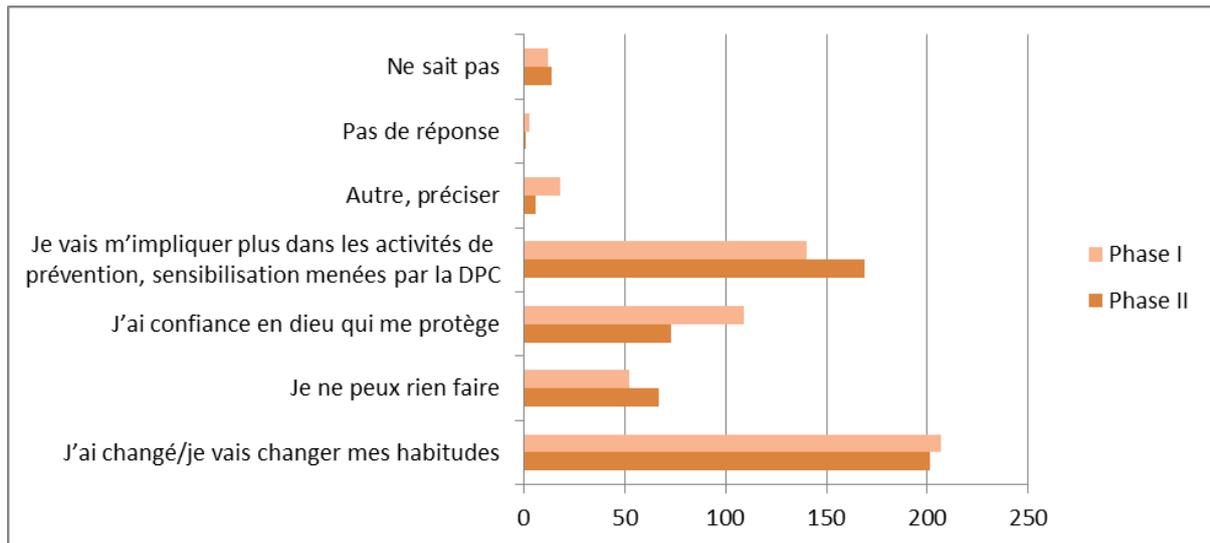


Figure 128 - Zone rurale: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

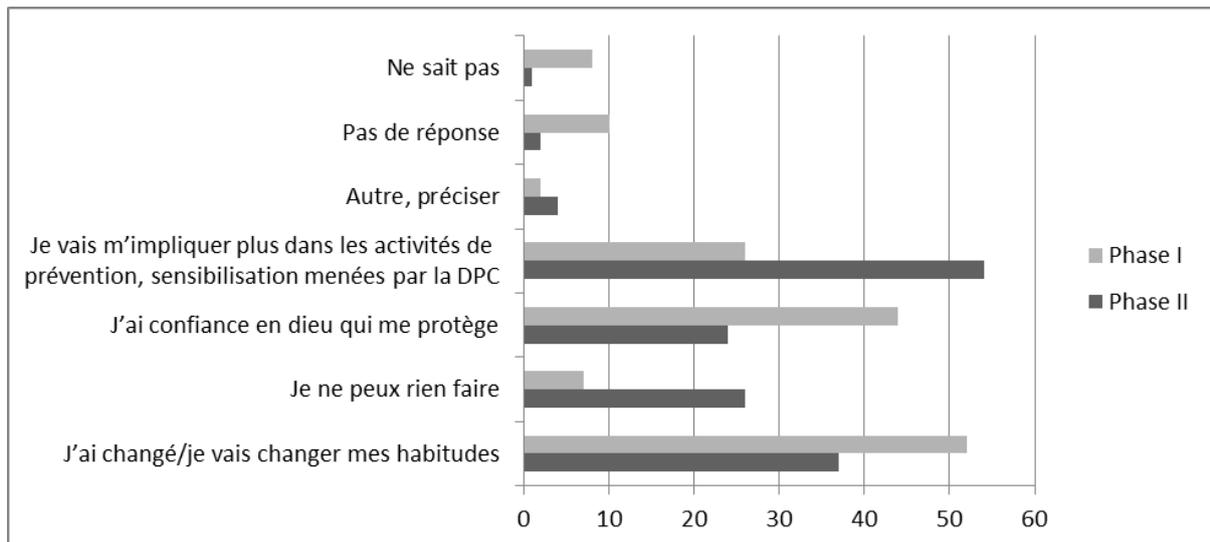


Figure 129 - Zone urbaine: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

2.5 Analyse

La comparaison des données obtenues lors de la première et seconde phase de l'enquête devrait permettre une analyse d'impact du projet DIPECHO mis en œuvre par la Welthungerhilfe.

Si l'on considère les résultats de l'enquête globale, on constate une **nette amélioration des connaissances** des répondants en matière de gestion des risques de catastrophes naturelles, une **évolution moindre concernant les attitudes déclarées** quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles, et une **évolution ciblée des pratiques** liées à la

gestion de ces risques.

Entre les deux phases d'enquête, on constate une très nette progression des **connaissances des risques de catastrophes naturelles**. Ainsi, le tremblement de terre, cité lors de la première phase comme risque majeur pouvant avoir un impact sur la vie des répondants, sur celle de leur famille ou sur leurs biens, a été remplacé par les événements météorologiques lors de la seconde phase. La surestimation du risque de tremblement de terre lors de la première phase, pouvant être attribuée à l'interprétation de l'expérience du séisme du 12 janvier 2010 semble donc avoir laissé place à un risque réel, tant en terme d'impact que de fréquence (cf. figures 13 à 17). Les signes annonciateurs de catastrophes naturelles semblent eux aussi mieux connus par les répondants (cf. figure 26, seuls 3% de répondants de la seconde phase ne connaissent pas ces signes).

Les données de la seconde phase font également état d'une meilleure connaissance des répondants du phénomène tsunami : 57% d'entre eux déclarent désormais connaître ce phénomène, ce qui semble être confirmé par les réponses données en termes de hauteur de vague potentielle (cf. figure 25) et de signes annonciateurs (cf. figure 28), et par le fait que désormais la zone urbaine se sente plus à risque de tsunami que la zone rurale (cf. figure 24).

Cette tendance de plus haut niveau de connaissance s'étend à **l'origine des catastrophes naturelles** : 33% des répondants de la seconde phase l'attribuent à un phénomène naturel, soit 12% de plus que lors de la première phase (cf. figure 30) et 46% d'entre eux attribuent l'origine des tsunamis à un tremblement de terre sous-marin (cf. figure 31).

Une meilleure connaissance des risques de catastrophes naturelles a une conséquence directe sur la **connaissance de l'impact de ces catastrophes** : on constate ainsi que 91% des répondants de la seconde phase estiment que leur vie est en danger en cas de catastrophe naturelle, soit 3% de plus que lors de la première phase (cf. figure 32). On constate de même une augmentation de la proportion de répondants dans la seconde phase estimant que le risque sur leur famille et leurs biens est **très élevé** (cf. figures 33 et 34).

Les **acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles** semblent également mieux connus des répondants dans la seconde phase d'enquête, et en particulier les associations locales et la DPC qui ont été cités beaucoup plus fréquemment que dans la première phase (cf. figures 38 à 41). Seuls 14% des répondants déclarent ne pas savoir qui intervient dans ce domaine lors de la seconde phase, contre 27% lors de la première phase, soit une amélioration de 13%. 50% des répondants de la seconde phase affirment connaître le mandat de la DPC/CRH, contre 52% lors de la première phase.

Les répondants de la seconde phase déclarent également mieux connaître le mandat des équipes de secours locaux/brigades d'intervention (de 36 à 40%, soit 4% de plus entre les deux phases) ; la connaissance des comités locaux de protection civile reste stable entre les deux phases (43% lors de la première phase et 42% lors de la seconde).

On constate également une confiance accrue en les capacités de la communauté à prévenir les catastrophes (de 46 à 48% de oui, soit +2%) et de réponse (de 19 à 22%, soit +3%, cf. figures 36 et 37).

Enfin, les connaissances des répondants semblent s'être accrues en termes de **systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles**. On constate ainsi une amélioration modérée des connaissances du plan de contingence (36% lors de la première phase, 34% lors de la seconde) et une amélioration plus prononcée des connaissances du plan d'évacuation (29% lors de la première phase, 34% lors de la seconde, soit +5%), même si les éléments qui composent le plan d'évacuation soient encore largement méconnus dans le détail (cf. figure 63).

Concernant la connaissance du système d'alerte précoce, on constate parmi les données de la seconde phase d'enquête une diminution de la proportion de répondants estimant que leur niveau de connaissance du système, ainsi que celui de la communauté est « Faible », en faveur des niveaux « Moyen » et « Elevé » (cf. figures 65 et 66). La connaissance des codes d'alerte reste, elle, relativement stable entre les deux phases (31% lors de la première phase, 33% lors de la seconde, cf. figure 67).

Dans la seconde phase d'enquête, on n'observe pas d'évolution aussi nette dans les **attitudes déclarées** des répondants que celle constatée concernant les connaissances liées à la gestion des risques de catastrophes naturelles. On n'observe en effet des évolutions modérées des attitudes, venant confronter les résultats obtenus lors de la première phase d'enquête, qu'il s'agisse des **attitudes vis à vis des risques de catastrophes naturelles**, ou liées aux **acteurs intervenant dans le domaine de la gestion de ces risques**, des **systèmes de gestion des risques** ou encore des **média en charge de la communication pour la gestion des risques de catastrophes naturelles**. Les résultats sont donc sensiblement les mêmes que ceux présentés lors de la première phase, à l'exception toutefois de la participation des enfants : si une grande majorité de répondants estimait et estime toujours que leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'évacuation n'est pas nécessaire, cette majorité tend à diminuer fortement lors de la seconde phase (cf. figure 84).

Le constat est sensiblement le même concernant les **pratiques liées à la gestion des risques de catastrophes naturelles** que concernant les attitudes déclarées des répondants : on ne constate pas d'évolution majeure entre les deux phases, les résultats de la seconde phase venant principalement conforter les tendances de la première. On peut néanmoins citer quelques tendances fortement accentuées lors de la seconde phase, notamment concernant les pratiques d'évacuation, et en particulier la direction des opérations d'évacuation pour lesquelles les comités d'évacuation et la DPC/CRH ont été largement cités (21% de réponses pour chacune des deux réponses, cf. figure 109). Aussi, il semblerait que les femmes soient plus impliquées dans les pratiques de gestion des risques (cf. figure 117, 118, 119 et 121), et que les répondants en général ont fait le choix de s'impliquer plus dans les activités de la DPC comme moteur du changement (cf. figures 124 à 129).

CONCLUSION

L'objectif principal du projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities* mis en œuvre par Welthungerhilfe est d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité des communautés des trois communes cibles (Petit Goâve, Grand Goâve et Jacmel). Cet objectif doit être atteint via trois principaux axes d'intervention :

- La mise en place d'un système communautaire de gestion des risques de catastrophes naturelles ;
- Le renforcement des capacités ;
- L'augmentation des connaissances sur les risques.

Comme évoqué dans la conclusion du rapport final de la première phase d'enquête CAP, la mise en place d'un système communautaire de gestion des risques de catastrophes naturelles et la mise en place d'un système d'alerte précoce impliquent que la communauté soit consciente des risques auxquels elle est exposée, de leurs impacts, sache quels sont les systèmes de gestion de ces risques à mettre en place, et quels sont les acteurs pouvant les appuyer dans cette démarche. Au terme de la seconde phase d'enquête, force est de constater que l'une des évolutions majeures pouvant être évoquée entre les deux phases consiste en une amélioration considérable des connaissances des répondants, qu'il s'agisse des risques de catastrophes naturelles, de leur origine, de leur impact, des systèmes de gestion des risques existants et des acteurs intervenant dans le domaine. Ce socle de connaissances constitue le terrain fertile sans lequel la mise en place des activités communautaires prévues (gestion des risques et système d'alerte précoce) n'aurait pu se réaliser.

Si l'on reprend les objectifs opérationnels de l'enquête tels que fixés initialement et actualisés lors de la première phase d'enquête, on constate :

1. « Estimer le niveau de connaissances sur les origines et causes des catastrophes naturelles » : alors que l'on observait un niveau de connaissances général assez faible, en particulier concernant le tsunami, lors de la première phase d'enquête, on observe que ce niveau a largement progressé, comme les données de la seconde phase d'enquête ont permis de l'attester. Cette progression inclut le phénomène tsunami qui, bien que toujours méconnu dans ses manifestations, est désormais connu par une majorité de répondants.
2. « Estimer la perception des risques de catastrophes naturelles » : alors que la perception des risques semblait influencée par l'intensité/proximité des expériences des répondants (notamment celle du séisme du 12 janvier 2010) plutôt que par la réalité (en termes d'impact et de fréquence) lors de la première phase d'enquête, les données de la seconde phase d'enquête attestent d'un comportement différent : les risques cités correspondent majoritairement aux risques réels (les événements météorologiques notamment). On note également une prise de conscience des répondants dans la seconde phase d'enquête quant au risque de tsunami.
3. « Estimer la perception de la participation individuelle dans les systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles » : la population semble toujours plus

majoritairement disposée à participer aux systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles dans la seconde phase d'enquête, sans distinction de sexe.

4. « Identifier les comportements en cas de catastrophes naturelles » : si lors de la première phase on constatait un niveau de connaissances relativement faible en matière de prévention/préparation et réponse aux risques de catastrophes naturelles au niveau individuel, il convient de préciser que ce niveau de connaissances s'est accru entre les deux phases d'enquête, mais reste néanmoins faible. Si l'on peut constater que certains acteurs sont désormais connus de la plupart des répondants (comités d'évacuation, CLCP, secours locaux/brigades d'intervention, la DPC en général), ce niveau de connaissance reste modéré et les plans d'urgence (évacuation, contingence) ne sont pas encore unanimement connus. La création des comités, et la mise en place des systèmes de gestion communautaire des risques de catastrophes naturelles (alerte précoce notamment) prévus et réalisés dans le cadre du projet sont des changements majeurs, qui nécessiteront certainement un soutien prolongé afin d'assurer leur pérennité.
5. « Identifier les éventuelles résistances (sociales, économiques, culturelles, religieuses, etc.) à l'adoption de « bonnes pratiques » et plus généralement au développement des activités prévues par la Welthungerhilfe » : il avait été évoqué lors des résultats de la première phase d'enquête d'une part que le facteur religieux semblait prépondérant au vu de certaines réponses, et devait donc être considéré dans les activités de sensibilisations, et d'autre part que la participation des enfants aux systèmes de gestion des risques dans la communauté ne semblait pas évidente aux populations interrogées. Les réponses liées à la religion ont peu évolué entre les deux phases d'enquête, et alors que les équipes de la Welthungerhilfe ont considéré cet acteur majeur (l'Eglise) dans leurs activités et dans leurs canaux de sensibilisation. Concernant les enfants, on constate une nette amélioration entre les deux phases quant à la nécessité de les associer à la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Les activités réalisées dans le cadre du projet de la Welthungerhilfe semblent avoir eu un écho majeur dans les communautés concernées, notamment en termes d'apport d'informations sur les catastrophes naturelles (nature, origine, risques, impact, etc.) aux populations concernées, et cet impact est objectivement mesurable en termes de connaissances des répondants. Les changements de comportements sont plus subtils à considérer dans cette enquête : d'une part car ils ne sont que déclarés par les répondants, et d'autre part car il s'agit d'un processus à plus long terme. Si le projet mis en œuvre par la Welthungerhilfe semble donc constituer un succès majeur tant en terme d'innovation, d'adaptabilité et d'impact, il convient de souligner qu'un soutien dans le temps serait certainement bénéfique aux Comités Locaux de Protection Civile qui ont été créés, afin d'assurer leur pérennité et en raison de la relative jeunesse de la structure de la DPC qui les chapeaute, et afin d'encourager et d'assurer la participation des populations aux systèmes de gestion communautaires des risques.

Liste des figures

FIGURE 1 - REPARTITION DES QUESTIONNAIRES PAR COMMUNE	9
FIGURE 2 - REPARTITION DES REpondANTS PAR SEXE	9
FIGURE 3 - REPARTITION DES REpondANTS PAR TRANCHE D'AGE.....	10
FIGURE 4 - REPARTITION DES REpondANTS PAR NIVEAU D'ETUDE.....	10
FIGURE 5 - REPARTITION DES REpondANTS SELON L'OCCUPATION.....	11
FIGURE 6 - ENSEMBLE DES REponses : PRINCIPAUX DANGERS OU RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES.....	12
FIGURE 7 - PG : PRINCIPAUX DANGERS OU RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES	12
FIGURE 8 - GG : PRINCIPAUX DANGERS OU RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES.....	13
FIGURE 9 - JACMEL : PRINCIPAUX DANGERS OU RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES	13
FIGURE 10 - ZONE RURALE : PRINCIPAUX DANGERS OU RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES	14
FIGURE 11 – ZONE URBAINE : PRINCIPAUX DANGERS OU RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES.....	14
FIGURE 12 - ENSEMBLE DES REponses : PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES (PREMIERE REponse DONNEE).....	15
FIGURE 13 - PG : PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES (PREMIERE REponse DONNEE)	16
FIGURE 14 - GG : PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES (PREMIERE REponse DONNEE)	16
FIGURE 15 - JACMEL : PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES (PREMIERE REponse DONNEE)	17
FIGURE 16 - ZONE RURALE : PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES (PREMIERE REponse DONNEE)	17
FIGURE 17 - ZONE URBAINE : PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES (PREMIERE REponse DONNEE).....	18
FIGURE 18 - ENSEMBLE DES REponses : CONNAISSANCE DU PHENOMENE TSUNAMI.....	18
FIGURE 19 - PG : CONNAISSANCE DU PHENOMENE TSUNAMI	19
FIGURE 20 - GG : CONNAISSANCE DU PHENOMENE TSUNAMI.....	19
FIGURE 21 - JACMEL : CONNAISSANCE DU PHENOMENE TSUNAMI	20
FIGURE 22 - ZONE RURALE : CONNAISSANCE DU PHENOMENE TSUNAMI	20
FIGURE 23 - ZONE URBAINE : CONNAISSANCE DU PHENOMENE TSUNAMI.....	20
FIGURE 24 - RISQUE DE TSUNAMI	21
FIGURE 25 - HAUTEUR DES VAGUES PRESENTANT UN RISQUE DE TSUNAMI	22
FIGURE 26 - SIGNES ANNONCIATEURS D'UNE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES, PREMIERE REponse DONNEE	23
FIGURE 27 - SIGNES ANNONCIATEURS D'UNE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES, ENSEMBLE DES REponses.....	23
FIGURE 28 - SIGNES ANNONCIATEURS D'UN TSUNAMI, TOUTES ZONES CONFONDUES	24
FIGURE 29 - POSSIBILITE DE PREVENIR UNE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	24
FIGURE 30 - ORIGINE DES CATASTROPHES, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	25
FIGURE 31 - ORIGINE DES TSUNAMIS, TOUTES ZONES CONFONDUES	25
FIGURE 32 - DANGER QUE REPRESENTE UNE CATASTROPHE SUR LA VIE DE LA PERSONNE, TOUTES ZONES CONFONDUES	26
FIGURE 33 - DANGER QUE REPRESENTE UNE CATASTROPHE SUR LA VIE DE LA FAMILLE (TOUTES ZONES CONFONDUES)	26
FIGURE 34 - DANGER QUE REPRESENTE UNE CATASTROPHE SUR LES BIENS DU REpondANT (TOUTES ZONES CONFONDUES)	27
FIGURE 35 - GROUPES LES PLUS VULNERABLES DANS LA COMMUNAUTE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	27
FIGURE 36 - CAPACITES DE LA COMMUNAUTE A PREVENIR LES CATASTROPHES NATURELLES (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	28
FIGURE 37 - CAPACITES DE LA COMMUNAUTE A REpondRE AUX CATASTROPHES NATURELLES (TOUTES ZONES CONFONDUES)	28
FIGURE 38 - ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	29
FIGURE 39 - PG : ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES.....	29
FIGURE 40 - GG : ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES	30
FIGURE 41 - JACMEL : ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES	30
FIGURE 42 - CONNAISSANCE MANDATS DPC ET CRH, TOUTES ZONES CONFONDUES	30
FIGURE 43 - CONNAISSANCE DU MANDAT DES SECOURS LOCAUX/BRIGADES D'INTERVENTION (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	31
FIGURE 44 - CONNAISSANCE DU MANDAT DES COMITES LOCAUX DE PROTECTION CIVILE (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	31
FIGURE 45 - PG: CONNAISSANCE DU MANDAT DES SECOURS LOCAUX/BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLCP.....	32
FIGURE 46 - GG: CONNAISSANCE DU MANDAT DES SECOURS LOCAUX/BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLCP	32
FIGURE 47 - JACMEL: CONNAISSANCE DU MANDAT DES SECOURS LOCAUX/BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLCP.....	32

FIGURE 48 - ZONE RURALE: CONNAISSANCE DU MANDAT DES SECOURS LOCAUX/BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLCP	33
FIGURE 49 - ZONE URBAINE: CONNAISSANCE DU MANDAT DES SECOURS LOCAUX/BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLCP	33
FIGURE 50 - DOMAINES D'INTERVENTION DES EQUIPES DE SECOURS LOCALES ET DES CLPC, TOUTES ZONES CONFONDUES	34
FIGURE 51 – PG : DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC.....	34
FIGURE 52 - GG : DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC	35
FIGURE 53 - JACMEL: DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC.....	35
FIGURE 54 - ZONE RURALE: DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC.....	36
FIGURE 55 - ZONE URBAINE: DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC	36
FIGURE 56 - CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	37
FIGURE 57 - CONNAISSANCE DU PLAN D'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES	37
FIGURE 58 - PG: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION.....	38
FIGURE 59 - GG: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION	38
FIGURE 60 - JACMEL: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION	38
FIGURE 61 - ZONE RURALE : CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION	39
FIGURE 62 - ZONE URBAINE: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION	39
FIGURE 63 - ELEMENTS QUI COMPOSENT LE PLAN D'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	40
FIGURE 64 - SOUVENIR D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE LIEE A LA GESTION DES RISQUES, TOUTES ZONES CONFONDUES	40
FIGURE 65 - CONNAISSANCE DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE DU REpondANT, TOUTES ZONES CONFONDUES	41
FIGURE 66 - CONNAISSANCE DE LA COMMUNAUTE DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE, TOUTES ZONES CONFONDUES	41
FIGURE 67 - CONNAISSANCE DES CODES D'ALERTE, TOUTES ZONES CONFONDUES	41
FIGURE 68 – ATTITUDE EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	42
FIGURE 69 - GG : ATTITUDE EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE.....	42
FIGURE 70 - ATTITUDE AU MOMENT D'UNE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES	43
FIGURE 71 - ATTITUDE CONCERNANT LA RESPONSABILITE DU REpondANT	43
FIGURE 72 - ATTITUDE CONCERNANT L'IMPACT DES ERREURS DU REpondANT	44
FIGURE 73 - ATTITUDE FACE A LA REDUCTION POSSIBLE DES PERTES, TOUTES ZONES CONFONDUES	44
FIGURE 74 - PG : ATTITUDE FACE A LA REDUCTION POSSIBLE DES PERTES	45
FIGURE 75 - GG : ATTITUDE FACE A LA REDUCTION POSSIBLE DES PERTES.....	45
FIGURE 76 - ATTITUDE QUANT A LA POSSIBILITE D'EVACUATION EN CAS DE TSUNAMI, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	46
FIGURE 77 - ATTITUDE QUANT A LA POSSIBILITE DE REPONSE A UN TSUNAMI, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	46
FIGURE 78 - ATTITUDE FACE A LA SECURISATION DES PERSONNES LORS DE L'ARRIVEE D'UN TSUNAMI, TOUTES ZONES CONFONDUES .	47
FIGURE 79 - ATTITUDE QUANT A LA DANGEROUSITE D'UNE VAGUE DE TSUNAMI, TOUTES ZONES CONFONDUES	47
FIGURE 80 – ATTITUDES QUANT A LA POSSIBILITE D'ÉCHAPPER A UN TSUNAMI EN COURANT.....	48
FIGURE 81 - ATTITUDES QUANT A LA POSSIBILITE D'ÉCHAPPER A UN TSUNAMI EN NAGEANT.....	49
FIGURE 82 - ATTITUDES QUANT A LA PARTICIPATION DES FEMMES AU PLAN D'EVACUATION (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	50
FIGURE 83 - ATTITUDES QUANT A LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES BRIGADES (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	51
FIGURE 84 – ATTITUDES QUANT A LA PARTICIPATION DES ENFANTS (TOUTES ZONES CONFONDUES)	51
FIGURE 85 - ATTITUDES LIEES A LA DIRECTION DES OPERATIONS PAR LA DPC/CRH, TOUTES ZONES CONFONDUES	52
FIGURE 86 - ATTITUDES LIEES A LA DIRECTION DES OPERATIONS PAR LE CASEC/ASEC, TOUTES ZONES CONFONDUES	52
FIGURE 87 - PG : ATTITUDES LIEES A LA DIRECTION DES OPERATIONS PAR LE CASEC/ASEC	53
FIGURE 88 - GG : ATTITUDES LIEES A LA DIRECTION DES OPERATIONS PAR LE CASEC/ASEC.....	53
FIGURE 89 - ATTITUDES LIEES AU SYSTEME D'ALERTE DE L'ÉTAT, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	53
FIGURE 90 - PG : ATTITUDES LIEES AU SYSTEME D'ALERTE DE L'ÉTAT.....	54
FIGURE 91 - GG : ATTITUDES LIEES AU SYSTEME D'ALERTE DE L'ÉTAT	54
FIGURE 92 - ATTITUDES LIEES AU SYSTEME D'ALERTE DE LA COMMUNAUTE	55
FIGURE 93 - ATTITUDES LIEES AU PLAN D'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES	56
FIGURE 94 - PG : ATTITUDES LIEES AU PLAN D'EVACUATION	56
FIGURE 95 - ZONE URBAINE : ATTITUDES LIEES AU PLAN D'EVACUATION	57
FIGURE 96 - ATTITUDES LIEES AUX OPERATIONS D'EVACUATION GEREES PAR LA DPC, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	57

FIGURE 97 - PG : ATTITUDES LIEES AUX OPERATIONS D'EVACUATION GEREES PAR LA DPC.....	58
FIGURE 98 - ZONE URBAINE : ATTITUDES LIEES AUX OPERATIONS D'EVACUATION GEREES PAR LA DPC	58
FIGURE 99 - ATTITUDES LIEES AUX EVACUATIONS.....	59
FIGURE 100 - ATTITUDES LIEES AU SYSTEME D'ALERTE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	60
FIGURE 101 - PG : ATTITUDES LIEES AU SYSTEME D'ALERTE.....	60
FIGURE 102 - ATTITUDES LIEES AUX SIMULACRES ET SIMULATIONS (TOUTES ZONES CONFONDUES)	61
FIGURE 103 - GG : ATTITUDES LIEES AUX SIMULACRES ET SIMULATIONS	61
FIGURE 104 - ATTITUDES LIEES AUX PLANS D'URGENCE	62
FIGURE 105 - ATTITUDES LIEES A LA PREVENTION DES TSUNAMIS	63
FIGURE 106 - ATTITUDES LIEES A LA FIABILITE DES INFORMATIONS DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION (TOUTES ZONES CONFONDUES) 64	64
FIGURE 107 – ATTITUDES LIEES QUANT A LA FIABILITE DES MESSAGES DIFFUSES A LA RADIO (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	65
FIGURE 108 -	65
FIGURE 109 - DIRIGEANT DE L'EVACUATION (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	67
FIGURE 110 - PG : DIRIGEANT DE L'EVACUATION	67
FIGURE 111 - GG : DIRIGEANT DE L'EVACUATION	68
FIGURE 112 - JACMEL : DIRIGEANT DE L'EVACUATION	68
FIGURE 113 - ZONE RURALE : DIRIGEANT DE L'EVACUATION	69
FIGURE 114 - ZONE URBAINE : DIRIGEANT DE L'EVACUATION	69
FIGURE 115 - ACTION SUITE A LA DERNIERE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	70
FIGURE 116 - DIRECTION DE L'EVACUATION DANS LA FAMILLE (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	70
FIGURE 117 - RESPECT DES DROITS DES FEMMES DANS LA PREPARATION AUX URGENCES	71
FIGURE 118 - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PREPARATION AUX URGENCES, TOUTES ZONES CONFONDUES	71
FIGURE 119 - SEXE DES DIRIGEANTS DE L'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	72
FIGURE 120 - PRISE EN COMPTE DES BESOINS DES FEMMES ET DES ENFANTS PAR L'AIDE HUMANITAIRE LORS DE L'URGENCE (TOUTES ZONES CONFONDUES)	72
FIGURE 121 - PARTICIPATION DES FEMMES A LA FORMULATION DES PLANS D'URGENCE ET D'EVACUATION (TOUTES ZONES CONFONDUES).....	73
FIGURE 122 - RECEPTION DES MESSAGES D'ALERTE DANS LA COMMUNAUTE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....	73
FIGURE 123 - EVITER DES PRATIQUES QUI AUGMENTENT LES EFFETS DES CATASTROPHES NATURELLES, TOUTES ZONES CONFONDUES 74	74
FIGURE 124 - ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES, TOUTES ZONES CONFONDUES	74
FIGURE 125 - PG: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES	75
FIGURE 126 - GG: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES.....	76
FIGURE 127 - JACMEL: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES	76
FIGURE 128 - ZONE RURALE: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES	77
FIGURE 129 - ZONE URBAINE: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES.....	77

Références bibliographiques

Documents internes Welthungerhilfe

- Document stratégique Welthungerhilfe 2010-2014.
- Document du projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities*

Documents externes

- Rapport mondial « Réduction des Risques de Désastres, Un défi pour le développement », Programme des Nations Unies pour le Développement, 2004.
- *World Risk Report*, 2011.
- *Disaster Risk Management in Latin America and the Caribbean Region: GFDRR Country Notes, Global Facility for Disaster Reduction and Recovery/World Bank.*
- Rapport final enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques en gestion des risques et des catastrophes, OXFAM, Haïti, avril 2007.

Sites Internet :

- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques français (INSEE)
<http://www.insee.fr/fr/>

- **UNISDR** (*United Nations International Strategy for Disaster Reduction*)
Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe

http://www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf

- Site officiel du SNGRD
<http://protectioncivilehaiti.net/DPC.htm>

- *The Fund for Peace*
<http://www.fundforpeace.org/global/>

Annexe I - Questionnaire d'enquête (version française)

Questionnaire d'enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques des populations quant aux systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles

0000. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Q0001	Nom de l'enquêteur :
Q0002	Commune :
Q0003	Section communale :
Q0004	Localité/habitation (rayer la mention inutile) :
Q0005	Numéro du ménage : [_ _] (Choix de 1 à XX)

	Date de la visite	Jour	Mois	Début de l'entrevue HH : MM	Fin de l'entrevue HH :MM	Résultat
Q0006	1 ^{ière} visite	[_ _]	[_ _]	[_ _] : [_ _]	[_ _] : [_ _]	
Q0007	2 ^{ième} visite	[_ _]	[_ _]	[_ _] : [_ _]	[_ _] : [_ _]	

Code résultat :

Questionnaire complété = 1
Questionnaire incomplet = 2

0100. SAISIE DES DONNÉES

Q0008	Code du questionnaire : [_ _ _ _ _ _ _ _ _ _]
Q0009	Nom de l'opérateur de saisie :
Q0010	Date de saisie de données : ____ / ____ / 2011

0200. RECUEIL DE CONSENTEMENT

« Bonjour ! Je m'appelle _____, Je travaille comme enquêteur. Puis-je parler à la personne de référence du ménage?

SI PERSONNE N'A 18 ANS OU PLUS, IL N'Y A PERSONNE D'ÉLIGIBLE POUR L'ENTREVUE.

Je mène une enquête auprès des ménages de la commune de _____. D'autres équipes font le même travail ailleurs avec d'autres ménages dans d'autres communes.

L'enquête dure environ 60 minutes. Je souhaiterais vous poser des questions sur :

- Divers sujets liés aux risques de catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, etc.)
- La composition de votre ménage pour obtenir un portrait général des répondants.

Votre participation est importante pour nous. Les informations seront utilisées pour voir comment nous pouvons améliorer les systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Les informations que vous donnez sont **confidentielles** et ne seront utilisées que dans le cadre de cette enquête.

Votre participation est **volontaire** et vous pouvez changer d'idée même après le début de l'enquête. Vous êtes libre de refuser de répondre à des questions.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer?

C'est une entrevue auprès du ménage donc j'aimerais poser les questions en privé. »

Note à l'enquêteur: Pour toutes les sections suivantes, poser la question selon les indications fournies et laissez répondre l'enquêté. Remplir le questionnaire en encerclant les réponses données, et en précisant les réponses fournies sous « Autre » s'il y a lieu. Répéter plusieurs fois la question si besoin.

0300. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

« Je vais commencer par vous poser certaines questions sur votre ménage. Je vous rappelle que ces informations sont confidentielles et ne seront utilisées que pour les besoins de l'enquête. »

Q0301	Au total, combien de personnes vivent dans ce ménage?	Nombre :
Q0302	Combien y a-t-il d'hommes de plus de 15 ans?	Nombre :
Q0303	Combien y a-t-il de femmes de plus de 15 ans?	Nombre :
Q0304	Combien y a-t-il de personnes de moins de 15 ans dans le	Nombre :

	ménage?	
Q0305	Parmi ces enfants, combien y en a-t-il de moins de 5 ans?	Nombre :
Q0306	Combien de personnes dans le ménage savent lire et écrire?	Nombre :

Vérifier si le calcul est bon en résumant le nombre et le type de personnes vivant dans le ménage.

Q0307	Sexe du répondant (NE PAS POSER LA QUESTION)	1. Homme	2. Femme			
Q0308	Pouvez-vous me dire quel âge vous avez?	1. 18-24 ans	5. 40-44 ans			
		2. 25-29 ans	6. 45-49 ans			
		3. 30-34 ans	7. 50 ans et +			
		4. 35-39 ans	88. Ne sait pas			
	Pouvez-vous me dire l'âge de la personne de référence du ménage? (Si ce n'est pas la personne enquêtée)	1. 18-24 ans	5. 40-44 ans			
		2. 25-29 ans	6. 45-49 ans			
		3. 30-34 ans	7. 50 ans et +			
		4. 35-39 ans	88. Ne sait pas			
Q0309	Quel est votre statut marital?	1. Célibataire	2. Marié	3. Séparé ou Divorcé	4. Veuf/veuve	5. Cohabitation (union de fait)
Q0310	Quel est votre niveau scolaire?	1. Aucun				
		2. Études primaires				
		3. Études secondaires				
		4. Université / Diplôme d'État / Études supérieures				
		5. Études techniques				
		9. Autre, préciser : _____				
Q0311	Quelle est votre occupation actuelle?	1. Travail salarié				
		2. Agriculture/élevage/pêche				
		3. Commerçant				
		4. Journalier, petits métiers				
		5. Artisanat				

		6. Petit commerce (vendeur sur la rue, au marché, etc.)
		7. Pas de travail
		9. Autre, préciser :

0400. CONNAISSANCES DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES

« *Je vais maintenant vous poser certaines questions sur les catastrophes naturelles* ».

Q0401	Quels sont les principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages ou des souffrances à votre vie, à votre famille ou à vos biens? NE PAS LIRE LES REPONSES POSSIBLES, ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Inondations	
		2. Sécheresse	
		3. Glissement de terrain	
		4. Tremblement de terre	
		5. Tsunami	
		6. Les événements météorologiques: tempêtes tropicales, ouragans.	
		7. Incendies	
		8. Délinquance/insécurité	
		9. Autre, préciser	
		10. Accidents	
		11. Perte de travail	
Q0402	Pourquoi les catastrophes naturelles se produisent-elles? NE PAS LIRE LES REPONSES POSSIBLES	88. Ne sait pas	
		99. Pas de réponse	
		1. C'est un phénomène naturel	
		2. En raison de l'action de l'homme	
		3. A cause du changement climatique	
Q0403	En cas de catastrophe naturelle (quelle qu'elle soit) estimez vous que votre vie est en danger? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE	4. Origine Divine	
		9. Autre, préciser	
		88. Ne sait pas	
		1. Pas du tout	
		2. Beaucoup	
		3. Un peu	

	REPONSE	88. Ne sait pas	
Q404	Comment estimez-vous le niveau de dangerosité pour votre famille? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Inexistant	
		2. Faible	
		3. Élevé	
		4. Très élevé	
		88. Ne sait pas	
Q405	Comment estimez-vous le niveau de dangerosité pour vos biens (propriété, maison, bétail, etc.)? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	5. Inexistant	
		6. Faible	
		7. Élevé	
		8. Très élevé	
		88. Ne sait pas	
Q406	Qui, dans la communauté, est le plus susceptible de souffrir d'une catastrophe? (plusieurs réponses possibles) NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REPONDANT A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Tout le monde dans la communauté	
		2. Les femmes	
		3. Les enfants	
		4. Les personnes âgées	
		5. Les personnes handicapées	
		6. Personne dans la communauté	
		9. Autre, préciser	
		88. Ne sait pas	
Q407	Pensez-vous qu'il est possible de prévenir les catastrophes? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui	
		2. Non	
		88. Ne sait pas	
Q408	Pensez-vous que la communauté a la capacité de prévenir les catastrophes qui affectent la communauté? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui	
		2. Non	
		88. Ne sait pas	
Q409	Pensez-vous que la communauté a les capacités de répondre à des catastrophes locales? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui	
		2. Non	
		88. Ne sait pas	

Q410	Quels sont les signes qui pourraient annoncer l'arrivée d'une catastrophe ou mettre en alerte la communauté? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REPONDANT A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Des changements dans la nature	
		2. Des changements dans le comportement animal	
		3. Les systèmes d'alerte précoce dans la communauté	
		4. Annonces faites par les autorités	
		5. Prédications de quelqu'un dans la communauté	
		6. Des rumeurs dans la communauté	
		9. Autre, préciser	
	88. Ne sait pas		
Q411	Connaissez-vous le plan de contingence de votre commune/habitation/localité? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui	
		2. Non	
	88. Ne sait pas		
Q412	Connaissez-vous le plan d'évacuation de votre commune/habitation/localité? LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui	
		2. Non	
	88. Ne sait pas		
Q413	Quels sont les éléments qui constituent un plan d'évacuation? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REPONDANT A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Comité d'évacuation	
		2. Diagnostique des menaces	
		3. Identification et évaluation des risques	
		4. Ressources et capacités disponibles	
		5. Système d'alerte précoce	
		6. Organisation et préparation de la brigade d'intervention rapide	
		7. Les itinéraires d'évacuation	
		8. Localisation de la zone sûre	
		9. Autre, préciser	
	88. Ne sait pas		
Q414	Connaissez-vous qui intervient dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes	1. La DPC	
		2. La CR haïtienne	

	naturelles (prévention, secours, etc.) dans votre commune/habitation/localité ? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS	3. Associations locales 9. Autres, préciser 88. Ne sait pas
Q415	Connaissez-vous le rôle/mandat de la DPC et de la croix rouge haïtienne ? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui 2. Non 3. Approximativement 88. Ne sait pas
Q416	Est-ce que vous vous souvenez d'une politique publique mise en œuvre dans le cadre de la gestion des risques de catastrophe naturelle ayant eu un impact dans votre commune? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui 2. Non 3. Approximativement 88. Ne sait pas
Q417	Quel est votre niveau de connaissance du système d'alerte précoce? LIRE LES PROPOSITIONS	1. Nul 2. Faible 3. Moyen 4. Élevé
Q418	D'après vous, quel est le niveau de connaissance de la communauté du système d'alerte précoce? LIRE LES PROPOSITIONS	1. Nul 2. Faible 3. Moyen 4. Élevé
Q419	Connaissez-vous le rôle et les fonctions des équipes de secours locales/brigades d'intervention rapide? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui 2. Non 88. Ne sait pas
Q420	Connaissez-vous le rôle et les fonctions des équipes de Comité Local de Protection Civile (CLPC)? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui 2. Non 88. Ne sait pas
Q421	Mentionnez dans quels domaines interviennent les équipes de secours locales et les Comités Locaux de Protection Civile ? LIRE LES PROPOSITIONS (plusieurs réponses possibles)	1. Simulation 2. Système d'Alerte Précoce 3. Utilisation d'équipement de secours 4. Recherche 5. Sauvetage

		6. Premiers soins
		7. Évacuation
		8. Gestion des Abris
		9. Autre, préciser
		10. Communication
		88. Ne sait pas
Q422	Connaissez-vous les codes d'alerte en cas de catastrophe ? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui
		2. Non
		88. Ne sait pas

0500. ATTITUDES VIS À VIS DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES

« Je vais maintenant faire certaines propositions. Pour chacune d'entre elles, vous devrez me dire si vous êtes totalement d'accord, partiellement d'accord, indifférent, si vous êtes en désaccord partiel ou en total désaccord ».

Q501	Avoir un plan d'évacuation me donne confiance en cas de catastrophe naturelle.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q502	Les opérations d'évacuation gérées par la Protection Civile me donnent confiance.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q503	En cas de catastrophe, je ne m'inquiète pas, c'est toujours la même chose, rien ne se passe.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel

		5. Total désaccord
Q504	Je n'aime pas à évacuer lorsqu'il y a des avertissements dans ma commune/localité/habitation.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q505	Avoir un système d'alerte précoce me tranquillise/tranquilliserait face aux menaces.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q506	Les informations par Radio/TV sont moins fiables que celles de ma communauté.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q507	Dans ma famille, nous avons peur parce que nous ne savons pas quoi faire au moment d'une catastrophe.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q508	Les simulacres et simulations d'évacuation en cas de catastrophes naturelles sont une perte de temps.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q509	Il est nécessaire que les femmes participent à l'élaboration, la mise en œuvre du plan d'évacuation.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q510	Il n'est pas nécessaire que les enfants participent à l'élaboration, la mise en œuvre du plan d'évacuation.	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel

Q511	Je fais confiance aux messages diffusés à la radio sur les menaces de catastrophes naturelles.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q512	Je me sens/sentirais plus sûr si la DPC/CRH ou tout autre groupe formé nous dirigeait au moment de l'évacuation.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q513	Je me sens/sentirais plus sûr si le CASEC/ASEC ou d'autres représentant de la communauté nous dirigeait au moment de l'évacuation.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q514	Le système d'alerte précoce mis en place par l'État me donne confiance.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q515	Le système d'alerte précoce traditionnel mis en place par la communauté me donne confiance.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q516	Je pense que je suis responsable des dégâts causés par certaines catastrophes naturelles.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q517	Souvent les dégâts personnels subis en cas de catastrophes naturelles dépendent des mes erreurs.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel

Q518	Au cours des dernières catastrophes j'ai compris que je peux faire beaucoup pour réduire mes pertes.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q519	La participation des femmes dans des brigades d'intervention me donne confiance.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q520	Un message d'alerte provenant d'une autorité religieuse est plus sérieux qu'un message provenant de la radio/DPC/CASEC/ASEC.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
Q521	Je ne tiens pas à faire ou à participer à des plans d'urgence, car rien ne se passe.	5. Total désaccord
		1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel

0600. PRATIQUES VIS À VIS DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES

« *Je vais maintenant revenir à des questions à choix multiples.* »

Q601	Mentionnez qui dirige l'évacuation (plusieurs réponses possible) LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Comité d'évacuation	
		2. Les CASEC/ASEC/Mairie	
		3. Les représentants religieux	
		4. La DPC/CRH	
		5. Le chef de ménage/personne de référence du ménage	
		6. Les organisations/associations locales	
		7. Les organisations internationales	

		9. Autre, préciser	
		88. Ne sait pas	
Q602	Qu'est-ce que vous avez fait immédiatement après l'impact de la dernière catastrophe naturelle? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Est allé appeler les autorités	
		2. S'est rendu dans des zones de sécurité préétablies	
		3. A aidé les familles les plus vulnérables de la communauté	
		4. A surveillé ses biens les plus importants (contre le vol)	
		5. N'a rien fait	
		9. Autre, préciser	
		88. Ne sait pas	
Q603	Qui, dans la famille, dirige l'évacuation? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	1. Père	
		2. Mère	
		3. Les personnes les plus âgées	
		4. Grand-père	
		5. Grand-mère	
		6. Tout le monde	
		7. Personne	
		9. Autre, préciser	
		88. Ne sait pas	
Q604	Au moment de l'urgence, les droits des femmes sont respectés de manière : LIRE LES PROPOSITIONS	1. Nulle	
		2. Faible	
		3. Moyenne	
		4. Haute	
		88. Ne sait pas	
Q605	Au moment de la préparation aux urgences, la participation des femmes est : LIRE LES PROPOSITIONS	1. Nulle	
		2. Faible	
		3. Moyenne	

		4. Importante
		5. Très importante
		88. Ne sait pas
Q606	Qui prend les devants en cas d'évacuation, les hommes ou les femmes? LIRE LES PROPOSITIONS	1. Les femmes
		2. Les hommes
		3. Les deux sexes
		99. Pas de réponse
		88. Ne sait pas
Q607	Au moment de l'urgence, l'aide humanitaire prend en compte les besoins des femmes et des enfants: LIRE LES PROPOSITIONS	1. Pas du tout
		2. Un peu
		3. Beaucoup
		99. Pas de réponse
		88. Ne sait pas
Q608	Les femmes participent-elles à la formulation de plans d'urgence/ d'évacuation? LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui
		2. Non
		99. Pas de réponse
		88. Ne sait pas
Q609	Est-ce que toute la communauté reçoit des messages d'alerte? LIRE LES PROPOSITIONS	1. Oui
		2. Non
		99. Pas de réponse
		88. Ne sait pas
Q610	J'évite des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles. LIRE LES PROPOSITIONS	3. Oui
		4. Non
		99. Pas de réponse
		88. Ne sait pas
Q611	Qu'est ce que vous faites pour limiter les dommages des catastrophes naturelles dans le futur ? LIRE LES PROPOSITIONS	1. J'ai changé/je vais changer mes habitudes
		2. Je ne peux rien faire
		3. J'ai confiance en dieu qui me protège
		4. Je vais m'impliquer plus dans les activités de prévention, sensibilisation menées par la DPC
		9. Autre, préciser
		99. Pas de réponse
		88. Ne sait pas

Note à l'enquêteur: si le questionnaire est administré dans une partie non côtière, passer directement à la section suivante (fin de l'entrevue).

0700. CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES VIS À VIS DES RISQUES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES DE TSUNAMI

« Je vais maintenant vous poser des questions sur le risque de tsunami. »

Q701	Savez-vous ce qu'est un tsunami? LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui
		2. Non
		88. Ne sait pas
Q702	Qu'est-ce qui est à l'origine d'un tsunami? LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Origine divine
		2. Tremblements de terre (sous-marins)
		3. Tremblements de terre (en surface)
		4. Glissements de terrain (sous-marins)
		5. Glissements de terrain (en surface)
		6. De l'action de l'homme
		7. A cause du changement climatique
		8. Ils sont liés à la mauvaise gérance du gouvernement
		9. Autre, préciser
		88. Ne sait pas
Q703	Considérez vous que votre commune/localité/habitation est exposée au risque de tsunami ? LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. Oui
		2. Non
		3. Je ne sais pas ce qu'est un tsunami
		88. Ne sait pas
Q704	Si oui , quelle pourrait selon vous être la hauteur des vagues ? LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE	1. 0-1 m
		2. 1-3 m
		3. 3-5 m
		4. 5-10 m
		5. Plus de 10 m

Q705	D'après vous, quels sont les signes avant-coureurs d'un tsunami ? NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)	88. Ne sait pas	
		1. Le vent qui souffle	
		2. La mer qui se retire	
		3. Un bruit particulier de la mer	
		4. Un tremblement de terre	
		5. Des changements du comportement animal	
		6. Annonces par une autorité	
		7. Prédications de quelqu'un dans la communauté	
		8. Les rumeurs dans la communauté	
		9. Autre, préciser	
Q706	Je pense qu'il est possible d'évacuer avant l'arrivée d'un tsunami. LIRE LES PROPOSITIONS	88. Ne sait pas	
		1. Accord total	
		2. Accord partiel	
		3. Indifférent	
		4. Désaccord partiel	
Q707	Un tsunami c'est trop destructeur. Il n'y a rien que je puisse faire pour me préparer. LIRE LES PROPOSITIONS	1. Accord total	
		2. Accord partiel	
		3. Indifférent	
		4. Désaccord partiel	
		5. Total désaccord	
Q708	Je pense que je serais capable de m'éloigner de la côte et d'atteindre un endroit sûr si un tsunami vient. LIRE LES PROPOSITIONS	1. Accord total	
		2. Accord partiel	
		3. Indifférent	
		4. Désaccord partiel	
		5. Total désaccord	
Q709	Une vague de tsunami de trois mètres n'est pas dangereuse. LIRE LES PROPOSITIONS	1. Accord total	
		2. Accord partiel	
		3. Indifférent	
		4. Désaccord partiel	
		5. Total désaccord	
Q710	S'il y a un tsunami, je peux m'en sortir en courant une fois que je vois la vague venir.	1. Accord total	
		2. Accord partiel	

	LIRE LES PROPOSITIONS	3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q711	S'il y a un tsunami, je peux m'en sortir en nageant. LIRE LES PROPOSITIONS	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord
Q712	Il est possible de prévenir les communautés qu'un tsunami peut atteindre les côtes d'Haïti, à travers un système d'alerte. LIRE LES PROPOSITIONS	1. Accord total
		2. Accord partiel
		3. Indifférent
		4. Désaccord partiel
		5. Total désaccord

« L'entrevue est terminée. Je vous remercie de votre participation! Avez-vous des questions ou des commentaires? »

Questions/Commentaires :

Signature du répondant ou X : _____

Refus de signature :

Signature de l'enquêteur : _____